

Section financière

RAPPORT DE GESTION

Société financière IGM Inc.

17 Sommaire des résultats opérationnels consolidés

Groupe Investors

26 Revue des activités

33 Revue des résultats opérationnels par secteur

Mackenzie

38 Revue des activités

42 Revue des résultats opérationnels par secteur

Activités internes et autres

46 Revue des résultats opérationnels par secteur

Société financière IGM Inc.

47 Situation financière consolidée

50 Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

61 Perspectives

63 Estimations et méthodes comptables critiques

67 Contrôles et procédures de communication de l'information

67 Contrôle interne à l'égard de l'information financière

68 Autres renseignements

REVUE FINANCIÈRE

États financiers consolidés

70 Responsabilité de la direction relativement à la présentation de l'information financière et rapport de l'auditeur indépendant

72 États financiers consolidés

77 Notes annexes

Données supplémentaires

120 Données trimestrielles

121 Rétrospective sur dix ans

Rapport de gestion

Le rapport de gestion présente le point de vue de la direction en ce qui a trait aux résultats opérationnels et à la situation financière de la Société financière IGM Inc. (la « Société financière IGM » ou la « Société ») aux 31 décembre 2011 et 2010 et pour les exercices clos à ces dates, et il devrait être lu parallèlement aux états financiers consolidés audités. Le commentaire présenté dans le rapport de gestion au 31 décembre 2011 et pour l'exercice clos à cette date est daté du 10 février 2012.

Mode de présentation et sommaire des conventions comptables

Les états financiers consolidés de la Société financière IGM, sur lesquels repose l'information présentée dans son rapport de gestion, ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), et ils sont présentés en dollars canadiens (se reporter à la note 2 des états financiers consolidés).

Principaux détenteurs d'actions avec droit de vote

Au 31 décembre 2011, la Corporation Financière Power (la « CFP ») et Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une filiale de la Corporation Financière Power, détenaient, directement ou indirectement, 57,6 % et 3,6 %, respectivement, des actions ordinaires en circulation de la Société financière IGM.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Certaines déclarations contenues dans le présent rapport de gestion, à l'exception des énoncés de faits historiques, sont de nature prospective; elles sont fondées sur des hypothèses et sont l'expression des attentes actuelles de la Société financière IGM. Les déclarations prospectives sont fournies afin d'aider le lecteur à comprendre la situation financière et les résultats opérationnels de la Société à certaines dates et de présenter de l'information au sujet des attentes et des projets actuels de la direction, et ces déclarations pourraient ne pas se prêter à d'autres fins. Les déclarations de cette nature peuvent porter, notamment, sur les opérations, les activités, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les possibilités, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la Société, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes à venir. Les déclarations prospectives comprennent des énoncés de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Les déclarations prospectives sont fondées sur des facteurs ou des hypothèses significatifs ayant permis de tirer la conclusion ou d'effectuer la prévision

ou la projection dont il est question. Ces facteurs et hypothèses comprennent les perceptions des tendances historiques, des conditions actuelles et de l'évolution future prévue ainsi que d'autres facteurs considérés comme appropriés dans les circonstances.

Les déclarations prospectives sont exposées à des risques et à des incertitudes intrinsèques, tant généraux que particuliers, qui font en sorte que des prédictions, des prévisions, des projections, des attentes et des conclusions pourraient se révéler inexactes, que des hypothèses pourraient être incorrectes et que des objectifs ou des buts et priorités stratégiques pourraient ne pas être réalisés.

Divers facteurs significatifs, qui sont indépendants de la volonté de la Société et de ses filiales dans bien des cas, touchent les opérations, la performance et les résultats de la Société et de ses filiales ainsi que leurs activités. En raison de ces facteurs, les résultats réels peuvent différer sensiblement des attentes actuelles à l'égard des événements ou des résultats estimés ou attendus. Ces facteurs comprennent, notamment, l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés en Amérique du Nord et dans le monde, des taux d'intérêt et des taux de change, des marchés boursiers et financiers mondiaux, de la gestion des risques de liquidité des marchés et de financement et des changements de méthodes comptables ayant trait à la présentation de l'information financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables critiques), l'incidence de l'application de changements comptables futurs, des risques opérationnels et à la réputation, de la concurrence, des changements liés aux technologies, à la réglementation

gouvernementale, à la législation et aux lois fiscales, des décisions judiciaires ou réglementaires imprévues, des catastrophes, de la capacité de la Société à effectuer des transactions stratégiques, à intégrer les entreprises acquises et à mettre en œuvre d'autres stratégies de croissance ainsi que du succès obtenu par la Société pour ce qui est de prévoir ou de gérer les facteurs susmentionnés.

Le lecteur est prié de noter que la liste des facteurs précités ne comprend pas tous les facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les déclarations prospectives de la Société. Le lecteur est également prié d'examiner attentivement ces facteurs ainsi que d'autres facteurs, incertitudes et événements éventuels et de ne pas se fier indûment aux déclarations prospectives.

À moins que la loi ne l'exige expressément, la Société n'est pas tenue de mettre à jour les déclarations prospectives pour tenir compte d'événements ou de circonstances survenus après la date à laquelle ces déclarations ont été formulées ou encore d'événements imprévus, à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements ou de résultats futurs ou autrement.

Pour obtenir de plus amples renseignements au sujet des risques et des incertitudes qui ont une incidence sur les activités de la Société, veuillez consulter les documents d'information de cette dernière. Ces documents ont été déposés auprès des autorités de réglementation en valeurs mobilières du Canada et sont accessibles à l'adresse www.sedar.com.

Société financière IGM Inc.

Sommaire des résultats opérationnels consolidés

La Société financière IGM Inc. (TSX : IGM) est une société de services financiers de premier plan au Canada. Les principales entreprises de la Société, le Groupe Investors Inc. et la Corporation Financière Mackenzie, exercent leurs activités de façon distincte au sein du secteur des services-conseils financiers.

Au 31 décembre 2011, le total de l'actif géré se chiffrait à 118,7 G\$, comparativement à 129,5 G\$ au 31 décembre 2010. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, la moyenne du total de l'actif géré s'est établie à 126,7 G\$, comparativement à 121,6 G\$ en 2010.

Le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires, exception faite des autres éléments décrits ci-dessous, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'est établi à 833,0 M\$, ou 3,22 \$ par action, comparativement à un bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires de 758,9 M\$, ou 2,89 \$ par action, en 2010. Il s'agit d'une augmentation de 11,4 % par action.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, y compris les autres éléments, pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'est établi à 900,6 M\$, ou 3,48 \$ par action, comparativement à un bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, y compris les autres éléments, de 730,7 M\$, ou 2,78 \$ par action, en 2010.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, les autres éléments comprennent ce qui suit :

- Le bénéfice net qui a été classé dans les activités abandonnées. Le 16 novembre 2011, Mackenzie a conclu la vente de la Compagnie de Fiducie M.R.S. et de M.R.S. Inc. (« M.R.S. »). Le bénéfice net de M.R.S. comprend le profit après impôt à la vente de M.R.S. de 30,3 M\$ constaté au quatrième trimestre de 2011 et un ajustement fiscal non récurrent de 28,7 M\$ comptabilisé au troisième trimestre de 2011. Exception faite des éléments susmentionnés, le bénéfice net lié aux activités abandonnées s'est chiffré à 3,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. Compte tenu des éléments susmentionnés, le bénéfice net lié aux activités abandonnées s'est chiffré à 62,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011.
- Un avantage après impôt de 5,0 M\$ représentant la quote-part de la variation nette de la provision liée à des litiges de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

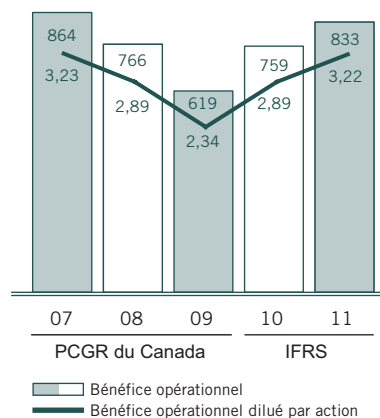
Pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, les autres éléments comprennent ce qui suit :

- le bénéfice net de M.R.S., chiffré à 1,8 M\$, qui a été classé dans les activités abandonnées;
- une charge après impôt non récurrente de 21,8 M\$ liée à la transition aux IFRS;
- une charge après impôt de 8,2 M\$ représentant la quote-part de la provision supplémentaire liée à des litiges de Great-West Lifeco Inc. revenant à la Société.

Les capitaux propres se sont chiffrés à 4,5 G\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 4,3 G\$ au 31 décembre 2010. Le rendement des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires fondé sur le bénéfice opérationnel pour l'exercice clos le 31 décembre 2011

Bénéfice opérationnel et bénéfice opérationnel par action

Pour les exercices
(en M\$, sauf les montants par action)



2007 exclut une économie d'impôt sans effet de trésorerie.
2008 exclut la quote-part de la charge pour dépréciation et du gain de la société affiliée.
2009 exclut le bénéfice net lié aux activités abandonnées, une charge sans effet de trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente, une économie d'impôt sans effet de trésorerie et une prime versée au rachat des actions privilégiées.
2010 exclut le bénéfice net lié aux activités abandonnées, les éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS et la quote-part de la provision supplémentaire liée à des litiges de la société affiliée.
2011 exclut le bénéfice net lié aux activités abandonnées et la quote-part de l'avantage lié à la variation des provisions liées à des litiges de la société affiliée.

s'est établi à 19,7 %, contre 18,2 % en 2010. Le dividende trimestriel par action ordinaire est passé à 53,75 cents en 2011, ce qui représente une augmentation de 2,50 cents par rapport à 51,25 cents à la fin de 2010.

ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Le 16 novembre 2011, la Société a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires de M.R.S. La contrepartie en trésorerie s'est chiffrée à 198,7 M\$, en plus d'un remboursement de 20 M\$ sur la dette subordonnée et du passif repris relatif aux montants détenus en dépôt auprès de M.R.S. par Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

Conformément à IFRS 5, *Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées*, les résultats et les flux de trésorerie opérationnels de M.R.S, qui étaient auparavant inclus dans les résultats du secteur à présenter Mackenzie, ont été classés comme des activités abandonnées.

Le bénéfice net lié aux activités abandonnées pour toutes les périodes considérées est présenté sous forme de poste distinct dans les tableaux suivants : Tableau 1 – *Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS*; Tableau 2 – *Résultats opérationnels consolidés par secteur*;

Tableau 7 – Principales données annuelles; et Tableau 9 – Sommaire des résultats trimestriels.

Se reporter à la note 3 des états financiers consolidés pour plus de renseignements.

MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires, qui est une mesure financière conforme aux IFRS, peut être divisé en deux composantes :

- le bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires;
- les autres éléments, qui comprennent l'incidence après impôt de tout élément que la direction considère comme non récurrent ou qui pourrait rendre moins significative la comparaison des résultats opérationnels d'une période à l'autre.

Le « bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires », le « bénéfice opérationnel dilué par action » (le « BPA ») et le « rendement opérationnel des capitaux propres moyens attribuables aux actionnaires ordinaires » sont des mesures financières non définies par les IFRS qui sont utilisées afin de donner à la direction et aux investisseurs des mesures additionnelles pour évaluer le rendement. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

« Le bénéfice avant intérêts et impôt » (le « BAI ») et « le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements » (le « BAIIA ») sont également des mesures financières non définies par les IFRS. Le BAI et le BAIIA sont des mesures de rechange de la performance utilisées par la direction, les investisseurs et les analystes de placements pour évaluer et analyser les résultats de la Société. Ces mesures financières non définies par les IFRS n'ont pas de définition normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, elles pourraient ne pas être directement comparables à des mesures semblables utilisées par d'autres sociétés.

Se reporter aux rapprochements pertinents de ces mesures financières non définies par les IFRS et des résultats présentés conformément aux IFRS, présentés dans les tableaux 1 et 2.

SECTEURS À PRÉSENTER

Les secteurs à présenter de la Société financière IGM, qui reflètent la structure organisationnelle actuelle et le système interne de communication de l'information financière, sont les suivants :

- le Groupe Investors
- Mackenzie
- les Activités internes et autres

La direction mesure et évalue la performance de ces secteurs en fonction du BAI, comme il est indiqué au tableau 2. Les résultats opérationnels par secteur sont présentés de façon distincte dans les sections intitulées

TABLEAU 1 : RAPPROCHEMENT DES MESURES FINANCIÈRES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

(en M\$)	2011		2010	
	BÉNÉFICE NET	BPA	BÉNÉFICE NET	BPA
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	833,0 \$	3,22 \$	758,9 \$	2,89 \$
Bénéfice net – activités abandonnées	62,6	0,24	1,8	0,01
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS, déduction faite de l'impôt	-	-	(21,8)	(0,09)
Quote-part de la provision de la société affiliée	5,0	0,02	(8,2)	(0,03)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	900,6 \$	3,48 \$	730,7 \$	2,78 \$
BAIIA – mesure non définie par les IFRS	1 515,3 \$		1 481,8 \$	
Amortissement des commissions	(281,6)		(291,8)	
Amortissement des immobilisations et des immobilisations incorporelles et autres	(38,6)		(33,3)	
Charges d'intérêts sur la dette à long terme	(102,8)		(111,4)	
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS	-		(29,3)	
Quote-part de la provision de la société affiliée	5,0		(8,2)	
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées	1 097,3		1 007,8	
Impôt sur le résultat	(250,5)		(268,8)	
Bénéfice net – activités abandonnées	62,6		1,8	
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	(8,8)		(10,1)	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	900,6 \$		730,7 \$	

TABLEAU 2 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS CONSOLIDÉS PAR SECTEUR

(en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES		TOTAL	
	2011	2010	2011	2010	2011	2010	2011	2010
Produits								
Produits tirés des honoraires	1 566,5 \$	1 507,7 \$	823,8 \$	818,0 \$	180,8 \$	142,1 \$	2 571,1 \$	2 467,8 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	70,2	62,1	2,4	0,3	83,8	86,7	156,4	149,1
	1 636,7	1 569,8	826,2	818,3	264,6	228,8	2 727,5	2 616,9
Charges								
Commissions	489,5	472,0	285,9	290,8	119,5	92,3	894,9	855,1
Charges autres que les commissions	352,0	327,9	239,7	232,3	45,8	44,9	637,5	605,1
	841,5	799,9	525,6	523,1	165,3	137,2	1 532,4	1 460,2
Bénéfice avant intérêts et impôt	795,2 \$	769,9 \$	300,6 \$	295,2 \$	99,3 \$	91,6 \$	1 195,1	1 156,7
Charges d'intérêts							(102,8)	(111,4)
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS							-	(29,3)
Quote-part de la provision de la société affiliée							5,0	(8,2)
Bénéfice avant impôt sur le résultat et activités abandonnées							1 097,3	1 007,8
Impôt sur le résultat							250,5	268,8
Bénéfice net lié aux activités poursuivies							846,8	739,0
Bénéfice net lié aux activités abandonnées							62,6	1,8
Bénéfice net							909,4	740,8
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles							8,8	10,1
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires							900,6 \$	730,7 \$
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires¹⁾							833,0 \$	758,9 \$

1) Se reporter à la présentation des mesures financières non définies par les IFRS du Sommaire des résultats opérationnels consolidés pour une description de l'utilisation que fait la Société des mesures financières non définies par les IFRS.

« Revue des résultats opérationnels par secteur » du rapport de gestion.

Certains postes figurant au tableau 2 ne sont pas attribués aux secteurs :

- *Charges d'intérêts* – Représentent les charges d'intérêts sur la dette à long terme. La variation des charges d'intérêts reflète le remboursement des débetures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450 M\$, le 9 mai 2011. La variation des charges d'intérêts pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 par rapport à 2010 reflète également l'émission de 200 M\$ de débetures à 6,00 % le 9 décembre 2010.
- *Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS en 2010* – Comprennent les coûts liés à la restructuration, les coûts de transaction et certains coûts liés aux avantages du personnel engagés en vertu des IFRS, qui ont totalisé 29,3 M\$.

- *Quote-part de la provision de la société affiliée* – Représente la variation des provisions liées à des litiges comptabilisée par Lifeco. Au quatrième trimestre de 2011, Lifeco a constaté des variations nettes à l'égard des provisions liées à des litiges, et la quote-part de ces provisions revenant à la Société, après impôt, était un avantage de 5,0 M\$. Au troisième trimestre de 2010, Lifeco a constitué une provision supplémentaire liée à des litiges. La quote-part de cette provision revenant à la Société, après impôt, était une charge de 8,2 M\$.
- *Impôt sur le résultat* – Les modifications apportées au taux d'imposition effectif sont présentées au tableau 3. Une planification fiscale peut permettre à la Société de constater un impôt sur le résultat moins élevé. La direction surveille l'état de ses déclarations de revenus et évalue régulièrement si ses charges d'impôt sont, de

TABLEAU 3 : TAUX D'IMPOSITION EFFECTIF

	2011	2010
Impôt sur le résultat aux taux d'imposition fédéral et provinciaux canadiens prévus par la loi	28,15 %	30,06 %
Incidence des éléments suivants :		
Quote-part du résultat de la société affiliée	(1,92)	(2,11)
Consolidation de la perte ¹⁾	(2,33)	-
Autres éléments	(0,94)	(1,52)
Taux d'imposition effectif – bénéfice opérationnel	22,96	26,43
Quote-part de la provision de la société affiliée	(0,13)	0,24
Taux d'imposition effectif – bénéfice net lié aux activités poursuivies	22,83 %	26,67 %

1) Pour plus de renseignements, se reporter à « Transactions entre parties liées » du présent rapport de gestion.

façon générale, adéquates. Par conséquent, l'impôt sur le résultat constaté au cours des exercices antérieurs peut être ajusté durant l'exercice considéré. Toute modification des meilleures estimations de la direction est reflétée dans les Autres éléments, ce qui inclut, mais sans s'y limiter, l'incidence des taux d'imposition effectifs moins élevés applicables aux établissements à l'étranger.

- **Bénéfice net lié aux activités abandonnées** – Représente les résultats opérationnels de M.R.S., auparavant inclus dans les résultats du secteur à présenter Mackenzie, qui sont résumés dans le tableau 4.

Le bénéfice net lié aux activités abandonnées pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 comprenait le profit après impôt à la vente de M.R.S. de 30,3 M\$ et un ajustement fiscal non récurrent de 28,7 M\$.

L'impôt sur le résultat comptabilisé au cours des périodes antérieures a été ajusté au troisième trimestre de 2011 afin de refléter les changements apportés aux meilleures estimations de la direction relatives à l'état des déclarations de revenus. Exception faite des éléments susmentionnés, le bénéfice net de M.R.S. a totalisé 3,6 M\$ en 2011, comparativement à 1,8 M\$ en 2010.

- **Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles** – Représentent les dividendes déclarés à l'égard des actions privilégiées de premier rang à dividende non cumulatif de 5,90 % de la Société émises le 8 décembre 2009. Les dividendes déclarés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2010 étaient constitués du dividende initial de 0,57788 \$ l'action, ou 3,5 M\$, et concernaient la période du 8 décembre 2009 au 30 avril 2010.

TABLEAU 4 : BÉNÉFICE NET LIÉ AUX ACTIVITÉS ABANDONNÉES

(en M\$)	2011	2010
Produits		
Honoraires	19,0 \$	22,8 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	13,5	13,6
	32,5	36,4
Charges	26,8	30,8
Bénéfice avant impôt sur le résultat	5,7	5,6
Impôt sur le résultat		
Activités	1,6	1,8
Variation de l'estimation relative à l'état des déclarations de revenus	(28,2)	2,0
	(26,6)	3,8
	32,3	1,8
Profit sur vente	32,2	-
Impôt sur le résultat	1,9	-
	30,3	-
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	62,6 \$	1,8 \$

SOMMAIRE DES VARIATIONS DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré s'établissait à 118,7 G\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 129,5 G\$ au 31 décembre 2010. Les tableaux 5 et 6 présentent les variations de l'actif géré.

Les variations de l'actif géré du Groupe Investors et de Mackenzie sont présentées plus en détail dans les rubriques « Revue des activités » respectives du rapport de gestion.

TABLEAU 5 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2011 PAR RAPPORT AU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2010

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹⁾	
	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010
Fonds communs de placement								
Ventes brutes – marché monétaire	174,6 \$	174,7 \$	109,6 \$	135,7 \$	20,9 \$	14,7 \$	305,1 \$	325,1 \$
Ventes brutes – à long terme	1 110,3	1 211,9	978,8	1 357,6	106,8	127,3	2 194,5	2 696,8
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	1 284,9 \$	1 386,6 \$	1 088,4 \$	1 493,3 \$	127,7 \$	142,0 \$	2 499,6 \$	3 021,9 \$
Ventes nettes – marché monétaire	(13,0)\$	(16,0)\$	(13,7)\$	(75,3)\$	15,8 \$	9,6 \$	(10,9) \$	(81,7) \$
Ventes nettes – à long terme	(144,5)	(21,9)	(570,2)	(387,3)	39,7	52,3	(676,4)	(356,9)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	(157,5)\$	(37,9)\$	(583,9)\$	(462,6)\$	55,5 \$	61,9 \$	(687,3)\$	(438,6)\$
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes								
Ventes brutes	- \$	- \$	999,3 \$	1 639,2 \$	- \$	- \$	936,9 \$	1 572,5 \$
Ventes nettes	-	-	(662,0)	195,5	-	-	(685,8)	184,6
Données combinées								
Ventes brutes	1 284,9 \$	1 386,6 \$	2 087,7 \$	3 132,5 \$	127,7 \$	142,0 \$	3 436,5 \$	4 594,4 \$
Ventes nettes	(157,5)	(37,9)	(1 245,9)	(267,1)	55,5	61,9	(1 373,1)	(254,0)
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	(157,5)\$	(37,9)\$	(1 245,9)\$	(267,1)\$	55,5 \$	61,9 \$	(1 373,1)\$	(254,0)\$
Actifs acquis ²⁾	-	-	-	-	-	128,1	-	128,1
Rendement du marché et produits	1 390,4	2 985,5	1 981,7	4 080,4	82,0	120,7	3 343,1	6 941,9
Variation nette de l'actif	1 232,9	2 947,6	735,8	3 813,3	137,5	310,7	1 970,0	6 816,0
Actif au début	56 502,4	58 837,7	60 916,2	64 533,0	2 674,0	2 377,4	116 742,8	122 667,5
Actif à la fin	57 735,3 \$	61 785,3 \$	61 652,0 \$	68 346,3 \$	2 811,5 \$	2 688,1 \$	118 712,8 \$	129 483,5 \$

1) Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 64 M\$ et de 25 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (67 M\$ et 11 M\$ en 2010).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 3,5 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (3,3 G\$ au 31 décembre 2010).

2) Acquisition de Partenaires en planification, le 1^{er} novembre 2010.

TABLEAU 6 : VARIATION DU TOTAL DE L'ACTIF GÉRÉ – 2011 PAR RAPPORT À 2010

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	GROUPE INVESTORS		MACKENZIE		INVESTMENT PLANNING COUNSEL		DONNÉES CONSOLIDÉES ¹⁾	
	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010
Fonds communs de placement								
Ventes brutes – marché monétaire	717,6 \$	694,9 \$	493,6 \$	565,8 \$	70,7 \$	50,2 \$	1 281,9 \$	1 310,9 \$
Ventes brutes – à long terme	5 303,2	5 052,7	5 151,0	5 282,2	472,7	448,5	10 924,3	10 783,4
Total des ventes brutes de fonds communs de placement	6 020,8 \$	5 747,6 \$	5 644,6 \$	5 848,0 \$	543,4 \$	498,7 \$	12 206,2 \$	12 094,3 \$
Ventes nettes – marché monétaire	(21,4)\$	(102,3)\$	(122,8)\$	(340,4)\$	51,2 \$	28,9 \$	(93,0)\$	(413,8)\$
Ventes nettes – à long terme	60,6	355,7	(1 425,0)	(1 178,8)	173,1	175,4	(1 193,7)	(647,7)
Total des ventes nettes de fonds communs de placement	39,2 \$	253,4 \$	(1 547,8)\$	(1 519,2)\$	224,3 \$	204,3 \$	(1 286,7)\$	(1 061,5)\$
Comptes gérés à titre de sous-conseiller institutionnels et autres comptes								
Ventes brutes	- \$	- \$	4 657,9 \$	6 314,6 \$	- \$	- \$	4 197,5 \$	6 013,2 \$
Ventes nettes	-	-	(951,2)	65,7	-	-	(1 237,2)	(62,0)
Données combinées								
Ventes brutes	6 020,8 \$	5 747,6 \$	10 302,5 \$	12 162,6 \$	543,4 \$	498,7 \$	16 403,7 \$	18 107,5 \$
Ventes nettes	39,2	253,4	(2 499,0)	(1 453,5)	224,3	204,3	(2 523,9)	(1 123,5)
Variation du total de l'actif géré								
Ventes nettes	39,2 \$	253,4 \$	(2 499,0)\$	(1 453,5)\$	224,3 \$	204,3 \$	(2 523,9)\$	(1 123,5)\$
Actifs acquis ²⁾	-	-	-	-	-	128,1	-	128,1
Rendement du marché et produits	(4 089,2)	3 876,9	(4 195,3)	6 220,4	(100,9)	216,2	(8 246,8)	9 933,7
Variation nette de l'actif	(4 050,0)	4 130,3	(6 694,3)	4 766,9	123,4	548,6	(10 770,7)	8 938,3
Actif au début	61 785,3	57 655,0	68 346,3	63 579,4	2 688,1	2 139,5	129 483,5	120 545,2
Actif à la fin	57 735,3 \$	61 785,3 \$	61 652,0 \$	68 346,3 \$	2 811,5 \$	2 688,1 \$	118 712,8 \$	129 483,5 \$

1) Le total des ventes brutes et des ventes nettes exclut un montant de 463 M\$ et de 289 M\$, respectivement, représentant les comptes pour lesquels Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (302 M\$ et 128 M\$ en 2010).

Le total de l'actif géré exclut un montant de 3,5 G\$ représentant l'actif pour lequel Mackenzie est sous-conseiller au nom du Groupe Investors et d'Investment Planning Counsel (3,3 G\$ au 31 décembre 2010).

2) Acquisition de Partenaires en planification, le 1^{er} novembre 2010.

PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

Les données financières pour les trois derniers exercices clos sont présentées dans le tableau 7.

Bénéfice net et bénéfice par action – Exception faite du rapprochement présenté au tableau 7, les variations du bénéfice net et du total des produits découlent principalement de l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement.

L'amélioration de la conjoncture au cours des trois derniers trimestres de 2009 a donné lieu à des augmentations considérables de l'actif géré des fonds communs de placement. Cette tendance s'est poursuivie en 2010, et malgré une intensification de la volatilité, l'actif géré des fonds communs de placement a continué de croître. Par conséquent, la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement a augmenté en 2010 par

TABLEAU 7 : PRINCIPALES DONNÉES ANNUELLES

	IFRS		RÉFÉRENTIEL COMPTABLE ANTÉRIEUR
	2011	2010	2009
Comptes consolidés de résultat (en M\$)			
Produits			
Produits tirés des honoraires	2 571,1 \$	2 467,8 \$	2 227,0 \$
Produits tirés des placements nets et autres produits	156,4	149,1	153,8
	2 727,5	2 616,9	2 380,8
Charges	1 635,2	1 571,6	1 517,3
	1 092,3	1 045,3	863,5
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS	-	(29,3)	-
Quote-part de la provision de la société affiliée	5,0	(8,2)	-
Charge sans effet de trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente	-	-	(76,5)
Prime versée au rachat des actions privilégiées	-	-	(14,4)
Bénéfice avant impôt sur le résultat	1 097,3	1 007,8	772,6
Impôt sur le résultat	250,5	268,8	216,6
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	846,8	739,0	556,0
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	62,6	1,8	3,1
Bénéfice net	909,4	740,8	559,1
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	8,8	10,1	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	900,6 \$	730,7 \$	559,1 \$
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS¹⁾ (en M\$)			
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS	833,0 \$	758,9 \$	618,8 \$
Autres éléments :			
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	62,6	1,8	3,1
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS, déduction faite de l'impôt	-	(21,8)	-
Quote-part de la provision de la société affiliée	5,0	(8,2)	-
Charge sans effet de trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente	-	-	(66,2)
Économie d'impôt sans effet de trésorerie	-	-	17,8
Prime versée au rachat des actions privilégiées	-	-	(14,4)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS ou référentiel comptable antérieur	900,6 \$	730,7 \$	559,1 \$
Bénéfice par action (\$)			
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires ¹⁾			
– de base	3,23 \$	2,90 \$	2,35 \$
– dilué	3,22	2,89	2,34
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires			
– de base	3,49	2,79	2,12
– dilué	3,48	2,78	2,12
Dividendes par action (\$)			
Ordinaire	2,10 \$	2,05 \$	2,05 \$
Privilégiée, série A	-	-	1,44
Privilégiée, série B	1,48	1,68	-
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en M\$)	105 692 \$	101 350 \$	90 652 \$
Total de l'actif géré des fonds communs de placement (en M\$)	99 685 \$	107 925 \$	100 419 \$
Total de l'actif géré (en M\$)	118 713 \$	129 484 \$	120 545 \$
Total de l'actif de la Société (en M\$)	11 132 \$	12 237 \$	8 662 \$
Total de la dette à long terme (en M\$)	1 325 \$	1 775 \$	1 575 \$
Nombre d'actions ordinaires en circulation (en M\$)	256 658	259 718	262 633

1) Se reporter au Sommaire des résultats opérationnels consolidés pour une explication relative à l'utilisation par la Société de mesures financières non définies par les IFRS.

rapport à 2009, comme l'illustre le tableau 7. Le total de l'actif géré des fonds communs de placement s'est établi à 99,7 G\$ au 31 décembre 2011, en baisse comparativement à 107,9 G\$ à la fin de 2010. Cette diminution s'est produite principalement au cours du second semestre de 2011 et, par conséquent, la moyenne de l'actif géré des fonds communs de placement pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 s'est établie à 105,7 G\$, comparativement à 101,4 G\$ en 2010. Les variations du total de l'actif géré des fonds communs de placement de la Société en 2011 et en 2010 sont conformes aux variations de l'actif des fonds communs de placement du secteur des fonds communs de placement au Canada. L'incidence de l'évolution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement sur le bénéfice et les produits fait l'objet d'une analyse à la rubrique « Revue des résultats opérationnels par secteur » dans les sections relatives au Groupe Investors et à Mackenzie du rapport de gestion.

Au 31 décembre 2011, le total de l'actif géré s'établissait à 118,7 G\$ et incluait l'actif géré des fonds communs de placement qui totalisait 99,7 G\$. Le bénéfice net des périodes futures dépendra principalement du volume de l'actif des fonds communs de placement qui continuera à être touché par la conjoncture mondiale.

Dividendes par action ordinaire – Les dividendes annuels par action ordinaire se sont établis à 2,10 \$ en 2011, en hausse de 2,4 % par rapport à 2010. Les dividendes annuels par action ordinaire n'ont pas augmenté en 2010 et avaient augmenté de 2,5 % en 2009.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Le sommaire des résultats trimestriels présenté au tableau 8 comprend les résultats des huit derniers trimestres en vertu des IFRS et le rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS et du bénéfice net conformément aux IFRS.

Le bénéfice opérationnel trimestriel attribuable aux actionnaires ordinaires dépend principalement du volume de l'actif géré des fonds communs de placement. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement est présentée dans le tableau 8. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement est demeurée relativement stable pour chacun des trois premiers trimestres de 2010 et a augmenté au quatrième trimestre de 2010, parallèlement à l'amélioration de la conjoncture pendant ces trimestres. La moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement a augmenté au premier trimestre de 2011 et est demeurée relativement stable au deuxième trimestre de 2011. Le recul des marchés nationaux et internationaux a donné lieu à une diminution de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement aux troisième et quatrième trimestres de 2011.

TABLEAU 8 : SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

	2011				2010			
	T4	T3	T2	T1	T4	T3	T2	T1
Comptes consolidés de résultat (en M\$)								
Produits								
Honoraires de gestion	444,2	464,6	491,8	492,1	479,1	452,6	455,5	449,7
Honoraires d'administration	84,3	85,2	87,9	87,5	85,4	82,6	83,7	83,0
Honoraires de distribution	79,8	80,8	83,5	89,4	83,4	68,7	71,6	72,5
Produits tirés des placements nets et autres produits	36,4	43,2	34,4	42,4	47,0	36,8	14,4	50,9
	644,7	673,8	697,6	711,4	694,9	640,7	625,2	656,1
Charges								
Commissions	214,0	218,6	228,7	233,6	221,6	207,5	212,1	213,9
Charges autres que les commissions	155,4	156,0	164,1	162,0	153,5	150,2	150,7	150,7
Charges d'intérêts	23,2	23,2	26,1	30,3	28,7	27,8	27,6	27,3
	392,6	397,8	418,9	425,9	403,8	385,5	390,4	391,9
Bénéfice avant les éléments suivants :	252,1	276,0	278,7	285,5	291,1	255,2	234,8	264,2
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS	-	-	-	-	(29,3)	-	-	-
Quote-part de la provision de la société affiliée	5,0	-	-	-	-	(8,2)	-	-
Bénéfice avant impôt sur le résultat	257,1	276,0	278,7	285,5	261,8	247,0	234,8	264,2
Impôt sur le résultat	53,9	60,8	63,7	72,1	71,2	71,9	56,4	69,3
Bénéfice net lié aux activités poursuivies	203,2	215,2	215,0	213,4	190,6	175,1	178,4	194,9
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	29,6	31,0	1,1	0,9	1,5	0,5	(0,4)	0,2
Bénéfice net	232,8	246,2	216,1	214,3	192,1	175,6	178,0	195,1
Dividendes sur actions privilégiées perpétuelles	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	3,5
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires	230,6	244,0	213,9	212,1	189,9	173,4	175,8	191,6
Rapprochement des mesures financières non définies par les IFRS¹⁾ (en M\$)								
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires – mesure non définie par les IFRS								
	196,0	213,0	212,8	211,2	210,2	181,1	176,2	191,4
Autres éléments :								
Bénéfice net lié aux activités abandonnées	29,6	31,0	1,1	0,9	1,5	0,5	(0,4)	0,2
Éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS, déduction faite de l'impôt	-	-	-	-	(21,8)	-	-	-
Quote-part de la provision de la société affiliée	5,0	-	-	-	-	(8,2)	-	-
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires – IFRS	230,6	244,0	213,9	212,1	189,9	173,4	175,8	191,6
Bénéfice par action (¢)								
Bénéfice opérationnel attribuable aux actionnaires ordinaires ¹⁾								
– de base	76	83	82	81	81	69	67	73
– dilué	76	82	82	81	80	69	67	73
Bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires								
– de base	90	95	83	82	73	66	67	73
– dilué	89	94	82	81	73	66	67	73
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement (en G\$)								
	99,6	103,5	109,9	110,0	105,0	99,4	100,5	100,4
Total de l'actif géré des fonds communs de placement (en G\$)								
	99,7	97,7	108,6	111,7	107,9	102,3	96,5	102,8
Total de l'actif géré (en G\$)								
	118,7	116,7	130,2	134,1	129,5	122,7	115,7	123,4

1) Se reporter au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion pour une explication relative aux autres éléments utilisés dans le calcul des mesures financières non définies par les IFRS.

Groupe Investors

Revue des activités

Le Groupe Investors fournit une vaste gamme de services de planification financière et de placements aux Canadiens par l'entremise de son réseau exclusif de conseillers à l'échelle nationale.

Les produits tirés des honoraires proviennent principalement de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors.

Les produits tirés des honoraires proviennent également de la distribution de produits d'assurance, de services liés aux valeurs mobilières et d'autres services financiers.

Les produits tirés des placements nets et autres produits, qui sont principalement liés aux prêts hypothécaires montés et à la gestion de nos activités de prêts hypothécaires constituent des sources de produits additionnels.

Les produits dépendent en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Nos conseillers adoptent une démarche exhaustive en matière de planification financière qui fait appel à la vaste gamme de produits et de services financiers offerts par le Groupe Investors, de sorte que des ventes accrues de fonds communs de placement ont été enregistrées dans des marchés marqués par la volatilité. Les ventes brutes de fonds communs de placement effectuées par l'entremise de notre réseau de conseillers se sont établies à 6,0 G\$ en 2011, en hausse de 4,8 % par rapport à 2010. Le taux de rachat pour les fonds à long terme s'est établi à 8,8 % pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, bien en deçà du taux de rachat du secteur de 15,9 % au 30 septembre 2011 compte non tenu du Groupe Investors, mais supérieur au taux de rachat de 8,3 % du Groupe Investors en 2010. Les ventes nettes se sont établies à 39 M\$, en baisse par rapport à 253 M\$ en 2010.

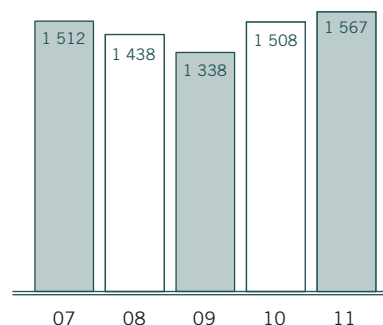
STRATÉGIE DU GROUPE INVESTORS

Le Groupe Investors cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des clients, des conseillers et des employés convergent. La stratégie d'entreprise du Groupe Investors est axée sur les points suivants :

- L'élargissement de notre réseau de distribution par l'augmentation du nombre de bureaux régionaux, le recrutement de nouveaux conseillers au sein de notre secteur et le soutien continu à l'égard de la croissance et du perfectionnement de nos conseillers actuels.
- L'importance accordée à la prestation de conseils et de services de planification financière ainsi qu'à l'offre de produits connexes par l'entremise de notre réseau exclusif de conseillers.
- La prestation d'un niveau adéquat de soutien administratif à nos conseillers et à nos clients, notamment le maintien d'une communication active durant tous les cycles économiques.
- La diversification de l'éventail de produits offerts par le Groupe Investors afin de continuer à développer des relations durables avec la clientèle.

Produits tirés des honoraires – Groupe Investors

Pour les exercices (en M\$)



- La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant des ressources sur les initiatives qui profitent directement aux clients et aux conseillers, ce qui permet d'accroître l'efficacité et de mieux contrôler les dépenses.

RÉSEAU DE CONSEILLERS

Le Groupe Investors se distingue de ses concurrents en offrant des services de planification financière personnelle à ses clients dans le contexte de relations à long terme. Le pivot du mécanisme de prestation de ces services est le réseau national de distribution, composé de conseillers rattachés à des bureaux régionaux répartis dans tout le Canada. Cinq nouveaux bureaux régionaux ont été ouverts en 2011, à Drummondville (Québec), à Terrebonne (Québec), à London (Ontario), à Grande Prairie (Alberta), et dans le sud de l'Okanagan (Colombie-Britannique), ce qui porte à 106 le nombre de bureaux régionaux faisant partie de notre réseau.

À la fin de 2011, le Groupe Investors comptait 4 608 conseillers, comparativement à 4 686 à la fin de 2010. Au début de 2011, le Groupe Investors a apporté des améliorations à ses pratiques de sélection et de recrutement, qui profiteront à la croissance future du réseau de conseillers. Bien que ces changements aient entraîné une diminution à court terme du nombre de conseillers nommés au premier trimestre de 2011, les autres trimestres ont été caractérisés par un retour à la stabilité et une croissance modeste.

Le nombre de conseillers comptant plus de quatre années d'expérience totalisait 2 705 au 31 décembre 2011, comparativement à 2 641 à la fin de 2010.

Perfectionnement des conseillers

Le Groupe Investors combine diverses techniques d'entrevue et d'administration de tests afin de trouver des candidats qui cumulent l'expérience, les études et les aptitudes requises pour devenir de bons planificateurs financiers. Au début de 2011, nous avons fait preuve d'encore plus de rigueur lors de la sélection des candidats les plus qualifiés pour le poste de conseiller, afin d'accroître leurs chances de succès pour l'avenir.

Les programmes de formation sont révisés et mis à jour chaque année afin d'offrir aux nouveaux conseillers les bases nécessaires pour établir une relation avec les clients. Au début de 2011, nous avons actualisé et renforcé l'importance de recourir à des outils clés de soutien à la formation et aux ventes, y compris les documents Démarche d'affaires et Présentation de qualification, qui sont tous deux essentiels à l'établissement de solides relations entre conseillers et clients. À mesure que les conseillers progressent, ils approfondissent leurs compétences en planification financière et en gestion d'entreprise en suivant divers programmes de formation axés notamment sur la planification financière, la connaissance des produits, le service à la clientèle, la croissance des affaires, la conformité, la technologie, la gestion d'une pratique professionnelle et d'autres sujets connexes. En plus de cette formation de base, des conférences annuelles dans le cadre desquelles l'enseignement est adapté tant aux nouveaux conseillers qu'aux conseillers d'expérience sont organisés.

En 2011, nous avons continué de franchir des étapes dans le cadre d'une initiative pluriannuelle visant à améliorer notre plateforme technologique à l'intention des conseillers, laquelle regroupe des renseignements sur la gestion des contacts des conseillers et les portefeuilles en vue d'accroître l'efficacité et la productivité.

Perfectionnement de l'équipe de directeurs du réseau

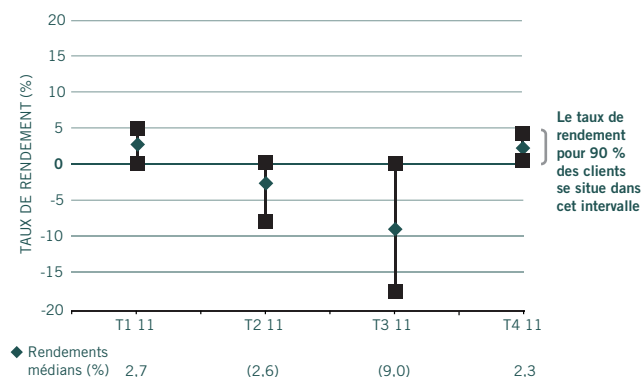
Conformément à l'engagement du Groupe Investors envers la croissance, nous continuons à mettre l'accent sur la formation d'une solide équipe de leaders chevronnés à l'échelle nationale. En plus d'augmenter le nombre de personnes occupant des postes de direction au sein du réseau, nous avons également offert d'autres possibilités aux conseillers qui envisagent de devenir directeurs, notamment de la formation sur les fonctions de directeur et l'encadrement par des pairs.

SOUTIEN ADMINISTRATIF À L'INTENTION DES CONSEILLERS ET DES CLIENTS ET COMMUNICATIONS

Le soutien administratif offert aux conseillers et aux clients comprend la tenue des comptes des clients et la présentation de l'information de façon exacte et opportune, un soutien efficace à la résolution de problèmes, de même que des améliorations continues des systèmes.

Ce soutien administratif est offert aux conseillers et aux clients domiciliés au Québec par la Direction générale du Québec, le bureau principal de la Société situé à Montréal; quant aux conseillers et aux clients d'ailleurs au Canada, ils sont servis par le siège social de la Société, situé à Winnipeg. La Direction générale du Québec emploie environ 200 personnes et comprend des unités opérationnelles pour la plupart des fonctions à l'appui des quelque 800 conseillers à l'échelle du Québec et du réseau de bureaux régionaux au Québec. En 2011, deux nouveaux bureaux régionaux ont

Taux de rendement pour les clients au cours du trimestre



été ouverts, à Drummondville et à Terrebonne, ce qui porte à 19 le nombre de bureaux régionaux de notre réseau. Le montant de l'actif géré des fonds communs de placement au Québec dépassait 9 G\$ au 31 décembre 2011.

Les communications régulières avec nos clients comprennent la présentation de l'information trimestrielle relative à leurs portefeuilles de fonds communs de placement du Groupe Investors et à la variation de la valeur de l'actif de ces portefeuilles au cours du trimestre. Chaque client obtient un rendement différent selon le solde de ses retraits et mises de fonds et selon ses portefeuilles de fonds au cours de chaque trimestre, comme l'illustre le graphique ci-dessus. Ce graphique présente les taux de rendement médians des clients pour chacun des quatre derniers trimestres, ainsi que les seuils inférieur et supérieur de la fourchette des taux de rendement obtenus par 90 % des clients du Groupe Investors.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, le taux de rendement médian pour les clients était d'environ 2,3 %; plus de 90 % des clients ont obtenu un rendement positif. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, le taux de rendement médian pour les clients était d'environ (7,5) %.

Les communications avec les conseillers et les clients ont augmenté de façon considérable en raison de la forte volatilité des marchés au cours des dernières années. Nos conseillers, à leur tour, ont maintenu de solides relations avec les clients, insistant sur l'importance d'une planification à long terme et d'un portefeuille de placements diversifié. Des sondages continus réalisés auprès de nos clients révèlent une grande satisfaction face à la valeur des conseils prodigués par nos conseillers durant tous les cycles économiques.

ACTIF GÉRÉ

Le niveau de l'actif géré des fonds communs de placement est tributaire de trois facteurs : les ventes, les rachats et la valeur liquidative de l'actif de nos fonds. Les variations de l'actif géré pour les périodes considérées sont présentées dans le tableau 9.

TABLEAU 9 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ DES FONDS COMMUNS DE PLACEMENT – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2011	30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010
Ventes	1 284,9 \$	1 285,4 \$	1 386,6 \$	- %	(7,3) %
Rachats	1 442,4	1 447,3	1 424,5	(0,3)	1,3
Rachats nets	(157,5)	(161,9)	(37,9)	2,7	n.s.
Rendement du marché et produits	1 390,4	(5 493,6)	2 985,5	n.s.	(53,4)
Variation de l'actif, montant net	1 232,9	(5 655,5)	2 947,6	n.s.	(58,2)
Actif au début	56 502,4	62 157,9	58 837,7	(9,1)	(4,0)
Actif à la fin	57 735,3 \$	56 502,4 \$	61 785,3 \$	2,2 %	(6,6) %
Actif quotidien moyen	57 525,7 \$	59 384,3 \$	60 236,0 \$	(3,1) %	(4,5) %

EXERCICES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)	
			31 DÉC. 2010	VARIATION (%)
Ventes	6 020,8 \$	5 747,6 \$	4,8 %	
Rachats	5 981,6	5 494,2	8,9	
Ventes nettes	39,2	253,4	(84,5)	
Rendement du marché et produits	(4 089,2)	3 876,9	n.s.	
Variation de l'actif, montant net	(4 050,0)	4 130,3	n.s.	
Actif au début	61 785,3	57 655,0	7,2	
Actif à la fin	57 735,3 \$	61 785,3 \$	(6,6) %	
Actif quotidien moyen	60 672,6 \$	58 255,7 \$	4,1 %	

Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats de 2011 comparativement à ceux de 2010

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 57,7 G\$ au 31 décembre 2011, soit une baisse de 6,6 % comparativement à 61,8 G\$ au 31 décembre 2010. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 57,5 G\$ au quatrième trimestre de 2011, en baisse de 4,5 % comparativement à 60,2 G\$ au quatrième trimestre de 2010. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 60,7 G\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, en hausse de 4,1 % comparativement à 58,3 G\$ en 2010.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,3 G\$, soit une baisse de 7,3 % par rapport à 2010. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,4 G\$, en hausse de 1,3 % par rapport à 2010. Le taux de rachat en glissement sur douze mois des fonds à long terme du Groupe Investors s'établissait à 8,8 % au 31 décembre 2011, comparativement à 8,3 % au 31 décembre 2010, et demeure bien plus faible que le plus récent taux de rachat moyen correspondant disponible, qui était d'environ 15,9 % pour tous les autres membres de

l'Institut des fonds d'investissement du Canada (l'« IFIC ») au 30 septembre 2011. Les rachats nets de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrés à 158 M\$ au quatrième trimestre de 2011, comparativement à des rachats nets de 38 M\$ en 2010. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,1 G\$ au cours du quatrième trimestre de 2011, comparativement à 1,2 G\$ en 2010, soit une baisse de 8,4 %. Les rachats nets de fonds à long terme se sont établis à 145 M\$ au quatrième trimestre de 2011, comparativement à des rachats nets de 22 M\$ en 2010. Au cours du quatrième trimestre, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de 1,4 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 3,0 G\$ au quatrième trimestre de 2010.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 6,0 G\$, soit une hausse de 4,8 % par rapport à 2010. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 6,0 G\$, comparativement à 5,5 G\$ en 2010. Les ventes nettes de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrées à 39 M\$ en 2011, comparativement à des ventes nettes de 253 M\$ en 2010. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 5,3 G\$ en 2011, comparativement à 5,1 G\$ en 2010, soit une hausse de 5,0 %. Les ventes

nettes de fonds à long terme se sont établies à 61 M\$ en 2011, comparativement à des ventes nettes de 356 M\$ en 2010. En 2011, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une diminution de 4,1 G\$ de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à une augmentation de 3,9 G\$ en 2010.

Variation de l'actif géré des fonds communs de placement – résultats du quatrième trimestre de 2011 comparativement à ceux du troisième trimestre de 2011

L'actif géré des fonds communs de placement du Groupe Investors se chiffrait à 57,7 G\$ au 31 décembre 2011, soit une hausse de 2,2 % comparativement à 56,5 G\$ au 30 septembre 2011. L'actif quotidien moyen des fonds communs de placement s'est chiffré à 57,5 G\$ au quatrième trimestre de 2011, comparativement à 59,4 G\$ au troisième trimestre de 2011, soit une diminution de 3,1 %.

Pour le quatrième trimestre clos le 31 décembre 2011, les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors par l'entremise de son réseau de conseillers ont totalisé 1,3 G\$, soit le même montant qu'au troisième trimestre de 2011. Les rachats de fonds communs de placement ont totalisé 1,4 G\$ pour le même trimestre, en baisse de 0,3 % par rapport au trimestre précédent. Les rachats nets de fonds communs de placement du Groupe Investors se sont chiffrés à 158 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à des rachats nets de 162 M\$ au trimestre précédent. Les ventes de fonds à long terme se sont établies à 1,1 G\$ pour le trimestre considéré, soit le même montant qu'au trimestre précédent. Les rachats nets de fonds à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 145 M\$, comparativement à des rachats nets de 148 M\$ au trimestre précédent.

PRODUITS ET SERVICES

Le Groupe Investors est considéré comme un chef de file en planification financière personnelle au Canada. Les conseillers recommandent des portefeuilles équilibrés et diversifiés gérés par des professionnels, qui reflètent les objectifs du client, ses préférences et sa tolérance au risque. Ils vont également au-delà des placements en offrant aux clients des produits d'assurance, des prêts hypothécaires et d'autres services financiers.

PFP – Planificateur financier personnel

Le logiciel Planificateur financier personnel (le « PFP ») du Groupe Investors gère un large éventail de besoins potentiels en matière de planification financière, allant de projections et de modèles de concepts de base de la planification financière à la préparation de plans financiers écrits couvrant tous les volets de la planification financière, dont la planification de placements, la planification fiscale, la planification de la retraite et des études, la gestion des risques et la planification successorale.

Au quatrième trimestre de 2010, un nouvel outil d'évaluation financière a été lancé, lequel permet l'élaboration rapide de plans financiers de base en ligne dans un format amélioré. Cet outil d'évaluation financière a été

proposé à tous les conseillers en avril 2011. Le nouvel outil d'évaluation financière est le premier volet d'une initiative en plusieurs étapes visant à mettre à niveau la boîte à outils de notre logiciel PFP.

Programme de planification stratégique de portefeuille Symphonie^{MC}

Symphonie constitue la démarche de planification stratégique de portefeuille du Groupe Investors. Le programme Symphonie est conçu pour fournir un portefeuille de placements constitué de façon scientifique, conforme aux objectifs de placement du client et adapté à son profil de risque.

Programme philanthropique

Le Programme philanthropique Groupe Investors est un programme à vocation arrêtée par le donateur qui permet aux Canadiens de faire un don et d'établir un legs caritatif durable, sans les coûts élevés et les tracas administratifs liés à l'établissement d'une fondation privée.

Fonds communs de placement

Au 31 décembre 2011, le Groupe Investors gère un actif de 57,7 G\$ dans 165 fonds communs de placement couvrant une vaste gamme de mandats de placement, comparativement à 61,8 G\$ en 2010, soit une diminution de 6,6 %.

Les clients ont l'occasion de diversifier leurs placements, que ce soit par gestionnaire de placements, catégorie d'actif, style de placement, région, capitalisation ou secteur, au moyen de portefeuilles personnalisés en fonction de leurs objectifs.

Les fonds du Groupe Investors sont gérés par la Société de gestion d'investissement I.G., notre propre équipe multidisciplinaire de professionnels en placements disposant de bureaux et de conseillers en Amérique du Nord, en Europe et en Asie. Nos relations à l'échelle mondiale, l'exhaustivité de nos recherches et l'utilisation de la technologie de l'information nous fournissent des capacités de gestion de placements qui nous permettent d'offrir à nos clients une expertise en gestion de placements répondant à la plus vaste gamme d'objectifs de placement. Le Groupe Investors offre également un vaste choix de fonds de partenaires grâce à des relations avec des conseillers d'autres sociétés de gestion de placements, et supervise ces conseillers en placements externes afin de s'assurer que leurs activités sont conformes à la philosophie de placement du Groupe Investors, de même qu'aux objectifs et aux stratégies de placement des fonds pour lesquels ils fournissent des conseils. Ces relations avec des sociétés-conseils incluent des liens avec des gestionnaires de placements comme la Corporation Financière Mackenzie, Putnam Investments Inc., Placements AGF Inc., Beutel, Goodman & Company, Ltd., Bissett Investment Management, Camlin Asset Management Ltd., Fidelity Investments Canada s.r.i., Société de Placements Templeton, LaSalle Investment Management (Securities), L.P., RCM Capital Management LLC et Eagle Boston Investment Management, Inc.

Rendement des fonds

Au 31 décembre 2011, 55 % des fonds communs de placement du Groupe Investors (fonds Investors, fonds de partenaires et fonds de portefeuille) étaient cotés trois étoiles ou mieux par le service de cotation de fonds Morningstar† et 13 % étaient cotés quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar†, les proportions étaient de 65 % pour les fonds cotés trois étoiles ou plus et de 29 % pour les fonds cotés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2011. La Cote Morningstar† est une mesure quantitative objective du rendement sur trois, cinq et dix ans d'un fonds, ajusté en fonction du risque, par rapport à des fonds comparables.

Ajouts à l'offre de produits de fonds communs de placement

Le Groupe Investors continue d'accroître le rendement, l'étendue et la diversité de ses produits de placement grâce au lancement de nouveaux fonds qui répondent aux divers besoins à long terme des investisseurs canadiens.

- *Février* – Le Groupe Investors a lancé le Portefeuille Flex à revenu fixe Investors. Ce mandat a été conçu en vue de procurer un revenu régulier en investissant dans un ensemble diversifié de fonds constitutifs composés principalement de titres à revenu fixe. En outre, ce mandat dispose de la souplesse nécessaire pour s'adapter à une conjoncture changeante, puisqu'il permet d'ajuster la répartition des types de placements constitutifs en fonction de l'évolution des taux d'intérêt et du crédit.
- *Mai* – Le Groupe Investors a élargi son offre de produits avec le lancement du Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors. Ce mandat a été conçu en vue de procurer un revenu régulier en investissant principalement dans des titres à revenu fixe de bonne qualité émis par des sociétés canadiennes et complète les caractéristiques risque/rendement des fonds à revenu fixe existants du Groupe Investors.
- *Novembre* – Le Groupe Investors a commencé à offrir à ses clients admissibles des fonds communs de placement dans le cadre de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (« REEI »). Les REEI sont d'importants instruments de placement visant à aider les particuliers et les familles à accumuler de l'épargne et à assurer ainsi la sécurité financière à long terme des Canadiens handicapés.
- *Novembre* – Le Groupe Investors a élargi son offre de produits grâce au lancement de trois nouveaux mandats d'actions. Les nouveaux mandats sont le Fonds d'actions canadiennes de base Investors et la Catégorie Actions canadiennes de base Investors, le Fonds d'actions américaines de base Investors et la Catégorie Actions américaines de base Investors, ainsi que le Fonds de croissance É.-U. IG Putnam et la Catégorie Croissance É.-U. IG Putnam.

Le Fonds d'actions canadiennes de base Investors et la Catégorie Actions canadiennes de base Investors, et le Fonds d'actions américaines de base Investors et la Catégorie Actions américaines de base Investors devraient représenter des placements de base dans un portefeuille et refléteront respectivement les marchés canadien et américain dans leur ensemble. Le Fonds de croissance É.-U. IG Putnam et la Catégorie Croissance É.-U. IG Putnam sont principalement investis dans des actions américaines offrant des perspectives de croissance supérieures à la moyenne.

Programmes de gestion de l'actif et de placement multiges-tionnaire

La Société de fonds Groupe Investors Inc.^{MC} est une vaste structure de fonds avantageux sur le plan fiscal qui permet des transferts sans répercussions fiscales immédiates et sans frais, et ce, entre 60 fonds du groupe de fonds. Les fonds incluent 33 fonds pour lesquels la Société de gestion d'investissement I.G. fournit des services-conseils, 22 fonds conseillés par des conseillers externes et 5 portefeuilles Société de fonds. À la fin de 2011, l'actif des fonds de la Société de fonds totalisait 3,8 G\$, comparativement à 3,9 G\$ en 2010.

Le Groupe Investors offre aux clients un nombre croissant de programmes de répartition de l'actif qui comprennent :

- **Les Portefeuilles Allegro^{MC}** : Les sept Portefeuilles Allegro constituent une solution de placement unique permettant une diversification par région, par style de gestion, par catégorie d'actif et par conseiller en placements, et ce, en fonction des recommandations de répartition d'actif Symphonie. L'actif des fonds se chiffrait à 3,1 G\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 3,3 G\$ à l'exercice précédent.
- **Les Portefeuilles Société de fonds Allegro^{MC}** : Les cinq catégories Portefeuille offrent aux clients une démarche en une seule étape, avantageuse du point de vue fiscal, pour réaliser leurs placements. La série T est encore plus avantageuse pour les clients, puisqu'elle leur offre des distributions mensuelles à imposition reportée sous forme de remboursement du capital. Ces portefeuilles diversifiés proposent des solutions qui conviennent à chacun des profils risque/rendement. L'actif des fonds se chiffrait à 392 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 274 M\$ à l'exercice précédent.
- **Les Portefeuilles Alto^{MC}** : Les Portefeuilles Alto constituent une solution de placement unique permettant une diversification par région, par style de gestion et par catégorie d'actif en fonction des recommandations de répartition d'actif Symphonie. Les 11 portefeuilles comprennent des fonds du Groupe Investors et des fonds pour lesquels Mackenzie agit à titre de sous-conseiller. L'actif en portefeuille se chiffrait à 3,1 G\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 2,8 G\$ à l'exercice précédent.

- **Les Portefeuilles Groupe Investors :** L'actif de ces fonds se chiffrait à 8,7 G\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 8,8 G\$ à l'exercice précédent. Ce programme regroupe 12 fonds investis dans 25 fonds sous-jacents du Groupe Investors afin d'offrir une grande diversification.
- **Profil^{MC} :** Il s'agit d'un programme de gestion de portefeuille unique offert aux clients disposant d'un actif supérieur à 250 000 \$. Les portefeuilles de placement Profil ont été conçus de manière à maximiser le rendement et à gérer le risque au moyen d'une diversification par catégorie d'actif, par style de gestion et par région. Ce programme est géré suivant les conseils d'un groupe restreint de dix sociétés de gestion de patrimoine de calibre mondial parmi lesquelles figurent la Société de gestion d'investissement I.G., AMI Partners, JPMorgan Asset Management (Canada) Ltd., Jarislowsky Fraser Limitée, Philadelphia International Investment Advisors et Waddell & Reed. Au 31 décembre 2011, ce programme comptait un actif de 431 M\$, comparativement à 448 M\$ en 2010.

Fonds distincts

La gamme de fonds distincts de la Great-West, appelés fonds de placement garanti, comprend 14 fonds de fonds distincts et 6 fonds distincts. Ces fonds offrent un éventail élargi de garanties en cas de décès et à l'échéance et certains fonds de placement garanti sont assortis d'une garantie de revenu viager. Le volet placement de ces fonds distincts est géré par le Groupe Investors. Au 31 décembre 2011, le total de l'actif des fonds distincts s'élevait à 1,1 G\$, comparativement à 880 M\$ en 2010.

Assurance

Le Groupe Investors demeure un chef de file au Canada pour la distribution de produits d'assurance vie. Grâce à des ententes conclues avec d'importantes compagnies d'assurances, le Groupe Investors offre une vaste gamme de produits : assurance temporaire, universelle, vie entière, invalidité, maladies graves, soins de longue durée, soins médicaux personnels et assurance collective. Services d'Assurance I.G. Inc. a actuellement des conventions de distribution avec les assureurs suivants :

- La Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie
- La Great-West, compagnie d'assurance-vie
- Sun Life du Canada, compagnie d'assurance-vie
- La Compagnie d'Assurance-Vie Manufacturers

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, les ventes de produits d'assurance, calculées en fonction des nouvelles primes annualisées, ont atteint 64 M\$ comparativement à 57 M\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 10,6 %. Le nombre moyen de polices vendues par conseiller détenant un permis a été de 9,4 en 2011, soit le même nombre qu'en 2010. La distribution des produits d'assurance est améliorée par l'apport de spécialistes en assurance du Groupe Investors partout au Canada; ils ont pour mandat d'aider les conseillers à choisir des solutions d'assurance adéquates.

Opérations sur titres

La société Valeurs mobilières Groupe Investors Inc. est un courtier en valeurs enregistré dans toutes les provinces et tous les territoires du Canada. Elle propose à ses clients des services qui complètent les services de planification financière et de placement. Les conseillers du Groupe Investors peuvent ainsi recommander des clients à l'un de nos spécialistes en valeurs mobilières de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.

En 2011, nous avons continué à améliorer le service que nous avons créé pour permettre la garde des actions et des obligations personnelles détenues par nos clients dans leur plan financier. Cette démarche a nécessité un plus grand investissement dans nos systèmes ainsi que l'ajout de nombreux spécialistes en valeurs mobilières qui collaborent avec nos conseillers et détiennent un permis pour donner des conseils en matière de titres. En outre, un certain nombre de nos conseillers ont fait la transition et ont obtenu leur adhésion à l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières (l'« OCRCVM »). Ces personnes demeurent dans nos bureaux régionaux et continuent d'exercer leurs activités au sein de notre modèle d'affaires établi, lequel est axé sur un actif géré dans un contexte de planification financière.

Au 31 décembre 2011, le total de l'actif administré atteignait 6,1 G\$. L'actif mobilisé au cours de 2011 se chiffrait à 1,5 G\$, comparativement à 1,3 G\$ en 2010.

Prêts hypothécaires

Le Groupe Investors est un prêteur hypothécaire d'envergure nationale. Il offre aux clients du Groupe Investors, nouveaux et existants, une gamme complète de solutions concurrentielles en matière de prêts hypothécaires résidentiels. Des prêts hypothécaires à court et à long terme, à taux variable ou fixe, assortis de caractéristiques intéressantes, sont offerts aux clients à des prix concurrentiels dans le cadre d'un plan financier complet. Les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont présents dans chaque province canadienne, et ils collaborent avec nos clients et leurs conseillers, en fonction de la réglementation en vigueur, afin d'élaborer des stratégies relatives aux prêts hypothécaires qui correspondent aux besoins et aux exigences individuels de chaque client. Au 31 décembre 2011, les spécialistes en planification hypothécaire étaient au nombre de 69, comparativement à 64 au 31 décembre 2010.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, les prêts hypothécaires montés se sont chiffrés à 1,4 G\$, comparativement à 1,2 G\$ en 2010. Au 31 décembre 2011, les prêts hypothécaires gérés par le Groupe Investors totalisaient 6,3 G\$, comparativement à 5,7 G\$ au 31 décembre 2010.

Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors, au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, à des structures de titrisation et à des investisseurs

institutionnels. Certaines filiales du Groupe Investors ont reçu l'approbation de la SCHL à titre d'émettrices de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») et de vendeuses de TH LNH dans le cadre du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC »). Les programmes de titrisation auxquels participent ces filiales comprennent également certains programmes de papier commercial adossé à des actifs (le « PCAA ») commandité par des banques. Les prêts hypothécaires résidentiels sont également détenus dans le cadre des activités d'intermédiaire du Groupe Investors.

Solutions Bancaires[†]

Solutions Bancaires[†] du Groupe Investors continue d'être très utilisé par les conseillers et les clients. L'offre consiste en une vaste gamme de produits et services fournis par la Banque Nationale du Canada en vertu d'une entente de distribution à long terme. Les produits et services comprennent des prêts à l'investissement, des marges de crédit, des prêts personnels, de l'assurance-crédit, des comptes de dépôt et

des cartes de crédit. Les clients ont accès à un réseau de guichets automatiques, ainsi qu'à un site Web client et à un centre de services clients, tous deux sous marque privée. Le programme Solutions Bancaires[†] s'inscrit dans l'approche du Groupe Investors qui consiste à fournir des solutions financières complètes à ses clients par l'intermédiaire d'une vaste plateforme de planification financière.

Produits et services additionnels

Le Groupe Investors offre également à sa clientèle des certificats de placement garanti émis par La Compagnie de Fiducie du Groupe Investors Ltée et par un certain nombre d'autres établissements financiers.

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le bénéfice avant intérêts et impôt du Groupe Investors est présenté dans le tableau 10.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires proviennent de la gestion, de l'administration et de la distribution des fonds communs de placement du Groupe Investors. La distribution de produits d'assurance et des produits Solutions Bancaires[†] et la prestation de services liés aux valeurs mobilières fournissent des produits tirés des honoraires additionnels.

Le Groupe Investors perçoit des honoraires de gestion pour les services de gestion de placements fournis à ses fonds communs de placement, qui dépendent en grande

partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion se sont chiffrés à 273,0 M\$ au quatrième trimestre de 2011, en baisse de 17,1 M\$, ou 5,9 %, par rapport à 290,1 M\$ en 2010, principalement en raison de la diminution de 4,5 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme il est indiqué dans le tableau 9. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, les honoraires de gestion se sont chiffrés à 1 152,3 M\$, en hausse de 40,3 M\$, ou 3,6 %, par rapport à 1 112,0 M\$ en 2010, principalement en raison de l'augmentation de 4,1 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement. Les honoraires de gestion représentaient 188 points de base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement au quatrième trimestre de 2011, comparativement à 191 points de base en 2010. Les honoraires de gestion représentaient 190 points de

TABLEAU 10 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – GROUPE INVESTORS

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2011	30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010
Produits					
Honoraires de gestion	273,0 \$	283,0 \$	290,1 \$	(3,5) %	(5,9) %
Honoraires d'administration	54,3	55,5	56,0	(2,2)	(3,0)
Honoraires de distribution	46,4	46,8	47,4	(0,9)	(2,1)
	373,7	385,3	393,5	(3,0)	(5,0)
Produits tirés des placements nets et autres produits	16,3	20,2	25,3	(19,3)	(35,6)
	390,0	405,5	418,8	(3,8)	(6,9)
Charges					
Commissions	67,8	67,0	66,8	1,2	1,5
Primes de rétention de l'actif	52,3	53,9	53,5	(3,0)	(2,2)
Charges autres que les commissions	87,8	86,3	83,9	1,7	4,6
	207,9	207,2	204,2	0,3	1,8
Bénéfice avant intérêts et impôt	182,1 \$	198,3 \$	214,6 \$	(8,2) %	(15,1) %
EXERCICES CLOS LES (en M\$)					
			31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			1 152,3 \$	1 112,0 \$	3,6 %
Honoraires d'administration			226,0	218,4	3,5
Honoraires de distribution			188,2	177,3	6,1
			1 566,5	1 507,7	3,9
Produits tirés des placements nets et autres produits			70,2	62,1	13,0
			1 636,7	1 569,8	4,3
Charges					
Commissions			270,3	264,6	2,2
Primes de rétention de l'actif			219,2	207,4	5,7
Charges autres que les commissions			352,0	327,9	7,3
			841,5	799,9	5,2
Bénéfice avant intérêts et impôt			795,2 \$	769,9 \$	3,3 %

base de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, comparativement à 191 points de base en 2010. Par ailleurs, le Groupe Investors a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ses fonds du marché monétaire afin de s'assurer que ces fonds continuent de donner un rendement positif, ce qui a eu une incidence sur les produits tirés des honoraires de gestion et les taux moyens des honoraires de gestion pour toutes les périodes considérées. Ces renoncations ont totalisé 1,2 M\$ et 4,3 M\$ pour le trimestre et l'exercice, respectivement, en 2011, comparativement à 1,2 M\$ et à 6,5 M\$, respectivement, à l'exercice précédent.

Groupe Investors perçoit des honoraires d'administration pour les services administratifs fournis à ses fonds communs de placement et pour les services fiduciaires fournis à ses fonds communs de placement en fiducie à participation unitaire, qui dépendent aussi en grande partie du volume et de la composition de l'actif géré des fonds communs de placement. Les honoraires d'administration ont totalisé 54,3 M\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 56,0 M\$ à l'exercice précédent, ce qui représente une diminution de 3,0 %. Les honoraires d'administration se sont élevés à 226,0 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, comparativement à 218,4 M\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 3,5 %. Les produits tirés des honoraires pour les deux périodes considérées ont subi l'incidence de la variation de la moyenne quotidienne de l'actif géré des fonds communs de placement en 2011 par rapport à 2010. La hausse pour l'exercice est contrebalancée en partie par l'incidence de la diminution du taux fixe des frais d'administration payés par certains fonds communs de placement en vigueur le 1^{er} juillet 2010.

Les produits tirés des honoraires de distribution proviennent des sources suivantes :

- Les frais de rachat applicables aux fonds communs de placement vendus avec frais d'acquisition reportés.
- La distribution de produits d'assurance par l'intermédiaire de Services d'Assurance I.G. Inc.
- La prestation de services de négociation de titres par l'intermédiaire de Valeurs mobilières Groupe Investors Inc.
- La prestation de services bancaires par l'intermédiaire de Solutions Bancaires[†], en vertu d'une entente conclue avec la Banque Nationale du Canada.

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 46,4 M\$ pour le quatrième trimestre de 2011, en baisse de 1,0 M\$ par rapport à 47,4 M\$ en 2010. Les honoraires de distribution se sont chiffrés à 188,2 M\$ pour l'exercice, en hausse de 10,9 M\$ par rapport à 177,3 M\$ en 2010, principalement en raison de la hausse des produits tirés des honoraires de distribution liés aux produits bancaires et d'assurance et des services liés aux valeurs mobilières. Les produits tirés des frais de rachat ont augmenté de 1,7 M\$ pour atteindre 49,2 M\$ au cours de l'exercice. Les produits tirés des frais de rachat peuvent varier en fonction du volume des rachats assujettis à des frais d'acquisition reportés.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Le poste Produits tirés des placements nets et autres produits englobe les produits tirés des activités bancaires hypothécaires, ainsi que les intérêts réalisés sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres et les prêts hypothécaires liés aux activités d'intermédiaire. Le Groupe Investors comptabilise au poste Produits tirés des placements nets l'écart entre les produits tirés des placements et les charges d'intérêts. Les charges d'intérêts comprennent les intérêts sur le passif-dépôts et sur la dette bancaire, le cas échéant.

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 16,3 M\$ au quatrième trimestre de 2011, en baisse de 9,0 M\$ par rapport à 25,3 M\$ en 2010. Les produits tirés des placements nets et autres produits pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 ont totalisé 70,2 M\$, soit une hausse de 8,1 M\$, comparativement à 62,1 M\$ en 2010. Les augmentations des produits tirés des placements nets sont principalement liées aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors. Le tableau 11 présente un sommaire des activités bancaires hypothécaires pour le trimestre et l'exercice considérés.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 16,6 M\$ au quatrième trimestre de 2011 comparativement à 26,5 M\$ en 2010, soit une diminution de 9,9 M\$. Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 69,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, comparativement à 64,4 M\$ en 2010, soit une hausse de 5,2 M\$. Les variations des produits tirés des activités bancaires hypothécaires sont principalement attribuables à ce qui suit :

- Les ajustements défavorables de la juste valeur, relatifs aux instruments financiers et aux swaps de taux d'intérêt utilisés aux fins de couverture lors de transactions de titrisation et pour des prêts hypothécaires détenus temporairement qui sont classés comme détenus à des fins de transaction. Les ajustements défavorables de la juste valeur pour les trimestres clos les 31 décembre 2011 et 2010 n'étaient pas significatifs. Les ajustements défavorables de la juste valeur découlant principalement des fluctuations des taux d'intérêt se sont chiffrés à 4,9 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, comparativement à 33,0 M\$ en 2010. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque sont présentées plus en détail à la rubrique « Instruments financiers » du présent rapport de gestion.
- Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 4,5 M\$ et 16,8 M\$ pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2011 comparativement à 6,6 M\$ et à 15,8 M\$ pour les périodes correspondantes de 2010. Le recul des profits au cours du trimestre clos le 31 décembre 2011 par rapport à 2010 tient principalement à la diminution du volume des ventes de prêts hypothécaires aux

TABLEAU 11 : ACTIVITÉS BANCAIRES HYPOTHÉCAIRES – GROUPE INVESTORS

(en M\$)	31 DÉC. 2011	30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010
AUX					
Prêts hypothécaires gérés	6 269 \$	6 135 \$	5 741 \$	2,2 %	9,2 %
Prêts hypothécaires détenus temporairement¹⁾	284 \$	372 \$	184 \$	(23,7) %	54,3 %
TRIMESTRES CLOS LES					
Moyenne des prêts hypothécaires gérés					
Programmes TH LNH et OHC	2 638 \$	2 483 \$	2 028 \$	6,2 %	30,1 %
Programmes de PCAA commandité par des banques	1 011	955	1 344	5,9	(24,8)
Titrisations	3 649	3 438	3 372	6,1	8,2
Autres	2 579	2 652	2 344	(2,8)	10,0
	6 228 \$	6 090 \$	5 716 \$	2,3 %	9,0 %
Prêts hypothécaires montés²⁾	328 \$	347 \$	253 \$	(5,5) %	29,6 %
Ventes de prêts hypothécaires³⁾ aux parties suivantes :					
Titrisations	534 \$	344 \$	305 \$	55,2 %	75,1 %
Autres ⁴⁾	180	223	233	(19,3)	(22,7)
	714 \$	567 \$	538 \$	25,9 %	32,7 %
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts	36,4 \$	36,9 \$	38,3 \$	(1,4) %	(5,0) %
Charges d'intérêts	(22,1)	(21,2)	(20,0)	(4,2)	(10,5)
Produits d'intérêts nets	14,3	15,7	18,3	(8,9)	(21,9)
Profit sur ventes ⁵⁾	4,5	6,8	6,6	(33,8)	(31,8)
Ajustements de la juste valeur et autres produits	(2,2)	(2,7)	1,6	18,5	n.s.
	16,6 \$	19,8 \$	26,5 \$	(16,2) %	(37,4) %
EXERCICES CLOS LES					
(en M\$)			31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)
Prêts hypothécaires gérés					
Programmes TH LNH et OHC			2 389 \$	1 755 \$	36,1 %
Programmes de PCAA commandité par des banques			1 084	1 511	(28,3)
Titrisations			3 473	3 266	6,3
Autres			2 529	2 313	9,3
			6 002 \$	5 579 \$	7,6 %
Prêts hypothécaires montés²⁾			1 409 \$	1 178 \$	19,6 %
Ventes de prêts hypothécaires³⁾ aux parties suivantes :					
Titrisations			1 405 \$	1 211 \$	16,0 %
Autres ⁴⁾			791	891	(11,2)
			2 196 \$	2 102 \$	4,5 %
Total des produits tirés des activités bancaires hypothécaires					
Produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés					
Produits d'intérêts			146,1 \$	149,8 \$	(2,5) %
Charges d'intérêts			(84,3)	(68,5)	(23,1)
Produits d'intérêts nets			61,8	81,3	(24,0)
Profit sur ventes ⁵⁾			16,8	15,8	6,3
Ajustements de la juste valeur et autres produits			(9,0)	(32,7)	72,5
			69,6 \$	64,4 \$	8,1 %

1) Les activités liées aux prêts hypothécaires détenus temporairement comprennent les financements, les renouvellements et les refinancements de prêts hypothécaires

2) Excluent les renouvellements et les refinancements.

3) Représentent les montants en capital vendus.

4), 5) Représentent les ventes aux investisseurs institutionnels grâce à des placements privés, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors, ainsi que les profits tirés de ces ventes.

investisseurs institutionnels, au Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et au Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors. La hausse des profits au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011 par rapport à 2010 résulte principalement de l'amélioration des marges nettes d'intérêts.

- Les produits d'intérêts nets sur les prêts titrisés, qui ont diminué de 4,0 M\$ et de 19,5 M\$ au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2011, pour s'établir à 14,3 M\$ et à 61,8 M\$, respectivement. Ces diminutions sont attribuables à ce qui suit :
 - Une baisse de la marge nette de produits d'intérêts résultant de la hausse des taux liés au papier commercial adossé à des actifs (« PCAA »);
 - Une diminution de la marge nette de produits d'intérêts par suite de l'augmentation de la proportion de prêts titrisés contenue dans le Programme OHC par rapport au total des prêts titrisés, qui est passée de 60,1 % au 31 décembre 2010 à 72,3 % au 31 décembre 2011. À l'heure actuelle, la marge nette des produits d'intérêts sur les prêts titrisés en vertu du Programme OHC est inférieure à celle des prêts des programmes de PCAA.

Charges

Le Groupe Investors verse des commissions se rapportant à la distribution de ses fonds communs de placement et autres produits et services financiers. Des commissions sont versées au moment de la vente de ces produits et leur montant fluctue en fonction du volume des ventes. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. Au quatrième trimestre de 2011, les commissions ont augmenté de 1,0 M\$ pour s'établir à 67,8 M\$, comparativement à 66,8 M\$ en 2010. Pour l'exercice, les commissions ont augmenté de 5,7 M\$, pour atteindre 270,3 M\$ comparativement à 264,6 M\$ en 2010. Ces hausses sont attribuables à l'augmentation du volume de fonds communs de placement et d'autres produits et services financiers distribués.

Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif sont constituées des éléments suivants :

- Les primes de rétention de l'actif sont versées mensuellement, et leur calcul est fondé sur la valeur de l'actif géré. La charge liée aux primes de rétention de l'actif a diminué de 1,5 M\$ par rapport à 2010 pour s'établir à 44,0 M\$ au quatrième trimestre de 2011 et a augmenté de 10,2 M\$ par rapport à 2010 pour s'établir à 185,7 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 principalement en raison de la variation de l'actif géré moyen.

- Les primes supplémentaires de rétention de l'actif, qui sont versées annuellement, sont une composante de la rémunération différée visant à promouvoir le maintien en fonction des conseillers et sont fondées sur l'actif géré à la fin de chaque exercice. La charge liée aux primes supplémentaires de rétention de l'actif a augmenté de 0,3 M\$ et de 1,6 M\$ au cours du trimestre et de l'exercice, pour s'établir à 8,3 M\$ et à 33,5 M\$, respectivement, par rapport à 2010.

Les charges autres que les commissions engagées par le Groupe Investors sont principalement liées au soutien de son réseau de conseillers, à l'administration, à la commercialisation et à la gestion de ses fonds communs de placement et autres produits ainsi qu'aux frais des sous-conseillers liés aux fonds communs de placement gérés. Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 87,8 M\$ au quatrième trimestre de 2011, comparativement à 83,9 M\$ en 2010, ce qui représente une augmentation de 3,9 M\$, ou 4,6 %. Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 352,0 M\$ au cours de l'exercice, comparativement à 327,9 M\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 24,1 M\$, ou 7,3 %.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011

Produits tirés des honoraires

Les produits tirés des honoraires de gestion ont diminué de 10,0 M\$, ou 3,5 %, pour s'établir à 273,0 M\$ au quatrième trimestre de 2011, par rapport au troisième trimestre de 2011. Les produits tirés des honoraires de gestion ont diminué, conformément à la diminution de 3,1 % de la moyenne quotidienne de l'actif des fonds communs de placement, comme l'illustre le tableau 9, et à la diminution du taux des honoraires de gestion, établi à 188 points de base de la moyenne de l'actif des fonds communs de placement, comparativement à 189 points de base au trimestre précédent. Les renoncations relatives aux fonds du marché monétaire ont totalisé 1,2 M\$ au quatrième trimestre de 2011, comparativement à 1,1 M\$ au troisième trimestre.

Les honoraires d'administration ont diminué pour s'établir à 54,3 M\$ au quatrième trimestre de 2011, comparativement à 55,5 M\$ au troisième trimestre de 2011, principalement en raison de la diminution de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement.

Les produits tirés des honoraires de distribution se sont chiffrés à 46,4 M\$ au quatrième trimestre de 2011, en baisse de 0,4 M\$ par rapport à 46,8 M\$ au troisième trimestre. Cette baisse est principalement imputable à une diminution de 0,3 M\$ des produits tirés des frais de rachat.

Produits tirés des placements nets et autres produits

Les produits tirés des placements nets et autres produits se sont chiffrés à 16,3 M\$ au quatrième trimestre de 2011, en baisse de 3,9 M\$ par rapport à 20,2 M\$ au trimestre précédent. La diminution des produits tirés des placements nets est principalement liée aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors.

Les produits tirés des placements nets liés aux activités bancaires hypothécaires du Groupe Investors ont totalisé 16,6 M\$ pour le quatrième trimestre, en baisse de 3,2 M\$ par rapport à 19,8 M\$ au trimestre précédent, comme l'illustre le tableau 11. Les profits réalisés à la vente de prêts hypothécaires résidentiels ont totalisé 4,5 M\$ pour le quatrième trimestre, comparativement à 6,8 M\$ au trimestre précédent, par suite de la diminution du volume des ventes et du recul des marges nettes d'intérêts. Les produits d'intérêts nets tirés des prêts titrisés ont diminué légèrement au cours du trimestre en raison du recul des marges nettes d'intérêts.

Charges

Pour le trimestre considéré, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 67,8 M\$, comparativement à 67,0 M\$ au trimestre précédent. Les charges liées aux primes de rétention de l'actif et aux primes supplémentaires de rétention de l'actif ont diminué de 1,6 M\$ pour s'établir à 52,3 M\$ au quatrième trimestre de 2011.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 87,8 M\$ pour le trimestre considéré, en hausse de 1,5 M\$, ou 1,7 %, par rapport à 86,3 M\$ au troisième trimestre de 2011.

Mackenzie

Revue des activités

L'activité fondamentale de Mackenzie est de fournir des services de gestion de placements et des services connexes grâce à des solutions de placement diversifiées, par l'intermédiaire de multiples réseaux de distribution.

Mackenzie tire principalement ses produits de ce qui suit :

- Les honoraires de gestion facturés à ses fonds communs de placement, aux comptes gérés à titre de sous-conseiller et à la clientèle institutionnelle.
- Les honoraires facturés à ses fonds communs de placement pour les services administratifs.
- Les frais de rachat sur les parts comportant des frais d'acquisition reportés et des frais d'acquisition modérés.

Les produits dépendent en grande partie du volume et de la répartition de l'actif géré. Les services exclusifs de recherche en placements de Mackenzie ainsi que ses professionnels en placements chevronnés et ses sous-conseillers à l'égard des nombreuses marques offertes par Mackenzie contribuent à la souplesse et aux occasions de diversification que procure à nos clients notre vaste gamme de produits.

STRATÉGIE DE MACKENZIE

Mackenzie cherche à s'assurer que les intérêts des actionnaires, des courtiers, des conseillers, des investisseurs et des employés convergent. La démarche d'entreprise de Mackenzie suit les tendances et les pratiques actuelles du secteur des services financiers à l'échelle mondiale et notre plan stratégique se concentre sur les points suivants :

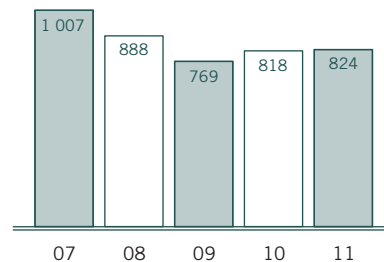
- L'obtention d'un rendement de placements à long terme constant.
- L'offre d'une gamme diversifiée de solutions de placement pour les conseillers financiers et les investisseurs.
- L'établissement et le renforcement continus de nos relations de distribution.
- La maximisation du rendement des investissements de l'entreprise en concentrant les ressources sur les initiatives qui profitent directement à la gestion de placements, à la distribution et à l'expérience client.

Fondée en 1967, Mackenzie continue de bâtir une entreprise de services-conseils en placements au moyen de ses services exclusifs de recherche en placements et de gestion de portefeuille, tout en ayant recours à des partenaires stratégiques à titre de sous-conseillers dans des domaines précis. Notre modèle de vente est fondé sur une multitude de canaux de distribution : le réseau de détail, les alliances stratégiques et le marché institutionnel.

Mackenzie distribue ses produits de placement de détail grâce à des conseillers financiers externes. Les équipes de vente de Mackenzie travaillent avec plus de 30 000 conseillers financiers indépendants et leurs cabinets partout au Canada. En plus de son réseau de distribution de détail, Mackenzie a recours à des équipes spécialisées qui se concentrent sur les alliances stratégiques et le marché institutionnel. Par l'entremise de ses alliances stratégiques, Mackenzie offre certaines séries de ses fonds communs de

Produits tirés des honoraires – Mackenzie¹⁾

Pour les exercices (en M\$)



1) Exclut les activités abandonnées.

placement et fournit des services de sous-conseiller dans le cadre de programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurances et d'autres sociétés d'investissement. Mackenzie établit sa relation de distribution principale avec le siège social de la banque, de la compagnie d'assurances ou de la société d'investissement. Pour ce qui est du canal institutionnel, Mackenzie offre des services de gestion de placements aux administrateurs de régimes de retraite, de fondations et d'autres institutions. Mackenzie développe de nouvelles activités institutionnelles grâce à ses relations avec des conseillers des secteurs de la gestion et des régimes de retraite, au moyen d'efforts de vente directe et en obtenant des mandats additionnels auprès de ses clients existants.

Dans le canal de la distribution de détail, Mackenzie fait face à une solide concurrence de la part d'autres sociétés de gestion d'actifs, de banques, de compagnies d'assurances et d'autres institutions financières qui offrent leurs produits et leurs services à la clientèle visée par Mackenzie. En outre, en raison de l'importance relative des comptes institutionnels et des alliances stratégiques, les activités de ventes et de rachats bruts peuvent être plus prononcées dans ces comptes que dans le canal de détail. Mackenzie continue de jouir d'une position enviable en vue de poursuivre le renforcement de ses relations de distribution grâce à son équipe de professionnels en placements chevronnés, à sa vaste gamme de produits, à ses produits offerts à des prix concurrentiels et à l'importance qu'elle accorde à l'expérience client et à l'excellence de ses placements.

Vente de la Compagnie de Fiducie M.R.S. et de M.R.S. Inc. (« M.R.S. »)

Le 16 novembre 2011, Mackenzie a conclu la vente de la totalité des actions ordinaires de M.R.S. La vente de M.R.S. permet à Mackenzie de concentrer l'ensemble de ses ressources sur son activité principale, soit la gestion de placements.

La rubrique « Revue des résultats opérationnels par secteur » de la section Mackenzie, présentée dans ce rapport de gestion, ne tient pas compte des résultats opérationnels de M.R.S., qui ont été classés dans les activités abandonnées.

ACTIF GÉRÉ

Un sommaire de la variation de l'actif géré est présenté au tableau 12.

La variation de l'actif géré de Mackenzie est déterminée par les facteurs suivants : 1) l'augmentation ou la diminution de la valeur de marché des titres détenus dans les portefeuilles de placements; 2) le volume des ventes par rapport au volume des rachats; 3) les acquisitions.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Au 31 décembre 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 61,7 G\$, soit une baisse de 9,8 %, comparativement à 68,3 G\$ au 31 décembre 2010. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie se chiffrait à 39,2 G\$ au 31 décembre 2011, soit une baisse de 9,9 % comparativement

à 43,4 G\$ au 31 décembre 2010. Les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie se chiffraient à 22,5 G\$ au 31 décembre 2011, soit une baisse de 9,6 % par rapport à 24,9 G\$ à l'exercice précédent.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, les ventes brutes de Mackenzie se sont chiffrées à 2,1 G\$, soit une baisse de 33,4 %, comparativement à 3,1 G\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, les rachats se sont chiffrés à 3,3 G\$, soit une baisse de 1,9 %, comparativement à 3,4 G\$ à l'exercice précédent. Les rachats nets pour le trimestre clos le 31 décembre 2011 se sont établis à 1,2 G\$, comparativement à des rachats nets de 0,3 G\$ à l'exercice précédent. Au cours du trimestre considéré, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une augmentation de l'actif de 2,0 G\$, comparativement à une augmentation de 4,1 G\$ en 2010.

TABLEAU 12 : VARIATION DE L'ACTIF GÉRÉ – MACKENZIE

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2011	30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010
Ventes	2 087,7 \$	2 044,7 \$	3 132,5 \$	2,1 %	(33,4) %
Rachats	3 333,6	3 245,9	3 399,6	2,7	(1,9)
Rachats nets	(1 245,9)	(1 201,2)	(267,1)	(3,7)	n.s.
Rendement du marché et produits	1 981,7	(6 690,1)	4 080,4	n.s.	(51,4)
Variation de l'actif, montant net	735,8	(7 891,3)	3 813,3	n.s.	(80,7)
Actif au début	60 916,2	68 807,5	64 533,0	(11,5)	(5,6)
Actif à la fin	61 652,0 \$	60 916,2 \$	68 346,3 \$	1,2 %	(9,8) %
Composé des éléments suivants :					
Fonds communs de placement	39 140,7 \$	38 527,2 \$	43 452,2 \$	1,6 %	(9,9) %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	22 511,3	22 389,0	24 894,1	0,5	(9,6)
	61 652,0 \$	60 916,2 \$	68 346,3 \$	1,2 %	(9,8) %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement	39 317,4 \$	41 326,4 \$	42 197,7 \$	(4,9) %	(6,8) %
Total de l'actif moyen mensuel¹⁾	62 160,7 \$	65 415,9 \$	66 355,3 \$	(5,0) %	(6,3) %
EXERCICES CLOS LES (en M\$)			31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)
Ventes			10 302,5 \$	12 162,6 \$	(15,3) %
Rachats			12 801,5	13 616,1	(6,0)
Rachats nets			(2 499,0)	(1 453,5)	(71,9)
Rendement du marché et produits			(4 195,3)	6 220,4	n.s.
Variation de l'actif, montant net			(6 694,3)	4 766,9	n.s.
Actif au début			68 346,3	63 579,4	7,5
Actif à la fin			61 652,0 \$	68 346,3 \$	(9,8) %
Actif quotidien moyen des fonds communs de placement			42 243,7 \$	40 788,1 \$	3,6 %
Total de l'actif moyen mensuel¹⁾			66 753,3 \$	64 059,9 \$	4,2 %

1) En fonction de l'actif quotidien moyen des fonds communs de placement et de l'actif moyen de fin de mois des comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, les ventes brutes de Mackenzie se sont chiffrées à 10,3 G\$, soit une baisse de 15,3 %, comparativement à 12,2 G\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. Au cours de l'exercice considéré, les rachats se sont chiffrés à 12,8 G\$, soit une baisse de 6,0 %, comparativement à 13,6 G\$ à l'exercice précédent. En 2010, les ventes brutes de Mackenzie avaient augmenté de 0,5 G\$ et les rachats, de 0,4 G\$, en raison des transactions de rééquilibrage réalisées par deux investisseurs institutionnels. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, les rachats nets se sont chiffrés à 2,5 G\$, comparativement à des rachats nets de 1,4 G\$ à l'exercice précédent. Au cours de la période considérée, le rendement du marché et les produits ont donné lieu à une diminution de l'actif de 4,2 G\$, comparativement à une augmentation de 6,2 G\$ en 2010.

En 2011, les rachats pour les fonds communs de placement à long terme se sont établis à 6,6 G\$, comparativement à des rachats de 6,5 G\$ à l'exercice précédent. Au 31 décembre 2011, le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie pour les fonds à long terme s'établissait à 15,8 %, comparativement à 16,5 % à l'exercice précédent. Le plus récent taux de rachat moyen en glissement sur douze mois des fonds à long terme disponible pour tous les autres membres de l'IFIC s'établissait à environ 15,0 % au 30 septembre 2011. Le taux de rachat en glissement sur douze mois de Mackenzie comprend le taux de rachat moyen pondéré pour l'actif dont les frais sont prélevés à l'acquisition, l'actif à frais d'acquisition reportés, l'actif à frais modérés comportant des frais de rachat et l'actif à frais d'acquisition reportés et exempt de frais de rachat (actif échu). Généralement, les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition prélevés à l'achat et pour l'actif échu sont plus élevés que les taux de rachat pour l'actif à frais d'acquisition reportés et l'actif à frais modérés et à frais de rachat.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011

Au 31 décembre 2011, le total de l'actif géré de Mackenzie s'élevait à 61,7 G\$, soit une hausse de 1,2 %, comparativement à 60,9 G\$ au 30 septembre 2011, comme le présente le tableau 12. L'actif géré des fonds communs de placement de Mackenzie a augmenté de 0,6 G\$, ou 1,6 %, pour s'établir à 39,2 G\$ au cours du trimestre, et les comptes gérés à titre de sous-conseiller, les comptes de la clientèle institutionnelle et les autres comptes de Mackenzie ont augmenté de 0,1 G\$, ou 0,5 %, pour s'établir à 22,5 G\$ au 31 décembre 2011.

Les rachats d'actifs de fonds communs de placement à long terme pour le trimestre considéré se sont établis à 1,5 G\$, comparativement à 1,7 G\$ au trimestre clos le 30 septembre 2011. Le taux de rachat trimestriel annualisé de Mackenzie pour les fonds à long terme était de 16,0 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, comparativement à 16,4 % au troisième trimestre de 2011.

GESTION DE PLACEMENTS

Mackenzie diversifie son actif géré en fonction d'objectifs de placement, comme le démontre le tableau 13. L'élaboration d'une vaste gamme de capacités de placement et de produits constitue et demeure la principale force de l'organisation pour répondre aux besoins financiers changeants de nos clients.

Le rendement des placements à long terme est une mesure clé du succès continu de Mackenzie. Au 31 décembre 2011, 52 %, 42 % et 60 % des fonds communs de placement de Mackenzie se situaient dans les deux premiers quartiles pour les rendements sur un an, trois ans et cinq ans, respectivement. Mackenzie surveille également le rendement de ses fonds par rapport à la cote attribuée par le service de cotation de fonds Morningstar†. Au 31 décembre 2011, 79 % de l'actif des fonds communs de placement de Mackenzie mesuré par Morningstar† était coté trois étoiles ou mieux et 46 % était coté quatre ou cinq étoiles. Pour l'ensemble des fonds évalués par Morningstar†, les proportions étaient de 81 % pour les fonds cotés trois étoiles ou plus et de 41 % pour les fonds cotés quatre et cinq étoiles au 31 décembre 2011.

PRODUITS

La gamme diversifiée de produits de placements de Mackenzie est conçue pour répondre aux besoins des investisseurs et pour les aider à atteindre leurs objectifs. Au cours de l'exercice, Mackenzie a continué d'ajuster sa gamme de produits en créant des solutions de placement améliorées que les conseillers financiers peuvent offrir à leurs clients. Les initiatives entreprises au cours de l'exercice relativement aux produits comprennent ce qui suit :

- *Février* – Mackenzie a annoncé que le Fonds Mackenzie Focus et la Catégorie Mackenzie Focus seraient gérés par cinq équipes de gestion de portefeuille plutôt que six. Chaque équipe de gestion de portefeuille choisit environ dix titres dans son style de spécialité et sa région géographique afin de constituer un portefeuille diversifié.
- *Mai* – Mackenzie a complété le transfert des placements des investisseurs de ses programmes de répartition stratégique de l'actif STAR et Keystone et des Fonds Portefeuilles Keystone à son programme Symétrie. Cette initiative visait à faire passer les clients actuels des programmes de répartition de l'actif de Mackenzie aux fonds Symétrie Un et à regrouper les produits et services de répartition de l'actif de Mackenzie en un seul produit.
- *Juin* – Mackenzie a nommé Investissements Putnam à titre de sous-conseiller de plusieurs fonds d'obligations de sociétés à rendement élevé de Mackenzie.
- *Juillet* – Mackenzie a complété la conversion du Fonds Bouclier canadien, auparavant un fonds d'investissement à capital fixe, en fonds d'investissement à capital variable. Le nouveau fonds a été nommé Fonds Bouclier canadien Mackenzie Universal.

TABLEAU 13 : ACTIF GÉRÉ PAR OBJECTIF DE PLACEMENT – MACKENZIE

(en M\$)	2011		2010	
Actions				
Canadien	17 148,6 \$	27,8 %	19 456,4 \$	28,5 %
Étranger	18 404,9	29,9	22 469,4	32,9
	35 553,5	57,7	41 925,8	61,4
Équilibré				
Canadien	9 265,7	15,0	10 402,3	15,2
Étranger	1 518,1	2,5	1 811,2	2,7
	10 783,8	17,5	12 213,5	17,9
Revenu fixe				
Canadien	12 552,7	20,4	11 737,3	17,2
Étranger	112,1	0,1	113,2	0,1
	12 664,8	20,5	11 850,5	17,3
Marché monétaire				
Canadien	2 626,9	4,3	2 333,2	3,4
Étranger	23,0	-	23,3	-
	2 649,9	4,3	2 356,5	3,4
Total	61 652,0 \$	100,0 %	68 346,3 \$	100,0 %
Composé des éléments suivants :				
Fonds communs de placement	39 140,7 \$	63,5 %	43 452,2 \$	63,6 %
Comptes gérés à titre de sous-conseiller, institutionnels et autres comptes	22 511,3	36,5	24 894,1	36,4
	61 652,0 \$	100,0 %	68 346,3 \$	100,0 %

- *Août* – Mackenzie a annoncé un changement de portefeuille pour les fonds suivants : Fonds international d'actions Mackenzie Universal, Catégorie Mackenzie Universal International d'actions, Catégorie Mackenzie Focus Extrême-Orient, Catégorie Mackenzie Focus Japon, Catégorie Mackenzie Focus International et Fonds Focus Canada Mackenzie.
- *Septembre* – Mackenzie a annoncé qu'elle avait nommé l'équipe de placement Mackenzie Sentinelle à titre de gestionnaire de la portion en titres à revenu fixe du Fonds canadien équilibré Mackenzie Universal.
- *Novembre* – Mackenzie a commencé à offrir à ses clients admissibles des régimes enregistrés d'épargne-invalidité (« REEI »). Les REEI sont d'importants instruments de placement visant à aider les particuliers et les familles à accumuler de l'épargne et à assurer ainsi la sécurité financière à long terme des Canadiens handicapés.

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le tableau 14 présente le bénéfice avant intérêts et impôt de Mackenzie.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Produits

Les produits tirés des honoraires de gestion de Mackenzie proviennent des services qu'elle offre à titre de gestionnaire des fonds communs de placement Mackenzie et à titre de conseiller en placements pour les comptes gérés à titre de sous-conseiller et les comptes institutionnels. La majorité de l'actif des fonds communs de placement de

Mackenzie est achetée pour des épargnants. Mackenzie offre également certaines séries de ses fonds communs de placement assorties de frais de gestion pour des programmes tarifés, une clientèle institutionnelle et des programmes de placement de tierces parties offerts par des banques, des compagnies d'assurances et des courtiers en valeurs mobilières. Mackenzie ne verse pas de commissions pour ces séries de fonds communs de placement qui ne sont pas destinées aux épargnants. Au 31 décembre 2011, l'actif des fonds communs de placement dans ces séries de fonds s'établissait à 9,9 G\$, ou 25,3 %, comparativement à 9,5 G\$, ou 24,7 %, au 30 septembre 2011 et à 10,0 G\$, ou 23,0 %, au 31 décembre 2010.

TABLEAU 14 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – MACKENZIE¹⁾

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2011	30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010
Produits					
Honoraires de gestion	159,9 \$	170,4 \$	178,3 \$	(6,2) %	(10,3) %
Honoraires d'administration	27,4	26,9	27,3	1,9	0,4
Honoraires de distribution	4,9	4,6	6,2	6,5	(21,0)
	192,2	201,9	211,8	(4,8)	(9,3)
Produits tirés des placements nets et autres produits	0,2	1,2	0,4	(83,3)	(50,0)
	192,4	203,1	212,2	(5,3)	(9,3)
Charges					
Commissions	22,5	22,8	25,6	(1,3)	(12,1)
Commissions de suivi	43,9	46,6	47,4	(5,8)	(7,4)
Charges autres que les commissions	57,1	58,6	56,3	(2,6)	1,4
	123,5	128,0	129,3	(3,5)	(4,5)
Bénéfice avant intérêts et impôt	68,9 \$	75,1 \$	82,9 \$	(8,3) %	(16,9) %
EXERCICES CLOS LES (en M\$)			31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)
Produits					
Honoraires de gestion			695,3 \$	687,2 \$	1,2 %
Honoraires d'administration			108,3	107,9	0,4
Honoraires de distribution			20,2	22,9	(11,8)
			823,8	818,0	0,7
Produits tirés des placements nets et autres produits			2,4	0,3	n.s.
			826,2	818,3	1,0
Charges					
Commissions			94,6	107,4	(11,9)
Commissions de suivi			191,3	183,4	4,3
Charges autres que les commissions			239,7	232,3	3,2
			525,6	523,1	0,5
Bénéfice avant intérêts et impôt			300,6 \$	295,2 \$	1,8 %

1) Excluent les résultats opérationnels liés aux activités abandonnées.

Les honoraires de gestion se sont établis à 159,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, soit une baisse de 18,4 M\$, ou 10,3 %, comparativement à 178,3 M\$ à l'exercice précédent. Les honoraires de gestion se sont établis à 695,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, soit une hausse de 8,1 M\$, ou 1,2 %, comparativement à 687,2 M\$ en 2010. La variation des honoraires de gestion au cours des deux périodes coïncide avec les fluctuations de la moyenne mensuelle du total de l'actif géré de Mackenzie combinée à une modification de la répartition de l'actif géré.

La moyenne mensuelle du total de l'actif géré s'est établie à 62,2 G\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, comparativement à 66,4 G\$ en 2010, ce qui constitue une diminution de 6,3 %. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, la moyenne mensuelle de l'actif géré total s'est établie à 66,8 G\$, comparativement à 64,1 G\$ en 2010, ce qui constitue une augmentation de 4,2 %.

Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 102,1 points de base au cours du trimestre clos le 31 décembre 2011 et 104,2 points de base au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, comparativement à 106,6 points de base et à 107,3 points de base, respectivement, en 2010. Les facteurs suivants ont contribué au recul net du taux moyen des honoraires de gestion par rapport à 2010 :

- L'actif de la clientèle institutionnelle et des fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants est assorti de frais de gestion moindres que les fonds communs de placement destinés aux épargnants. La proportion des comptes institutionnels et des fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants de Mackenzie a augmenté, en pourcentage du total de l'actif géré de Mackenzie, ce qui s'est traduit par une diminution du taux moyen des honoraires de gestion.
- La variation de la proportion relative d'actif géré détenu en actions et en titres à revenu fixe, en raison du rendement du marché ainsi que des flux de trésorerie nets, alors que les comptes comprenant des mandats à revenu fixe sont assortis de frais de gestion moindres.
- Ces changements ont été contrebalancés en partie par la diminution des renoncements aux honoraires de gestion relatifs aux fonds du marché monétaire de Mackenzie par rapport à l'exercice précédent, qui a donné lieu à une augmentation du taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie. Compte tenu de la faiblesse continue des taux d'intérêt enregistrés au cours de l'exercice considéré, Mackenzie a renoncé à une partie des honoraires de gestion relatifs à ces fonds afin de s'assurer qu'ils continuent de procurer un rendement net positif aux investisseurs. Au cours du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2011, Mackenzie a renoncé à des honoraires de gestion de 0,1 M\$ et de 0,3 M\$, respectivement, relativement à ses fonds du marché monétaire, comparativement à 0,3 M\$ et à 5,3 M\$ en 2010.

Les honoraires d'administration sont principalement liés à la prestation de services à l'égard des fonds communs de placement de Mackenzie.

Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 27,4 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, comparativement à 27,3 M\$ en 2010. Les honoraires d'administration se sont chiffrés à 108,3 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, comparativement à 107,9 M\$ en 2010.

Depuis le 1^{er} août 2007, Mackenzie assume les charges opérationnelles des fonds Mackenzie autres que la TPS et la TVH et certains frais déterminés associés aux fonds, moyennant des frais d'administration à taux fixe pour chacun des fonds, en fonction des critères suivants :

- Du 1^{er} août 2007 au 31 décembre 2009, et par la suite le cas échéant, les fonds qui existaient au 1^{er} août 2007 pourraient devoir payer à Mackenzie un ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles si la moyenne mensuelle de l'actif net combiné de la totalité des fonds et des séries de Mackenzie qui étaient visés par la proposition touchant la méthode d'imputation des frais d'administration, approuvée par les investisseurs le 7 août 2007, diminue pour atteindre 95 % du total de l'actif net au 1^{er} août 2007. Si ce montant est payable, Mackenzie aura droit à un ajustement lié aux charges opérationnelles pour ce mois, et ce, pour chacun des fonds et chacune des séries, ajustement qui fera en sorte que toutes les séries, collectivement, paieront pour le mois en question les frais d'administration qu'elles auraient payés si l'actif net mensuel avait totalisé 95 % de l'actif net au 1^{er} août 2007 tout au long du mois.
- Puisque le volume de l'actif des fonds communs de placement admissible au 31 décembre 2009 était inférieur à 95 % du volume de l'actif net au 1^{er} août 2007, l'ajustement mensuel lié aux charges opérationnelles se poursuit jusqu'au premier mois où le volume de l'actif moyen dépassera 95 % du volume de l'actif net au 1^{er} août 2007. Si, au cours d'un mois ultérieur, l'actif net mensuel augmente pour s'établir à un montant équivalant ou supérieur à 95 % de l'actif net au 1^{er} août 2007, l'ajustement lié aux charges opérationnelles ne sera plus payable.

En raison du volume de l'actif de ses fonds communs de placement, Mackenzie a continué de recevoir un ajustement lié aux charges opérationnelles au cours de la période considérée. Les honoraires d'administration incluent des ajustements liés aux charges opérationnelles de 4,7 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2011 et de 12,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, comparativement à 2,7 M\$ et à 12,9 M\$, respectivement, en 2010.

Mackenzie perçoit des produits tirés des honoraires de distribution sur les rachats d'actif de fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition reportés et une option d'achat avec frais modérés. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais d'acquisition reportés commencent à

5,5 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après sept ans. Les honoraires de distribution pour l'actif comportant des frais modérés commencent à 3,0 % la première année et diminuent progressivement pour être de zéro après trois ans. Les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 4,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, en baisse de 1,3 M\$ comparativement à 6,2 M\$ à l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, les produits tirés des honoraires de distribution ont atteint 20,2 M\$, en baisse de 2,7 M\$ comparativement à 22,9 M\$ en 2010.

Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 123,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, ce qui représente une baisse de 5,8 M\$, ou 4,5 %, par rapport à 129,3 M\$ à l'exercice précédent. Les charges se sont élevées à 525,6 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, en hausse de 2,5 M\$, ou 0,5 %, par rapport à 523,1 M\$ en 2010.

Mackenzie verse des commissions de vente aux courtiers qui vendent ses fonds communs de placement comportant une option d'achat avec frais d'acquisition reportés et une option d'achat avec frais modérés. Les charges au titre des commissions de vente différées comprennent l'amortissement de l'actif sur sa durée d'utilité et la réduction de l'actif lié aux commissions de vente différées non amorties en fonction des rachats. La charge liée aux commissions, qui représente l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 22,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, comparativement à 25,6 M\$ à l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, la charge liée aux commissions s'est chiffrée à 94,6 M\$, comparativement à 107,4 M\$ en 2010. Mackenzie amortit ses commissions de vente sur une période maximale de trois ans à compter de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais modérés et sur une période maximale de sept ans à partir de la date initiale d'achat de l'actif assorti de frais d'acquisition reportés.

Les commissions de suivi versées aux courtiers sont calculées selon un pourcentage de l'actif géré des fonds communs de placement et varient selon le type de fonds et selon l'option d'achat en vertu de laquelle le fonds a été vendu, à savoir des frais prélevés à l'acquisition, des frais d'acquisition reportés ou des frais modérés. Les commissions de suivi se sont établies à 43,9 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, soit une baisse de 3,5 M\$, ou 7,4 %, par rapport à 47,4 M\$ à l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, les commissions de suivi se sont établies à 191,3 M\$, en hausse de 7,9 M\$, ou 4,3 %, comparativement à 183,4 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. La variation des commissions de suivi du trimestre et de l'exercice clos le 31 décembre 2011 est conforme aux fluctuations de l'actif géré moyen des fonds communs de placement d'une période à l'autre et à

la variation de la composition de l'actif au sein des fonds communs de placement de Mackenzie. Les commissions de suivi, en tant que pourcentage de l'actif géré moyen des fonds communs de placement, se sont chiffrées à 44,3 points de base pour le trimestre clos le 31 décembre 2011 et à 45,3 points de base pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, comparativement à 44,6 points de base et à 44,9 points de base, respectivement, à l'exercice précédent.

Les charges autres que les commissions sont engagées par Mackenzie relativement à l'administration, à la mise en marché et à la gestion de son actif géré. Les charges autres que les commissions ont totalisé 57,1 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, soit une hausse de 0,8 M\$, ou 1,4 %, par rapport à 56,3 M\$ à l'exercice précédent. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, les charges autres que les commissions se sont établies à 239,7 M\$, en hausse de 7,4 M\$, ou 3,2 %, comparativement à 232,3 M\$ à la période correspondante de l'exercice précédent. Mackenzie assure une gestion active de ses charges autres que les commissions de façon à accroître ses capacités opérationnelles futures tout en investissant dans les activités visant à générer des produits en vue de faire croître davantage l'entreprise.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011

Produits

Les honoraires de gestion se sont élevés à 159,9 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 10,5 M\$, ou 6,2 %, par rapport à 170,4 M\$ au troisième trimestre de 2011. Les facteurs suivants ont contribué à cette diminution :

- La moyenne mensuelle du total de l'actif géré s'est établie à 62,2 G\$ pour le trimestre considéré, comparativement à 65,4 G\$ au trimestre clos le 30 septembre 2011, ce qui constitue une diminution de 5,0 %.
- Le taux moyen des honoraires de gestion de Mackenzie représentait 102,1 points de base au cours du trimestre considéré, comparativement à 103,3 points de base au troisième trimestre de 2011. Les variations relatives des comptes institutionnels de Mackenzie et de ses fonds communs de placement qui ne sont pas destinés aux épargnants par rapport à celles des fonds communs de placement destinés aux épargnants, de même que l'augmentation de la proportion de l'actif géré assorti de mandats à revenu fixe par rapport aux comptes comprenant des mandats d'actions ont contribué à cette diminution.

Les honoraires d'administration pour le trimestre considéré se sont établis à 27,4 M\$, comparativement à 26,9 M\$ au trimestre clos le 30 septembre 2011. Les honoraires d'administration du trimestre considéré incluaient un ajustement lié aux charges opérationnelles des fonds de 4,7 M\$, comparativement à 3,7 M\$ au troisième trimestre de 2011.

Charges

Les charges de Mackenzie se sont élevées à 123,5 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 4,5 M\$, ou 3,5 %, par rapport à 128,0 M\$ au troisième trimestre de 2011.

La charge liée aux commissions, qui représente l'amortissement des commissions de vente, s'est chiffrée à 22,5 M\$ pour le trimestre clos le 31 décembre 2011, comparativement à 22,8 M\$ au troisième trimestre de 2011. Les commissions de suivi se sont établies à 43,9 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui représente une diminution de 2,7 M\$, ou 5,8 %, comparativement à 46,6 M\$ au troisième trimestre de 2011.

Les charges autres que les commissions se sont chiffrées à 57,1 M\$ pour le trimestre considéré, en baisse de 1,5 M\$, ou 2,6 %, par rapport à 58,6 M\$ au troisième trimestre de 2011.

Activités internes et autres

Revue des résultats opérationnels par secteur

Le secteur Activités internes et autres comprend les produits tirés des placements nets non attribués aux secteurs Groupe Investors ou Mackenzie, la quote-part du résultat de sa filiale, Great-West Lifeco Inc., revenant à la Société, les résultats opérationnels d'Investment Planning Counsel Inc., les autres produits, ainsi que les écritures de consolidation.

Le tableau 15 présente le bénéfice avant intérêts et impôt du secteur Activités internes et autres.

RÉSULTATS DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DE 2010

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 19,9 M\$ au quatrième trimestre de 2011, en baisse de 1,4 M\$ par rapport à 2010. Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 83,8 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, en baisse de 2,9 M\$ par rapport à 2010.

Le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 3,5 M\$ au quatrième trimestre de 2011 par rapport au trimestre correspondant de 2010, et de 11,1 M\$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, par rapport à 2010.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE DE 2011 COMPARATIVEMENT À CEUX DU TROISIÈME TRIMESTRE DE 2011

Les produits tirés des placements nets et autres produits ont totalisé 19,9 M\$ au quatrième trimestre de 2011, soit une baisse de 1,9 M\$ par rapport au trimestre précédent.

Au quatrième trimestre de 2011, le bénéfice avant intérêts et impôt lié à Investment Planning Counsel a augmenté de 0,4 M\$ par rapport au trimestre précédent.

TABLEAU 15 : RÉSULTATS OPÉRATIONNELS – ACTIVITÉS INTERNES ET AUTRES

TRIMESTRES CLOS LES (en M\$)	31 DÉC. 2011	30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)	
				30 SEPT. 2011	31 DÉC. 2010
Produits					
Produits tirés des honoraires	42,4 \$	43,3 \$	42,6 \$	(2,1) %	(0,5) %
Produits tirés des placements nets et autres produits	19,9	21,8	21,3	(8,7)	(6,6)
	62,3	65,1	63,9	(4,3)	(2,5)
Charges					
Commissions	27,5	28,2	28,3	(2,5)	(2,8)
Charges autres que les commissions	10,5	11,1	13,3	(5,4)	(21,1)
	38,0	39,3	41,6	(3,3)	(8,7)
Bénéfice avant intérêts et impôt	24,3 \$	25,8 \$	22,3 \$	(5,8) %	9,0 %
EXERCICES CLOS LES					
(en M\$)			31 DÉC. 2011	31 DÉC. 2010	VARIATION (%)
Produits					
Produits tirés des honoraires			180,8 \$	142,1 \$	27,2 %
Produits tirés des placements nets et autres produits			83,8	86,7	(3,3)
			264,6	228,8	15,6
Charges					
Commissions			119,5	92,3	29,5
Charges autres que les commissions			45,8	44,9	2,0
			165,3	137,2	20,5
Bénéfice avant intérêts et impôt			99,3 \$	91,6 \$	8,4 %

Société financière IGM Inc.

Situation financière consolidée

Le total de l'actif de la Société financière IGM s'établissait à 11,1 G\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 12,2 G\$ au 31 décembre 2010.

TITRES

La composition du portefeuille de titres de la Société est présentée au tableau 16.

Titres disponibles à la vente

Les titres classés comme disponibles à la vente incluent les titres de capitaux propres et les placements dans des fonds d'investissement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres disponibles à la vente sont comptabilisés dans le poste Autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de la valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat. Les pertes subséquentes sont constatées dans le bénéfice net. Pour l'exercice clos le 31 décembre 2011, la Société a constaté des pertes de valeur de 1,1 M\$ sur certains titres disponibles à la vente, comparativement à 4,0 M\$ en 2010.

Titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

Les titres désignés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les Obligations hypothécaires du Canada, dont il sera question plus loin, ainsi que les titres à revenu fixe constitués des billets restructurés des conduits multicédants du véhicule d'actifs cadre (le « VAC »). Les profits et les pertes latents sont comptabilisés au poste Produits tirés des placements nets et autres produits des comptes consolidés de résultat.

Dans le cadre de ses activités continues de gestion du risque de taux d'intérêt liées à sa participation au Programme OHC, la Société a acheté des Obligations hypothécaires du Canada pour la première fois en 2009.

Ces obligations sont financées au moyen de pensions livrées sur titres, lesquelles représentent des transactions de financement à court terme dans le cadre desquelles la Société vend des titres qu'elle détient déjà et s'engage simultanément à racheter les mêmes titres à un prix convenu à une date future déterminée.

Au cours du deuxième trimestre, la Société a vendu des Obligations hypothécaires du Canada pour un montant de 425,6 M\$ et a réglé un montant de 427,6 M\$ sur les pensions livrées sur titres connexes, puisque la Société a atteint ses objectifs en matière de gestion des placements et des risques pour ce qui est de ces Obligations.

Les titres restants avaient une juste valeur de 227,2 M\$ au 31 décembre 2011. L'obligation de racheter les titres est inscrite au coût amorti et avait une valeur comptable de 227,3 M\$. Les charges d'intérêts relatives à ces obligations sont constatées selon la méthode de la comptabilité d'engagement au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans les comptes consolidés de résultat.

PRÊTS

Les prêts totalisaient 4,09 G\$ au 31 décembre 2011 et représentaient 36,7 % du total de l'actif, comparativement à 33,5 % au 31 décembre 2010. Les prêts liés aux activités poursuivies comprennent les prêts hypothécaires résidentiels qui sont :

- vendus dans le cadre de programmes de titrisation, prêts qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 3,76 G\$, comparativement à 3,47 G\$ au 31 décembre 2010. Lors de l'application des critères de décomptabilisation en vertu d'IAS 39, *Instruments financiers*, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans après la titrisation. Au 31 décembre 2011, un passif correspondant de 3,83 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 3,51 G\$ au 31 décembre 2010;

TABLEAU 16 : TITRES

(en milliers de dollars)	31 DÉCEMBRE 2011		31 DÉCEMBRE 2010	
	COÛT	JUSTE VALEUR	COÛT	JUSTE VALEUR
Disponibles à la vente				
Actions ordinaires	4 876 \$	4 876 \$	5 843 \$	7 698 \$
Fonds d'investissement exclusifs	30 725	31 173	32 214	37 794
Titres à revenu fixe ¹⁾	-	-	243 939	243 748
	35 601	36 049	281 996	289 240
Juste valeur par le biais du résultat net				
Obligations hypothécaires du Canada	220 432	227 206	647 318	637 850
Titres à revenu fixe	30 817	29 177	31 301	27 601
	251 249	256 383	678 619	665 451
	286 850 \$	292 432 \$	960 615 \$	954 691 \$

1) Titres à revenu fixe au 31 décembre 2010 liés aux activités abandonnées de M.R.S., tel qu'il est présenté dans le Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion.

- liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, prêts qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 292,1 M\$, comparativement à 187,3 M\$ au 31 décembre 2010. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés;
- liés aux activités d'intermédiaire de la Société, prêts qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 31,3 M\$, comparativement à 39,5 M\$ au 31 décembre 2010.

La provision collective pour pertes sur créances liée aux activités poursuivies s'est chiffrée à 0,8 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 0,6 M\$ au 31 décembre 2010.

Les prêts hypothécaires résidentiels montés par le Groupe Investors sont principalement financés par les ventes à des tiers, services de gestion inclus, incluant des programmes de titrisation commandités par la SCHL ou des banques canadiennes. Le Groupe Investors gère des prêts hypothécaires résidentiels chiffrés à 8,2 G\$, dont une tranche de 1,9 G\$ est montée par les filiales de Great-West Lifeco Inc.

Au 31 décembre 2010, les prêts liés aux activités abandonnées d'intermédiaire de la Compagnie de Fiducie M.R.S. totalisant 394,7 M\$ ont été classés dans les prêts, dans les bilans consolidés, conformément aux IFRS. Ces prêts ont été cédés en 2011 lors de la vente de M.R.S.

L'exposition de la Société au risque de crédit et au risque de taux d'intérêt sur ses portefeuilles de prêts et dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et la façon dont elle gère ces risques sont décrites en détail à la rubrique « Instruments financiers » du présent rapport de gestion.

PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

La Société détient actuellement une participation de 4 % dans Great-West Lifeco Inc. (« Lifeco »), une société affiliée. La Société financière IGM et Lifeco sont toutes deux sous le contrôle de la Corporation Financière Power.

Le placement de la Société financière IGM dans Lifeco est comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence, puisqu'il exerce une influence notable sur Lifeco. La quote-part du bénéfice de Lifeco revenant à la Société est constatée au poste Produits tirés des placements nets et autres produits dans le secteur à présenter Activités internes et autres. La variation de la valeur comptable pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2011 par rapport aux périodes correspondantes de 2010 est présentée au tableau 17.

ACCORDS DE TITRISATION

La Société titre des prêts hypothécaires résidentiels au moyen de titres hypothécaires en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation* (les « TH LNH ») commandités par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (la « SCHL »), par l'intermédiaire du Programme des Obligations hypothécaires du Canada (le « Programme OHC ») et par l'entremise de programmes de papier commercial adossé à des actifs commandité par des banques canadiennes. Ces titrisations étaient classées à titre d'accords hors bilan conformément au référentiel comptable antérieur. En vertu des IFRS, ces accords de titrisation sont désormais reflétés dans les bilans consolidés, comme il est décrit à la rubrique « Changements de méthodes comptables – Décomptabilisation des actifs financiers » du présent rapport de gestion.

TABLEAU 17 : PARTICIPATION DANS UNE SOCIÉTÉ AFFILIÉE

(en M\$)	TRIMESTRES CLOS LES 31 DÉCEMBRE		EXERCICES CLOS LES 31 DÉCEMBRE	
	2011	2010	2011	2010
Valeur comptable au début	579,0 \$	570,4 \$	580,5 \$	574,8 \$
Quote-part du bénéfice	18,6	18,6	74,5	70,8
Quote-part de la provision de la société affiliée ¹⁾	5,0	-	5,0	(8,2)
Dividendes reçus	(11,6)	(11,6)	(46,5)	(46,5)
Quote-part des autres éléments du bénéfice global (de la perte globale) et autres ajustements	21,5	3,1	(1,0)	(10,4)
Valeur comptable à la fin	612,5 \$	580,5 \$	612,5 \$	580,5 \$
Juste valeur à la fin	769,0 \$	996,1 \$	769,0 \$	996,1 \$

1) Se reporter au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion.

Par l'entremise des activités bancaires hypothécaires de la Société, des prêts hypothécaires résidentiels montés par les spécialistes en planification hypothécaire du Groupe Investors sont vendus à des fiducies de titrisation commanditées par des tiers qui vendent à leur tour des titres à des investisseurs. La Société conserve des responsabilités de gestion et certains éléments du risque de crédit associés aux actifs transférés. Le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société est limité grâce à l'assurance, la quasi-totalité des prêts hypothécaires titrisés étant assurés. La Société conserve le risque lié aux paiements anticipés à l'égard des prêts titrisés. Par conséquent, elle a constaté ces prêts dans son bilan après la titrisation. En 2011, la Société a titrisé des prêts par l'intermédiaire de ses activités hypothécaires, générant un produit en trésorerie de 1,4 G\$, comparativement à 1,2 G\$ en 2010. La juste valeur des droits conservés par la Société s'est établie à 24,3 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement

à 107,0 M\$ au 31 décembre 2010. Les droits conservés par la Société à l'égard des prêts titrisés comprennent les comptes de réserve en trésorerie de 10,7 M\$, qui sont reflétés dans le bilan, et les droits à la marge excédentaire future de 90,5 M\$, qui ne sont pas reflétés dans le bilan. Les droits conservés comprennent également la composante d'un swap conclu en vertu du Programme des Obligations hypothécaires du Canada, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Cette composante du swap est constatée dans le bilan et sa juste valeur négative s'établit à 76,9 M\$ au 31 décembre 2011. La rubrique « Instruments financiers » du présent rapport de gestion et les notes 2 et 7 des états financiers consolidés contiennent plus de renseignements au sujet des activités de titrisation de la Société.

Situation de trésorerie et sources de financement consolidées

SITUATION DE TRÉSORERIE

La trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisaient 1,05 G\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 1,57 G\$ au 31 décembre 2010. La trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités de dépôt de la Société totalisaient 18,1 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 326,2 M\$ au 31 décembre 2010, comme il est présenté au tableau 18.

Le fonds de roulement net totalisait 969,4 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 612,9 M\$ au 31 décembre 2010. Le fonds de roulement net exclut les activités de dépôt de la Société, comme il est présenté au tableau 18.

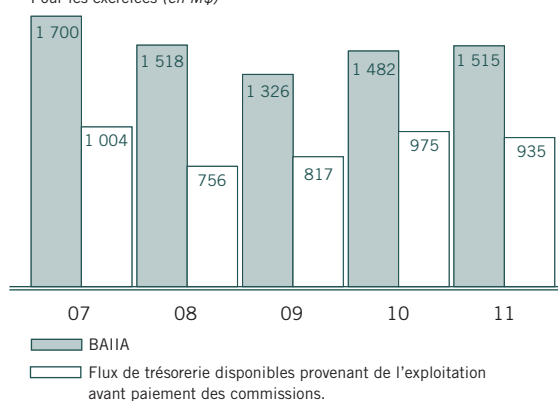
Le fonds de roulement net est utilisé aux fins suivantes :

- Le financement des activités continues, y compris le financement des commissions de vente.
- Le financement temporaire de prêts hypothécaires dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires.
- Le paiement périodique d'intérêts et de dividendes relatif à la dette à long terme et aux actions privilégiées.
- Le maintien des liquidités requises pour les entités réglementées.
- Le versement de dividendes trimestriels sur ses actions ordinaires en circulation.
- Le financement de l'achat d'actions ordinaires lié à l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société.

La Société financière IGM continue de générer des flux de trésorerie considérables dans le cadre de ses activités. Le bénéfice avant intérêts, impôt et amortissements (le « BAIIA ») a totalisé 1,52 G\$ en 2011, comparativement à 1,48 G\$ en 2010. Le BAIIA pour chaque période considérée exclut l'incidence de l'amortissement des commissions de vente différées, qui ont totalisé 281,6 M\$ en 2011, comparativement à 291,7 M\$ en 2010. En plus de constituer une importante autre mesure de rendement, le BAIIA constaté par la Société est l'une des principales mesures

Bénéfice avant intérêts, impôts et amortissements (BAIIA)

Pour les exercices (en M\$)



BAIIA
 2008 exclut la quote-part de la dépréciation de la société affiliée et du gain de la société affiliée.
 2009 exclut une charge sans effet de trésorerie liée aux titres de capitaux propres disponibles à la vente, une prime versée au rachat des actions privilégiées et le bénéfice lié aux activités abandonnées.
 2010 exclut les éléments non récurrents liés à la transition aux IFRS, la quote-part de la provision supplémentaire liée à des litiges de la société affiliée et le bénéfice lié aux activités abandonnées.
 2011 exclut le bénéfice lié aux activités abandonnées et la quote-part de l'avantage lié à la variation des provisions liées à des litiges de la société affiliée.

utilisées par les analystes de placements et les agences de notation pour évaluer les sociétés de gestion d'actifs.

Se reporter à la rubrique « Instruments financiers » du présent rapport de gestion pour de l'information relative à d'autres sources de liquidités et à l'exposition de la Société au risque de liquidité et à la façon dont elle gère ce risque.

Flux de trésorerie

Le tableau 19, intitulé « Flux de trésorerie », présente un sommaire des tableaux consolidés des flux de trésorerie qui font partie des états financiers consolidés pour l'exercice

TABLEAU 18 : ACTIVITÉS DE DÉPÔT – SITUATION FINANCIÈRE¹⁾

Aux 31 décembre (en M\$)	2011	2010 ¹⁾
Actif		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	18,1 \$	326,2 \$
Titres	-	243,7
Débiteurs et autres montants à recevoir	121,3	-
Prêts	23,9	422,5
Total de l'actif	163,3 \$	992,4 \$
Passif et capitaux propres		
Passif lié aux dépôts	150,7 \$	834,8 \$
Autres passifs, montant net	-	39,6
Dette subordonnée	-	20,0
Capitaux propres	12,6	98,0
Total du passif et des capitaux propres	163,3 \$	992,4 \$

1) Les données pour 2010 comprennent l'actif, le passif et les capitaux propres de Fiducie M.R.S., qui a été vendue en novembre 2011.

clos le 31 décembre 2011. En 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies ont diminué de 233,4 M\$, comparativement à une augmentation de 609,5 M\$ en 2010.

Les activités opérationnelles provenant des activités poursuivies, avant les commissions versées, ont généré 1,01 G\$ au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, comparativement à 1,06 G\$ en 2010. Les commissions en trésorerie versées se sont chiffrées à 237,7 M\$ en 2011, comparativement à 238,9 M\$ en 2010. Les flux de trésorerie nets provenant des activités opérationnelles, déduction faite des commissions versées, se sont établis à 776,6 M\$ en 2011, comparativement à 823,7 M\$ en 2010.

Voici en quoi ont principalement trait les activités de financement provenant des activités poursuivies de l'exercice clos le 31 décembre 2011 par rapport à 2010 :

- Une diminution nette de 3,6 M\$ des dépôts et des certificats en 2011, comparativement à une diminution nette de 3,5 M\$ en 2010.
- Un versement net de 408,0 M\$ en 2011 relatif aux obligations liées à des actifs vendus en vertu de pensions livrées sur titres comparativement à un produit net de 5,5 M\$ en 2010. Le versement net pour 2011 comprenait le règlement d'obligations d'un montant de 427,6 M\$ relatif à la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 425,6 M\$, qui sont présentées dans les Activités d'investissement.
- Une augmentation nette de 318,6 M\$ en 2011 relative aux obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à une augmentation nette de 192,9 M\$ en 2010.

- Le remboursement, à leur échéance, des débetures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$, en 2011.
- Le produit reçu à l'émission d'actions ordinaires de 35,1 M\$ en 2011, comparativement à 33,2 M\$ en 2010.
- L'achat de 4 185 000 actions ordinaires en 2011 en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des activités de la Société financière IGM, au coût de 185,8 M\$, comparativement à l'achat de 3 956 700 actions ordinaires au coût de 156,9 M\$ en 2010.
- Le versement de dividendes sur actions privilégiées perpétuelles totalisant 8,9 M\$ en 2011, comparativement à 7,9 M\$ en 2010.
- Le versement de dividendes sur actions ordinaires réguliers totalisant 536,2 M\$ en 2011, comparativement à 537,6 M\$ en 2010.

Les activités de financement en 2010 comprenaient aussi le produit net reçu à l'émission de débetures de 200,0 M\$ au quatrième trimestre.

Voici en quoi ont principalement trait les activités d'investissement provenant des activités poursuivies de l'exercice clos le 31 décembre 2011 comparativement à 2010 :

- L'achat de titres totalisant 17,1 M\$ et le produit de 446,9 M\$ de la vente de titres en 2011, comparativement à 6,8 M\$ et à 287,3 M\$, respectivement, en 2010. Le produit en 2011 comprenait la vente d'Obligations hypothécaires du Canada d'un montant de 425,6 M\$.
- L'augmentation nette des prêts de 370,4 M\$ en 2011, comparativement à une augmentation nette de 161,2 M\$ en 2010, principalement liée aux prêts hypothécaires résidentiels se rapportant aux activités bancaires hypothécaires de la Société.
- Le produit de la vente de M.R.S., chiffré à 198,7 M\$, en 2011.

TABLEAU 19 : FLUX DE TRÉSORERIE

(en M\$)	2011	2010	VARIATION (%)
Activités opérationnelles – activités poursuivies			
Avant paiement des commissions	1 014,3 \$	1 062,6 \$	(4,5) %
Commissions payées	(237,7)	(238,9)	0,5
Dédution faite des commissions payées	776,6	823,7	(5,7)
Activités de financement – activités poursuivies	(1 238,7)	(274,3)	n.s.
Activités d'investissement – activités poursuivies	228,7	60,1	n.s.
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies	(233,4)	609,5	(138,3)
Diminution (augmentation) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées	(287,8)	19,0	n.s.
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies et abandonnées au début	1 573,6	945,1	66,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin	1 052,4	1 573,6	(33,1)
Moins : trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités abandonnées à la fin	-	(287,8)	100,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie liés aux activités poursuivies à la fin	1 052,4 \$	1 285,8 \$	(18,2) %

SOURCES DE FINANCEMENT

L'objectif de la Société en matière de gestion du capital consiste à maximiser le rendement pour les actionnaires tout en faisant en sorte que la Société soit capitalisée de façon à respecter les exigences réglementaires, à combler les besoins en fonds de roulement et à favoriser l'expansion des affaires. Les pratiques de la Société en matière de gestion du capital sont axées sur la préservation de la qualité de sa situation financière en maintenant des assises financières ainsi qu'un bilan solides. Le capital de la Société comprend la dette à long terme, les actions privilégiées perpétuelles et les capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires, lesquels totalisaient 5,8 G\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 6,1 G\$ au 31 décembre 2010. La Société évalue régulièrement ses pratiques en matière de gestion du capital en fonction des changements de la conjoncture économique.

Le capital de la Société est principalement utilisé dans le cadre de ses activités opérationnelles continues en vue de satisfaire aux exigences en matière de fonds de roulement, pour les placements à long terme effectués par la Société, pour l'expansion des affaires ainsi que pour d'autres objectifs stratégiques. Les filiales assujetties aux exigences réglementaires en matière de capital comprennent les sociétés de fiducie, les conseillers en valeurs mobilières, les courtiers en valeurs mobilières et les courtiers en épargne collective. De plus, au troisième trimestre de 2010, certaines filiales de la Société se sont inscrites à titre de gestionnaires de fonds d'investissement auprès des commissions des valeurs mobilières concernées, conformément au Règlement 31-103. Ces filiales sont tenues de maintenir des niveaux de capital minimaux en fonction du fonds de roulement, des liquidités ou des capitaux propres. Les filiales de la Société se sont conformées à toutes les exigences réglementaires relatives au capital.

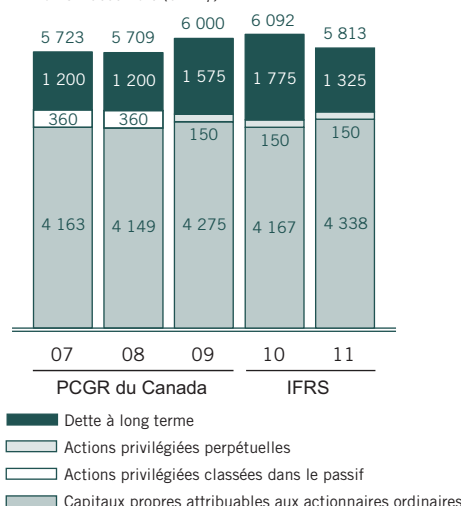
La dette à long terme en cours totale se chiffrait à 1 325,0 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 1 775,0 M\$ au 31 décembre 2010. La diminution de 450,0 M\$ est liée à l'arrivée à échéance des débetures à 6,75 %, série 2001, le 9 mai 2011. La dette à long terme comprend des débetures qui sont des dettes de premier rang non garanties de la Société comportant des clauses restrictives, incluant des clauses de sûreté négatives, mais ne comportant aucune clause restrictive financière ou opérationnelle particulière.

Les actions privilégiées perpétuelles de 150 M\$ demeurent inchangées.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2011, la Société a acheté 4 185 000 actions ordinaires au coût de 185,8 M\$ dans le cadre de l'offre publique de rachat dans le cours normal de ses activités (se reporter à la note 17 des états financiers consolidés). La Société a lancé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités le 12 avril 2011 visant jusqu'à 5 % de ses actions ordinaires pour pouvoir disposer de la flexibilité nécessaire lui permettant d'acheter des actions ordinaires selon les

Capital

Aux 31 décembre (en M\$)



circonstances. Les autres activités en 2011 comprennent la déclaration de dividendes de 8,9 M\$ sur actions privilégiées perpétuelles, ou 1,475 \$ par action, et de 541,0 M\$ sur actions ordinaires, ou 2,10 \$ par action. Les variations du capital-actions ordinaire sont reflétées dans les états consolidés des variations des capitaux propres.

À l'heure actuelle, la note attribuée par Standard & Poor's (« S&P ») à la dette de premier rang et au passif de la Société est de « A+ » avec une perspective stable. La note attribuée par Dominion Bond Rating Services (« DBRS ») aux débetures non garanties de premier rang de la Société est de « A (élevée) », avec une perspective stable.

Les notes de crédit sont destinées à fournir aux investisseurs une mesure indépendante de la qualité des titres d'une société sur le plan de la solvabilité et indiquent la probabilité que les paiements requis seront faits ainsi que la capacité d'une société de remplir ses obligations conformément aux modalités de chaque obligation. Les descriptions des catégories de note de chacune des agences de notation présentées ci-après proviennent des sites Web de chacune de ces agences.

Ces notes ne constituent pas une recommandation d'acheter, de vendre ou de détenir les titres de la Société et ne tiennent pas compte de leur cours ni d'autres facteurs qui pourraient permettre d'établir si un titre donné convient à un investisseur en particulier. De plus, il se peut que les notes ne tiennent pas compte de l'incidence éventuelle de tous les risques sur la valeur des titres et du fait que les agences de notation peuvent réviser ces notes ou les retirer à quelque moment que ce soit.

La note « A+ », qui a été attribuée aux débetures non garanties de premier rang de la Société par S&P, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories principales réservées aux titres d'emprunt à long terme et indique que, de l'avis de S&P, la Société a une bonne capacité

de remplir ses engagements financiers relatifs aux obligations, mais que la Société est un peu plus vulnérable aux effets défavorables de l'évolution de la situation et de la conjoncture économique que les sociétés mieux notées. S&P utilise les signes « + » et « - » pour indiquer la position relative du titre au sein des catégories principales.

Selon S&P, la perspective « stable » indique que S&P considère qu'il est peu probable que la note change à moyen terme. Une perspective stable n'annonce pas nécessairement une amélioration de la note.

La note A (élevée), qui a été attribuée aux débiteures non garanties de premier rang de la Société financière IGM par DBRS, correspond à la troisième catégorie la plus élevée sur les dix catégories réservées aux titres d'emprunt à long terme. Selon le système d'évaluation de DBRS, les titres d'emprunt qui obtiennent la note « A (élevée) » sont de bonne qualité en ce qui a trait à la solvabilité et offrent une protection de l'intérêt et du capital considérée comme solide. Bien qu'il s'agisse d'une bonne note, les entreprises qui l'obtiennent sont considérées comme plus vulnérables lorsque la situation économique est défavorable et plus susceptibles de démontrer des tendances cycliques que les sociétés ayant obtenu une meilleure note. La mention « élevée » ou « faible » indique la force relative du titre au sein de sa catégorie, et l'absence d'une telle mention indique que le titre se situe au milieu de sa catégorie.

Selon DBRS, la tendance « stable » aide les investisseurs à comprendre la façon dont elle entrevoit l'avenir du titre.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau 20 présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers.

La juste valeur est déterminée selon les méthodes et les hypothèses suivantes :

- La juste valeur des instruments financiers à court terme correspond approximativement à leur valeur comptable. Ces instruments financiers comprennent la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les pensions livrées sur titres, certains autres actifs financiers et d'autres passifs financiers.
- Les titres sont évalués selon les cours des marchés actifs, lorsque ceux-ci sont disponibles. En l'absence de tels cours, des techniques d'évaluation sont utilisées, lesquelles nécessitent la formulation d'hypothèses relatives aux taux d'actualisation, au montant des flux de trésorerie futurs et au moment où ceux-ci seront réalisés. Dans la mesure du possible, des données du marché observables sont utilisées dans les techniques d'évaluation.
- Les prêts sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux d'intérêt du marché offerts pour des prêts comportant des échéances et des risques de crédit similaires.
- Les obligations à l'égard d'entités de titrisation sont évaluées par l'actualisation des flux de trésorerie futurs attendus aux taux de rendement en vigueur sur les marchés pour les titres émis par les entités de titrisation dont les échéances et les caractéristiques sont semblables.

TABLEAU 20 : INSTRUMENTS FINANCIERS

(en M\$)	31 DÉCEMBRE 2011		31 DÉCEMBRE 2010 ¹⁾	
	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR	VALEUR COMPTABLE	JUSTE VALEUR
Actif				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 052,4 \$	1 052,4 \$	1 573,6 \$	1 573,6 \$
Titres	292,5	292,5	954,7	954,7
Débiteurs et autres montants à recevoir	282,0	282,0	203,4	203,4
Prêts	4 085,9	4 144,3	4 094,7	4 176,6
Instruments dérivés	88,1	88,1	40,9	40,9
Autres actifs financiers	6,3	6,3	5,0	5,0
Total de l'actif financier	5 807,2 \$	5 865,6 \$	6 872,3 \$	6 954,2 \$
Passif				
Créditeurs et charges à payer	300,1 \$	300,1 \$	306,1 \$	306,1 \$
Pensions livrées sur titres	227,3	227,3	635,3	635,3
Instruments dérivés	111,4	111,4	78,7	78,7
Dépôts et certificats	150,7	152,0	834,8	840,1
Autres passifs financiers	221,3	221,3	223,7	223,7
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	3 827,4	3 930,4	3 505,5	3 564,4
Dette à long terme	1 325,0	1 586,7	1 775,0	1 966,5
Total du passif financier	6 163,2 \$	6 529,2 \$	7 359,1 \$	7 614,8 \$

1) Les données au 31 décembre 2010 comprennent les soldes liés aux activités abandonnées de M.R.S., comme il est décrit à la rubrique « Sommaire des résultats opérationnels consolidés » du présent rapport de gestion.

- Les dépôts et les certificats sont évalués par l'actualisation des flux de trésorerie contractuels en fonction des taux d'intérêt des marchés en vigueur pour les dépôts comportant des échéances et des risques similaires.
- La dette à long terme est évaluée selon les cours des marchés pour chaque débenture connexe disponible sur le marché.
- La juste valeur des instruments financiers dérivés est établie selon les cours du marché, lorsque ceux-ci sont disponibles, selon les taux en vigueur sur le marché pour des instruments ayant des caractéristiques et des échéances similaires, ou suivant l'analyse de la valeur actualisée des flux de trésorerie.

Pour plus de détails sur chaque élément des instruments financiers, veuillez consulter les notes correspondantes dans les états financiers consolidés, notamment la note 23 qui présente des renseignements supplémentaires à l'égard de la détermination de la juste valeur des instruments financiers.

Bien qu'il y ait eu des changements à la valeur comptable et à la juste valeur des instruments financiers, ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur la situation financière de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2011. La Société gère activement les risques qui découlent de l'utilisation d'instruments financiers. Ces risques comprennent les risques de liquidité, de crédit et de marché.

Risque de liquidité

Le risque de liquidité se rapporte au risque que la Société ne puisse satisfaire aux demandes de liquidités ou s'acquitter de ses obligations lorsqu'elles viennent à échéance. Les pratiques de gestion des liquidités de la Société comprennent :

- Le contrôle à l'égard des processus de gestion des liquidités.
- L'évaluation des facteurs de stress relativement à divers scénarios opérationnels.
- La supervision de la gestion des liquidités par les comités du conseil d'administration.

Dans le contexte de la gestion courante des liquidités au cours de 2011 et de 2010, la Société a :

- remboursé les débentures à 6,75 %, série 2001, chiffrées à 450,0 M\$, à leur échéance;
- conclu un appel public à l'épargne le 9 décembre 2010 visant 200 M\$ de débentures à 6,00 % venant à échéance en décembre 2040;
- déposé un prospectus préalable de base simplifié en décembre 2010 afin de s'assurer d'accéder aux marchés financiers en temps opportun;
- continué d'évaluer des sources de financement additionnelles pour ses activités bancaires hypothécaires.

Le financement des commissions versées à la vente de fonds communs de placement constitue une exigence clé en matière de liquidités pour la Société. Les commissions versées à la vente de fonds communs de placement continuent d'être financées au moyen des flux de trésorerie opérationnels.

La Société conserve également des liquidités suffisantes pour financer et détenir temporairement des prêts hypothécaires. Par l'intermédiaire des activités bancaires hypothécaires, les prêts hypothécaires résidentiels sont vendus aux parties suivantes ou titrisés :

- le Fonds hypothécaire et de revenu à court terme Investors et le Fonds d'obligations de sociétés canadiennes Investors;
- des tiers, incluant la SCHL ou des fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes;
- des investisseurs institutionnels, grâce à des placements privés.

Certaines filiales du Groupe Investors sont des émettrices autorisées de TH LNH et des vendeuses autorisées dans le cadre du Programme OHC. Ce statut d'émetteur et de vendeur procure au Groupe Investors des sources de financement additionnelles pour les prêts hypothécaires résidentiels. La capacité continue de la Société à financer les prêts hypothécaires résidentiels au moyen de fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes et de TH LNH dépend des conditions sur les marchés de titrisation,

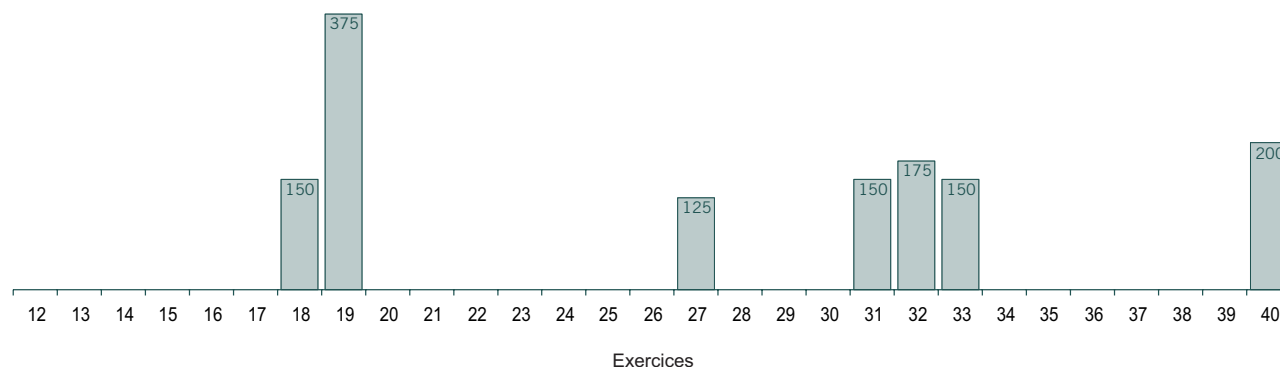
TABLEAU 21 : OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Au 31 décembre 2011 (en M\$)	À VUE	MOINS DE UN AN	ENTRE 1 AN ET 5 ANS	APRÈS 5 ANS	TOTAL
Dépôts et certificats	121,7 \$	9,6 \$	14,8 \$	4,6 \$	150,7 \$
Instruments dérivés	-	34,2	73,1	4,1	111,4
Obligations à l'égard d'entités de titrisation	-	547,0	3 261,0	19,3	3 827,3
Dette à long terme	-	-	-	1 325,0	1 325,0
Contrats de location simple ¹⁾	-	46,9	135,4	80,3	262,6
Total des obligations contractuelles	121,7 \$	637,7 \$	3 484,3 \$	1 433,3 \$	5 677,0 \$

1) Comprend les locaux pour bureaux et le matériel utilisés dans le cours normal des activités.
Les paiements au titre des contrats de location sont imputés au bénéfice sur la période d'utilisation.

Échéances de la dette à long terme

(en M\$)



lesquelles sont susceptibles de changer. Les TH LNH et le Programme OHC exigent que les prêts titrisés soient assurés par un assureur approuvé. De la même façon, la disponibilité de l'assurance sur les prêts hypothécaires est fonction de la conjoncture, qui est sujette à changement.

Les besoins de liquidités de la filiale qui est une fiducie agissant à titre d'intermédiaire financier sont fondés sur les politiques approuvées par un comité de son conseil d'administration. Au 31 décembre 2011, les liquidités de la filiale qui est une fiducie étaient conformes à ces politiques.

Les échéances contractuelles de la Société sont présentées au tableau 21.

L'échéancier de la dette à long terme de 1 325 M\$, qui ne comporte aucun remboursement sur la dette venant à échéance avant 2018, est présenté dans le graphique intitulé « Échéances de la dette à long terme ».

En plus du solde actuel de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, la Société financière IGM peut accéder à des liquidités au moyen de ses marges de crédit opérationnelles. Les marges de crédit opérationnelles de la Société auprès de diverses banques à charte canadiennes de l'annexe I se chiffraient à 325 M\$ au 31 décembre 2011, soit le même montant qu'au 31 décembre 2010. Les marges de crédit opérationnelles au 31 décembre 2011 étaient constituées de marges de crédit engagées totalisant 150 M\$ et de marges de crédit non engagées totalisant 175 M\$. La Société a déjà accédé à ses marges de crédit opérationnelles non engagées par le passé. Cependant, toute avance bancaire sur les marges de crédit opérationnelles non engagées sera consentie à la seule discrétion des banques. Aux 31 décembre 2011 et 2010, la Société n'avait prélevé aucun montant sur ses marges de crédit engagées, ni sur ses marges de crédit opérationnelles non engagées.

La Société a accédé aux marchés financiers pour la dernière fois en décembre 2010; toutefois, sa capacité future à accéder aux marchés financiers pour réunir des fonds dépend de la conjoncture.

La direction est d'avis que les flux de trésorerie liés aux opérations, les soldes de trésorerie disponibles et les autres sources de financement décrites plus haut seront suffisants pour répondre aux besoins de liquidités de la Société. La Société dispose toujours de la capacité de répondre à ses besoins en flux de trésorerie opérationnels, de remplir ses obligations contractuelles et de verser ses dividendes déclarés. La pratique actuelle de la Société consiste à déclarer et à payer les dividendes aux actionnaires ordinaires sur une base trimestrielle au gré du conseil d'administration. La déclaration de dividendes par le conseil d'administration dépend d'un éventail de facteurs, incluant l'incidence du rendement des marchés des titres d'emprunt et des actions sur le résultat. La situation en matière de liquidités de la Société et la façon dont elle gère le risque de liquidité n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

Risque de crédit

Le risque de crédit se rapporte à l'éventualité d'une perte financière si l'une des contreparties de la Société dans le cadre d'une transaction ne respecte pas ses engagements. La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les titres détenus, les portefeuilles de prêts hypothécaires et les dérivés de la Société sont assujettis au risque de crédit. La Société examine régulièrement ses pratiques en matière de gestion du risque de crédit pour en évaluer l'efficacité.

Au 31 décembre 2011, la trésorerie et les équivalents de trésorerie totalisant 1 052,4 M\$ étaient composés de soldes de trésorerie de 97,0 M\$ déposés auprès de banques à charte canadiennes et d'équivalents de trésorerie de 955,4 M\$. Les équivalents de trésorerie sont principalement constitués de bons du Trésor du gouvernement du Canada totalisant 521,0 M\$, de papier commercial de 340,4 M\$ garanti par les gouvernements provinciaux et fédéral et d'acceptations bancaires de 93,7 M\$ émises par des banques à charte canadiennes. La Société évalue régulièrement la note de

crédit de ses contreparties. L'exposition maximale au risque de crédit sur ces instruments financiers correspond à leur valeur comptable. La Société gère le risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie en respectant sa politique de placement, laquelle décrit les paramètres et les limites de concentration du risque de crédit.

Les titres classés à la juste valeur par le biais du résultat net comprennent les Obligations hypothécaires du Canada d'une juste valeur de 227,2 M\$ et les titres à revenu fixe, qui sont composés des billets restructurés des conduits multicédants du VAC d'une juste valeur de 29,2 M\$. Ces justes valeurs correspondent à l'exposition maximale au risque de crédit au 31 décembre 2011. Se reporter à la note 5 des états financiers consolidés pour plus d'information sur l'évaluation des conduits multicédants du VAC.

La Société évalue régulièrement la qualité du crédit des portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités bancaires hypothécaires et d'intermédiaire de la Société et la suffisance de la provision collective. Au 31 décembre 2011, les prêts hypothécaires liés aux activités poursuivies totalisaient 4,09 G\$ et comprenaient les prêts hypothécaires résidentiels qui sont :

- vendus dans le cadre de programmes de titrisation, prêts qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 3,76 G\$, comparativement à 3,47 G\$ au 31 décembre 2010. Lors de l'application des critères de décomptabilisation en vertu d'IAS 39, *Instruments financiers*, la Société a constaté ces prêts dans ses bilans après la titrisation. Au 31 décembre 2011, un passif correspondant de 3,83 G\$ a été constaté au poste Obligations à l'égard d'entités de titrisation, comparativement à 3,51 G\$ au 31 décembre 2010;
- liés aux activités bancaires hypothécaires de la Société, prêts qui sont classés comme détenus à des fins de transaction et qui totalisaient 292,1 M\$, comparativement à 187,3 M\$ au 31 décembre 2010. Ces prêts sont détenus par la Société en attendant d'être vendus ou titrisés;
- liés aux activités d'intermédiaire de la Société, prêts qui sont classés dans les prêts et créances et qui totalisaient 31,3 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 39,5 M\$ au 31 décembre 2010.

Au 31 décembre 2011, les portefeuilles de prêts hypothécaires relatifs aux activités d'intermédiaire de la Société étaient diversifiés sur le plan géographique et étaient composés à 100 % de prêts résidentiels (100 % en 2010), dont 99,4 % étaient assurés (99,0 % en 2010). Au 31 décembre 2011, les prêts hypothécaires douteux et les prêts hypothécaires non assurés et non productifs de plus de 90 jours étaient de néant, comme au 31 décembre 2010. Les caractéristiques des portefeuilles de prêts hypothécaires n'ont pas changé de façon significative en 2011.

La Société achète des couvertures d'assurance de portefeuille par l'entremise de la SCHL pour les prêts hypothécaires conventionnels admissibles nouvellement financés. En vertu des TH LNH et du Programme OHC, les prêts hypothécaires titrisés doivent obligatoirement être assurés par un assureur approuvé en cas de défaut, et la Société

a également assuré la quasi-totalité de ses prêts titrisés au moyen de programmes de papier commercial adossé à des actifs. Au 31 décembre 2011, le portefeuille de prêts titrisés et les prêts hypothécaires résidentiels de la Société classés comme détenus à des fins de transaction étaient assurés dans une proportion de 93,0 %, comparativement à 94,1 % au 31 décembre 2010. Au 31 décembre 2011, les prêts douteux liés à ces portefeuilles se chiffraient à 1,1 M\$, comparativement à 1,0 M\$ au 31 décembre 2010. Au 31 décembre 2011, ces portefeuilles ne comprenaient aucun prêt hypothécaire non assuré non productif de plus de 90 jours, comparativement à des prêts de 0,3 M\$ au 31 décembre 2010.

La provision collective pour pertes de crédit relative aux activités poursuivies se chiffrait à 0,8 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 0,6 M\$ au 31 décembre 2010. La direction considère que cette provision est adéquate en vue d'absorber toutes les pertes de crédit liées aux portefeuilles de prêts hypothécaires.

La Société conserve certains éléments du risque de crédit associé aux prêts titrisés. Au 31 décembre 2011, les prêts titrisés étaient assurés contre les pertes de crédit dans une proportion de 96,2 %. Le risque de crédit lié aux activités de titrisation de la Société se limite à ses droits conservés. La juste valeur des droits conservés de la Société dans les prêts hypothécaires titrisés se chiffrait à 24,3 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 107,0 M\$ au 31 décembre 2010. Les droits conservés incluent ce qui suit :

- *Les comptes de réserve en espèces et les droits aux produits d'intérêts nets futurs*, qui se chiffraient à 10,7 M\$ et à 90,5 M\$, respectivement, au 31 décembre 2011. Les comptes de réserve en espèces sont reflétés dans le bilan, tandis que les droits aux produits d'intérêts nets futurs ne sont pas reflétés dans le bilan; ils seront constatés sur la durée de vie des prêts hypothécaires.

La tranche de ce montant relative aux fiducies de titrisation commanditées par des banques canadiennes de 44,9 M\$ est subordonnée aux droits de la fiducie et représente l'exposition maximale au risque de crédit lié aux défauts de paiement des emprunteurs à l'échéance. Le risque de crédit lié à ces prêts hypothécaires est atténué par l'assurance relative à ces prêts hypothécaires, dont il a déjà été question, et le risque de crédit de la Société relatif aux prêts assurés incombe à l'assureur. Au 31 décembre 2011, les prêts hypothécaires en cours titrisés dans le cadre de ces programmes, chiffrés à 1,1 G\$, étaient assurés dans une proportion de 86,5 %.

Les droits aux produits d'intérêts nets futurs en vertu des TH LNH et du Programme OHC totalisaient 56,3 M\$. Conformément aux TH LNH et à ce Programme, la Société a l'obligation d'effectuer des paiements ponctuels aux porteurs de titres, que les montants aient été reçus ou non des débiteurs hypothécaires. Tous les prêts hypothécaires titrisés dans le cadre des TH LNH et du Programme OHC sont assurés par la SCHL ou par un autre assureur approuvé par le Programme. Les prêts hypothécaires en cours titrisés en vertu de ces programmes totalisent 2,7 G\$.

- *Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital*, dont la juste valeur négative s'établissait à 76,9 M\$ au 31 décembre 2011, qui sont reflétés dans le bilan de la Société. Ces swaps représentent la composante d'un swap conclu en vertu du Programme OHC, dans le cadre duquel la Société paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada et reçoit le rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur le prêt hypothécaire. Le montant notionnel de ces swaps était de 556,3 M\$ au 31 décembre 2011.

L'exposition de la Société au risque de crédit lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux titres à revenu fixe et aux portefeuilles de prêts hypothécaires et à l'investissement a diminué de façon significative depuis le 31 décembre 2010 par suite de la vente de M.R.S. La gestion du risque de crédit lié aux activités poursuivies n'a toutefois pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

La Société utilise des dérivés pour couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associés à ses activités bancaires hypothécaires et à ses activités de titrisation, ainsi qu'au risque de marché relatif à certains accords de rémunération fondée sur des actions.

La Société participe au Programme OHC en concluant des swaps adossés, en vertu desquels les banques à charte canadiennes de l'annexe I désignées par la Société agissent à titre d'intermédiaires entre la Société et la Fiducie du Canada pour l'habitation. La Société reçoit des coupons liés aux TH LNH et aux réinvestissements de capital admissibles et paie les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut également des swaps de taux d'intérêt afin de couvrir le risque de taux d'intérêt et le risque lié au réinvestissement associé au Programme OHC. Au 31 décembre 2011, la juste valeur négative de ces swaps totalisait 25,9 M\$ et le montant notionnel en cours s'élevait à 4,4 G\$. Certains de ces swaps concernent des prêts hypothécaires titrisés qui ont été constatés dans le bilan de la Société, assortis d'une obligation connexe. Par conséquent, ces swaps, d'un montant notionnel en cours de 2,7 G\$ et d'une juste valeur négative de 33,3 M\$, ne sont pas reflétés dans le bilan. Les swaps liés au compte de réinvestissement du capital et les couvertures du risque de taux d'intérêt et du risque lié au réinvestissement, d'un montant notionnel en cours de 1,7 G\$ et d'une juste valeur de 7,4 M\$, sont reflétés dans le bilan. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps qui étaient en position de profit, totalisait 87,1 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 21,7 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société a recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires titrisés par l'intermédiaire de programmes de PCAA commandité par des banques canadiennes. La juste valeur négative de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 23,4 M\$ sur un montant notionnel en cours de 1,0 G\$ au 31 décembre 2011. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur des swaps qui étaient en position de profit, totalisait 0,6 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 1,3 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société a aussi recours à des swaps de taux d'intérêt pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié à ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La juste valeur négative de ces swaps de taux d'intérêt totalisait 7,4 M\$ sur un montant notionnel en cours de 200,0 M\$ au 31 décembre 2011. L'exposition au risque de crédit, limitée à la juste valeur des swaps de taux d'intérêt qui étaient en position de profit, était de néant au 31 décembre 2011, comparativement à 15,1 M\$ au 31 décembre 2010.

La Société conclut d'autres contrats d'instruments dérivés, qui sont principalement composés de swaps de taux d'intérêt utilisés pour couvrir le risque de taux d'intérêt lié aux prêts hypothécaires détenus par la Société en attendant leur vente ou à l'égard desquels elle s'est engagée, ainsi que des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré sur les actions ordinaires de la Société financière IGM utilisés afin de couvrir les accords de rémunération différée. La juste valeur négative des swaps de taux d'intérêt, des swaps de rendement total et des contrats à terme de gré à gré était de néant sur un montant notionnel en cours de 76,4 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à une juste valeur de 0,8 M\$ sur un montant notionnel en cours de 118,1 M\$ au 31 décembre 2010. L'exposition au risque de crédit, qui est limitée à la juste valeur de ces instruments qui sont en position de profit, était de 0,8 M\$ au 31 décembre 2011, comme au 31 décembre 2010.

Le total de l'exposition au risque de crédit lié aux instruments dérivés qui sont en position de profit, chiffré à 88,5 M\$, ne donne pas effet à des conventions de compensation ni à des accords de garantie. L'exposition au risque de crédit, compte tenu des ententes de compensation et des arrangements de garantie, était de 0,3 M\$ au 31 décembre 2011. Toutes les contreparties des contrats sont des banques à charte canadiennes de l'annexe I et, par conséquent, la direction estime que le risque de crédit global lié aux instruments dérivés de la Société était négligeable au 31 décembre 2011. La gestion du risque de crédit lié aux instruments dérivés n'a pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

Se référer aux notes 2, 7 et 22 des états financiers consolidés pour plus de renseignements quant aux activités de titrisation et à l'utilisation des contrats d'instruments dérivés par la Société.

Risque de marché

Le risque de marché se rapporte à l'éventualité d'une perte pour la Société découlant de la variation de la valeur de ses instruments financiers en raison de la fluctuation des taux de change, des taux d'intérêt ou des cours boursiers. La majorité des instruments financiers de la Société sont libellés en dollars canadiens et ne sont pas exposés de façon significative aux fluctuations des taux de change.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée au risque de taux d'intérêt sur son portefeuille de prêts, ses titres à revenu fixe, ses Obligations hypothécaires du Canada et sur certains des instruments financiers dérivés utilisés dans le cadre de ses activités bancaires hypothécaires et de ses activités d'intermédiaire.

Par la gestion de son bilan, la Société cherche à contrôler le risque de taux d'intérêt lié à ses activités d'intermédiaire en gérant activement son exposition au risque de taux d'intérêt. Au 31 décembre 2011, l'écart total entre l'actif et le passif au titre des dépôts respectait les lignes directrices de la filiale de la Société qui est une fiducie.

La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de réduire l'incidence de la fluctuation des taux d'intérêt sur ses activités bancaires hypothécaires comme suit :

- Dans le cadre de ses transactions de titrisation avec des fiducies de titrisation commanditées par des banques, la Société a financé des prêts hypothécaires à taux fixe au moyen de PCAA. Afin de couvrir le risque lié à la hausse des taux du PCAA, la Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I. La Société demeure toutefois exposée au risque de corrélation, c'est-à-dire que les taux du PCAA soient plus élevés que ceux des acceptations bancaires qu'elle obtient à l'égard de ses couvertures.
- Dans le cadre de ses opérations de titrisation en vertu du Programme OHC, la Société a, dans certains cas, financé des prêts hypothécaires à taux variable au moyen d'Obligations hypothécaires du Canada à taux fixe. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I afin de couvrir le risque que les taux d'intérêt perçus sur les prêts hypothécaires à taux variable diminuent. Comme il a déjà été mentionné, dans le cadre du Programme OHC, la Société a également droit au rendement des placements résultant du réinvestissement du capital remboursé sur les prêts hypothécaires titrisés et doit payer les coupons sur les Obligations hypothécaires du Canada, qui sont habituellement à taux fixe. La Société couvre le risque que le rendement résultant du réinvestissement diminue en concluant des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I.
- La Société est exposée à l'incidence que les variations des taux d'intérêt pourraient avoir sur la valeur de ses placements en Obligations hypothécaires du Canada. La Société conclut des swaps de taux d'intérêt avec des banques à charte canadiennes de l'annexe I dans le but de couvrir le risque de taux d'intérêt sur ces obligations.
- La Société est également exposée à l'incidence que pourraient avoir les variations des taux d'intérêt sur la valeur des prêts hypothécaires détenus par la Société ou à l'égard desquels elle s'est engagée. La Société pourrait conclure des swaps de taux d'intérêt pour couvrir ce risque.

Au 31 décembre 2011, l'incidence d'une fluctuation de 100 points de base des taux d'intérêt sur le bénéfice net annuel aurait été d'approximativement 4,3 M\$. L'exposition de la Société au risque de taux d'intérêt et la façon dont elle gère ce risque n'ont pas changé de façon significative depuis le 31 décembre 2010.

Risque actions

La Société est exposée au risque actions sur ses fonds d'investissement exclusifs, qui sont classés comme disponibles à la vente comme l'illustre le tableau 16. Les profits et les pertes latents sur ces titres sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou jusqu'à ce que la direction détermine qu'il existe une indication objective d'une baisse de valeur, moment auquel ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat.

La Société parraine un certain nombre d'ententes de rémunération différée dans le cadre desquelles le paiement aux participants est lié au rendement des actions ordinaires de la Société financière IGM. Afin de couvrir ce risque, la Société a recours à des contrats à terme de gré à gré et à des swaps de rendement total.

RISQUES LIÉS À L'ACTIF GÉRÉ

Le total de l'actif géré de la Société financière IGM s'établissait à 118,7 G\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 129,5 G\$ au 31 décembre 2010.

La Société est assujettie au risque de volatilité de l'actif découlant de l'évolution des marchés financiers et boursiers canadiens et internationaux. Les mouvements dans ces marchés ont occasionné par le passé, et occasionneront dans l'avenir, des fluctuations de l'actif géré, des produits et du résultat de la Société. La conjoncture économique mondiale, exacerbée par les crises financières, les mouvements des marchés boursiers, les taux de change, les taux d'intérêt, les taux d'inflation, les courbes de rendement, les défaillances des contreparties des dérivés et d'autres facteurs difficiles à prédire, comme l'instabilité politique et gouvernementale, a une incidence sur la composition, les valeurs de marché et les niveaux de l'actif géré.

L'actif géré de la Société peut être assujéti à des rachats imprévus par suite de tels événements. Une conjoncture évolutive peut aussi occasionner une variation de la composition de l'actif entre les actions et les titres à revenu fixe en raison du rendement du marché et des produits, ainsi que des flux de trésorerie nets, qui pourrait donner lieu, selon la nature de l'actif géré et le niveau des frais de gestion réalisés par la Société, à une baisse des produits et du résultat.

Les taux d'intérêt, qui affichent une faiblesse sans précédent, ont fait baisser de façon significative les rendements des fonds communs de placement du marché monétaire et de gestion du rendement de la Société. Depuis 2009, le Groupe Investors et Mackenzie ont renoncé à une partie des honoraires de gestion ou absorbé certaines charges en vue de s'assurer que ces fonds maintiennent des rendements positifs. La Société passera en revue ses pratiques à cet égard en réponse à l'évolution de la conjoncture.

Les taux de rachat pour les fonds à long terme sont résumés dans le tableau 22 et décrits dans les sections des résultats opérationnels par secteur du Groupe Investors et de Mackenzie du présent rapport de gestion.

TABLEAU 22 : TAUX DE RACHAT EN GLISSEMENT SUR DOUZE MOIS POUR LES FONDS À LONG TERME

Aux 31 décembre	2011	2010
Société financière IGM Inc.		
Groupe Investors	8,8 %	8,3 %
Mackenzie	15,8 %	16,5 %
Counsel	10,9 %	12,0 %

La Société financière IGM fournit à ses conseillers attirés, aux conseillers financiers indépendants ainsi qu'aux investisseurs institutionnels et aux clients associés aux alliances stratégiques un niveau élevé de service et de soutien ainsi qu'une large gamme de produits de placement, répartis par catégorie d'actifs, pays ou région et style de gestion qui, à leur tour, devraient permettre de maintenir de solides relations avec la clientèle et d'enregistrer des taux de rachat plus bas. Les filiales de la Société revoient aussi régulièrement le prix de leurs produits afin d'assurer leur compétitivité sur le marché compte tenu de la nature et de la qualité des services fournis.

Le secteur des fonds communs de placement et les conseillers financiers continuent à prendre des mesures pour faire comprendre aux investisseurs canadiens les avantages de la planification financière, de la diversification et du placement à long terme. Dans les périodes de volatilité, nos conseillers attirés et les conseillers financiers indépendants jouent un rôle important pour aider les investisseurs à ne pas perdre de vue leur perspective et leurs objectifs à long terme.

AUTRES FACTEURS DE RISQUE

Risque de distribution

Réseau de conseillers du Groupe Investors – Toutes les ventes de fonds communs de placement du Groupe Investors sont réalisées par son réseau de conseillers. Les conseillers du Groupe Investors communiquent directement et régulièrement avec les clients, ce qui leur permet de nouer avec ces derniers des liens solides et personnels fondés sur la confiance que chacun de ces conseillers inspire. Les conseillers financiers font l'objet d'une vive concurrence. Si le Groupe Investors perdait un grand nombre de conseillers clés, il pourrait perdre des clients, ce qui pourrait influencer défavorablement sur ses résultats opérationnels et ses perspectives. Le Groupe Investors se concentre sur la croissance de son réseau de conseillers et sur l'offre d'une gamme diversifiée de produits et de services, dans le cadre de conseils financiers personnalisés, afin de répondre aux besoins financiers complexes de ses clients, comme il est décrit de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités du Groupe Investors » du présent rapport de gestion.

Mackenzie – La majeure partie des ventes de fonds communs de placement de Mackenzie sont réalisées par l'intermédiaire d'un réseau de détail de conseillers financiers

indépendants. De façon générale, les conseillers financiers indépendants offrent également à leurs clients des produits de placement de concurrents. Mackenzie réalise aussi la vente de ses produits et services d'investissement grâce à ses alliances stratégiques et à ses clients institutionnels. En raison de la nature de la relation de distribution dans le cadre de ces relations et de l'importance relative de ces comptes, les activités de ventes et de rachats bruts peuvent être plus prononcées dans ces comptes que dans le contexte d'une relation de détail. La capacité de Mackenzie à commercialiser ses produits d'investissement dépend largement de l'accès continu à ces réseaux de distribution. Si Mackenzie cessait d'y avoir accès, cela pourrait nuire à ses résultats opérationnels et à ses perspectives de façon importante. Mackenzie est en bonne position pour gérer ce risque et continuer à consolider ses relations de distribution et à en nouer de nouvelles. Le portefeuille de produits financiers diversifiés de Mackenzie et son rendement à long terme, son marketing, la formation qu'elle offre et son service ont fait de Mackenzie l'une des principales sociétés de gestion de placements du Canada. Ces facteurs sont présentés de façon plus détaillée à la rubrique « Revue des activités de Mackenzie » du présent rapport de gestion.

Le cadre réglementaire

La Société financière IGM est assujettie à des exigences réglementaires, fiscales et juridiques complexes et changeantes, y compris les exigences des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux du Canada qui régissent la Société et ses activités. La Société et ses filiales sont également assujetties aux exigences des organismes d'autoréglementation auxquels elles appartiennent. Les principales autorités de réglementation qui régissent la Société et ses filiales sont les Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario, la Bourse de Toronto, l'Association canadienne des courtiers de fonds mutuels, l'Organisme canadien de réglementation du commerce des valeurs mobilières et le Bureau du surintendant des institutions financières. Ces autorités et d'autres organismes de réglementation adoptent régulièrement de nouvelles lois, de nouveaux règlements et de nouvelles politiques qui touchent la Société et ses filiales. Les normes réglementaires touchant la Société et le secteur des services financiers sont de plus en plus nombreuses. La Société et ses filiales sont assujetties aux examens de réglementation réguliers dans le cadre du processus normal continu de surveillance par les diverses autorités.

À défaut de se conformer aux lois et règlements, la Société pourrait subir des sanctions réglementaires et des poursuites en responsabilité civile, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur sa réputation et ses résultats financiers. La Société gère le risque lié à la réglementation en faisant la promotion d'une forte culture de conformité. Elle surveille les faits nouveaux en matière de réglementation et leur incidence sur la Société. Elle poursuit également la mise en place et le maintien de politiques et de procédures ainsi qu'une surveillance en matière de conformité, incluant des communications précises sur les questions touchant la conformité et le domaine juridique, la formation, les tests, le contrôle et la présentation de l'information. Le comité d'audit de la Société reçoit régulièrement de l'information sur les questions et les initiatives relatives à la conformité.

Certaines initiatives de réglementation particulières peuvent avoir pour effet de faire paraître les produits des filiales de la Société moins concurrentiels que ceux d'autres fournisseurs de services financiers aux yeux des canaux de distribution tiers et des clients. Les différences en matière de réglementation pouvant avoir une incidence sur le caractère concurrentiel des produits de la Société comprennent les frais réglementaires, le traitement fiscal, les obligations d'information à fournir, les processus opérationnels ou toute autre différence pouvant découler d'une réglementation distincte ou d'une application différente de la réglementation. Bien que la Société et ses filiales suivent attentivement de telles initiatives et, lorsque cela est possible, formulent des commentaires ou en discutent avec les autorités de réglementation, la capacité de la Société et de ses filiales d'atténuer les effets de l'application d'un traitement réglementaire différent sur les produits et les services est limitée.

Éventualités

La Société peut faire l'objet de poursuites judiciaires dans le cours normal de ses activités. Bien qu'il lui soit difficile de prévoir l'issue de ces poursuites judiciaires, en se fondant sur ses connaissances actuelles et ses consultations avec des conseillers juridiques, la direction ne s'attend pas à ce que ces questions, individuellement ou dans leur ensemble, aient une incidence négative significative sur la situation financière consolidée de la Société.

Risque lié aux acquisitions

Bien que la Société entreprenne un contrôle préalable serré avant de procéder à une acquisition, rien ne garantit que la Société réalisera les objectifs stratégiques ni les synergies de coûts et de produits prévus résultant de l'acquisition. Des changements ultérieurs du contexte économique et d'autres facteurs imprévus peuvent avoir une incidence sur la capacité de la Société à obtenir la croissance des résultats ou la réduction des charges auxquelles elle s'attend. Le succès d'une acquisition repose sur le maintien de l'actif géré, des clients et des employés clés de la société acquise.

Risque lié aux modèles

La Société utilise une variété de modèles pour l'aider dans l'évaluation des instruments financiers, les tests opérationnels, la gestion des flux de trésorerie, la gestion du capital et l'évaluation d'acquisitions éventuelles. Ces modèles comportent des hypothèses internes et des données sur le marché observables et intègrent les prix disponibles sur le marché. Des contrôles efficaces sont en place à l'égard du développement, de la mise en œuvre et de l'application de ces modèles. Cependant, la modification des hypothèses internes ou d'autres facteurs ayant une incidence sur les modèles pourraient influencer de façon défavorable sur la situation financière consolidée de la Société.

Perspectives

LE CADRE DES SERVICES FINANCIERS

D'après Investor Economics, les actifs financiers discrétionnaires placés par les Canadiens auprès d'institutions financières se chiffraient à 2,9 billions de dollars au 31 décembre 2010. Ces actifs sont de natures diverses, allant des dépôts à vue détenus à des fins de gestion de la trésorerie à court terme à des placements à plus long terme détenus en vue de la retraite. Plus de 60 % (1,8 billion de dollars) de ces actifs financiers sont détenus dans le cadre d'une relation avec un conseiller financier; il s'agit du principal canal utilisé pour satisfaire aux besoins d'épargne à long terme des Canadiens. Quant au montant de 1,1 billion de dollars détenu à l'extérieur d'une relation avec un conseiller financier, il est constitué à près de 70 % de dépôts bancaires.

Les conseillers financiers constituent le principal canal de distribution des produits et services de la Société, et le modèle d'entreprise de la Société a pour principale priorité de soutenir les conseillers financiers qui travaillent avec les clients à définir et à réaliser leurs objectifs financiers. Diverses études récentes démontrent que les Canadiens qui consultent des conseillers financiers obtiennent des résultats financiers considérablement supérieurs à ceux des Canadiens qui n'en consultent pas. La Société promeut activement la valeur des conseils financiers et l'importance d'entretenir une relation avec un conseiller afin d'établir ses plans et objectifs financiers à long terme et de maintenir le cap à cet égard.

Plus de 35 % des actifs financiers discrétionnaires des Canadiens, ou 1,0 billion de dollars, était investi dans des fonds d'investissement au 31 décembre 2010, ce qui en faisait la plus importante catégorie d'actifs financiers détenus par les Canadiens. Les autres catégories d'actifs comprennent les produits de dépôt et les titres émis, tels que les actions et les obligations. Environ 75 % des fonds d'investissement sont constitués de fonds communs de placement, les autres catégories de produits comprenant les fonds distincts, les fonds de couverture, les fonds groupés, les fonds à capital fixe et les fonds négociés en Bourse. Compte tenu d'un actif géré des fonds communs de placement chiffré à environ 100 G\$, la Société fait partie des plus importants gestionnaires de fonds d'investissement au pays. La direction est d'avis que les fonds d'investissement demeureront probablement le moyen d'épargne préféré des Canadiens parce qu'ils procurent aux investisseurs les avantages de la diversification, d'une gestion professionnelle, de la flexibilité et de la commodité, en plus d'être offerts dans une vaste gamme de mandats et de structures afin de satisfaire aux exigences et aux préférences de la plupart des investisseurs.

La déréglementation, la concurrence et les nouvelles technologies ont fait en sorte que les fournisseurs de services financiers ont maintenant tendance à offrir un éventail complet de produits et services exclusifs. Les distinctions longtemps observées entre les succursales bancaires, les maisons de courtage de plein exercice, les

sociétés de planification financière et les agents d'assurance s'atténuent, bon nombre de ces fournisseurs de services financiers s'efforçant d'offrir des conseils financiers complets mis en œuvre au moyen d'une vaste gamme de produits. Par conséquent, le secteur canadien des services financiers est caractérisé par un certain nombre de participants de grande envergure, diversifiés, souvent à intégration verticale, semblables à IGM, qui offrent tant des services de planification financière que de gestion de placements.

Les banques canadiennes distribuent des produits et services financiers par l'intermédiaire de leurs succursales traditionnelles et de leurs filiales spécialisées dans le courtage de plein exercice et le courtage réduit. Les succursales des banques continuent de mettre de plus en plus l'accent sur la planification financière et les fonds communs de placement. De plus, chacune des six grandes banques possède au moins une filiale spécialisée dans la gestion de fonds communs de placement. L'actif de fonds communs de placement administré par des entreprises de gestion de fonds communs de placement appartenant aux six grandes banques et des entreprises affiliées représentait 52 % du total de l'actif des fonds communs de placement à long terme du secteur au 30 septembre 2011.

Par suite des regroupements des dernières années, le secteur canadien de la gestion des fonds communs de placement se caractérise par de grandes entreprises, souvent à intégration verticale. Le secteur continue d'être très concentré, les dix principales entreprises du secteur et leurs filiales détenant près de 84 % de l'actif géré des fonds communs de placement à long terme du secteur et du total de l'actif géré des fonds communs de placement au 30 septembre 2011. La direction est d'avis que le secteur connaîtra d'autres regroupements à mesure que des petites entreprises seront acquises par des sociétés plus importantes.

La direction est d'avis que le secteur des services financiers continuera d'être influencé par ce qui suit :

- Les changements démographiques, étant donné que le nombre de Canadiens parvenus à l'âge où l'on épargne le plus continue d'augmenter.
- L'évolution des attitudes des investisseurs en fonction de la conjoncture économique.
- L'importance réitérée du rôle du conseiller financier.
- Les politiques publiques quant à l'épargne-retraite.
- Les changements au cadre réglementaire.
- L'environnement concurrentiel en pleine évolution.
- L'évolution et les changements de la technologie.

L'ENVIRONNEMENT CONCURRENTIEL

La Société financière IGM et ses filiales évoluent dans un environnement hautement concurrentiel. Le Groupe Investors et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres fournisseurs de services financiers de détail, dont d'autres sociétés de planification

financière, ainsi qu'avec des maisons de courtage de plein exercice, des banques et des compagnies d'assurances. Le Groupe Investors, Mackenzie et Investment Planning Counsel sont en concurrence directe avec d'autres entreprises de gestion de placements, et leurs produits rivalisent avec des actions, des obligations et d'autres catégories d'actifs, pour obtenir une part de l'actif de placement des Canadiens.

La Société financière IGM continue de se concentrer sur son engagement à fournir des conseils de placement et des produits financiers de qualité, des services innovateurs, une gestion efficace de ses activités et de la valeur à long terme pour ses clients et ses actionnaires. La direction est d'avis que la Société est en bonne position pour relever les défis de la concurrence et tirer profit des occasions à venir.

La Société dispose en effet de plusieurs atouts concurrentiels, dont les suivants :

- Une distribution vaste et diversifiée, axée sur les canaux qui mettent l'accent sur une planification financière exhaustive grâce à une relation avec un conseiller financier.
- Une vaste gamme de produits, des marques de premier plan et de solides relations avec ses sous-conseillers.
- Des relations durables avec ses clients ainsi que les cultures et héritages de longue date de ses filiales.
- Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power.

Une distribution vaste et diversifiée

La vigueur du volet distribution de la Société financière IGM est un avantage concurrentiel. En plus de détenir deux des principales organisations de planification financière canadiennes, le Groupe Investors et Investment Planning Counsel, la Société financière IGM peut, par l'intermédiaire de Mackenzie, accéder à un canal de distribution regroupant plus de 30 000 conseillers financiers indépendants. De la même façon, Mackenzie, dans le cadre de ses alliances stratégiques de plus en plus nombreuses, noue des partenariats avec des complexes manufacturiers et de distribution canadiens et américains afin d'offrir des services de gestion de placements à plusieurs mandats de fonds d'investissement de détail.

Une vaste gamme de produits

En 2011, comme il a déjà été mentionné dans les résultats sectoriels, les filiales de la Société financière IGM ont continué à créer et à lancer des produits et des outils de planification stratégique de portefeuille novateurs afin d'aider les conseillers à constituer des portefeuilles optimaux pour leurs clients.

Des relations durables

La Société financière IGM bénéficie d'avantages considérables grâce aux relations durables que ses conseillers entretiennent avec les clients. De plus, les filiales de la Société peuvent compter sur un patrimoine et une culture solides, que les concurrents peuvent difficilement copier.

Les avantages découlant de son appartenance au groupe de sociétés de la Financière Power

À titre de membre du groupe de sociétés de la Financière Power, la Société financière IGM réalise des économies grâce à des ententes sur les services partagés, et à un accès à des canaux de distribution, à des produits et à du capital.

Estimations et méthodes comptables critiques

SOMMAIRE DES ESTIMATIONS COMPTABLES CRITIQUES

Pour rédiger des états financiers conformément aux IFRS, la direction doit exercer son jugement lors de l'adoption de méthodes comptables, faire des estimations et formuler des hypothèses qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers consolidés et les notes annexes. En appliquant ces méthodes, la direction porte des jugements subjectifs et complexes qui nécessitent souvent des estimations à l'égard de questions essentiellement incertaines. Bon nombre de ces méthodes sont courantes dans le secteur des services financiers, tandis que d'autres sont propres aux activités et aux secteurs opérationnels de la Société financière IGM. Les principales méthodes comptables de la Société financière IGM sont décrites en détail à la note 2 des états financiers consolidés.

Les estimations comptables critiques concernent la juste valeur des instruments financiers, le goodwill et les immobilisations incorporelles, l'impôt sur le résultat, les commissions de vente différées, les provisions et les avantages futurs du personnel.

Les principales estimations comptables critiques sont résumées ci-après.

- *Juste valeur des instruments financiers* – Les instruments financiers de la Société sont comptabilisés à leur juste valeur, à l'exception des prêts et créances, des dépôts et des certificats et de la dette à long terme, qui sont comptabilisés au coût amorti. La juste valeur des instruments financiers négociés sur le marché est déterminée au moyen des cours de marché. La Société détient également des instruments financiers, incluant les dérivés relatifs à ses prêts titrisés, où les cours de marché ne sont pas disponibles. Dans ces cas, les valeurs sont déterminées au moyen de divers modèles d'évaluation, qui maximisent l'utilisation des données observables sur le marché lorsqu'elles sont disponibles. Les méthodes d'évaluation et les hypothèses utilisées par les modèles d'évaluation sont examinées sur une base continue. Les modifications apportées à ces hypothèses ou aux méthodes d'évaluation pourraient donner lieu à des changements significatifs sur le plan du bénéfice net.

Les titres de placement de la Société classés comme disponibles à la vente comprennent les titres de capitaux propres détenus comme placements à long terme, les titres d'emprunt et les placements dans des fonds communs de placement exclusifs. Les profits et les pertes latents sur les titres qui ne sont pas désignés comme des éléments constitutifs d'une relation de couverture sont comptabilisés au poste Autres éléments du bénéfice global jusqu'à ce qu'ils soient réalisés ou qu'il existe une indication objective d'une perte de valeur, auquel moment ils sont inscrits dans les comptes consolidés de résultat. La direction examine régulièrement les titres de placement classés comme disponibles à la vente pour déterminer s'il existe une indication objective d'une perte de valeur. La Société tient

compte de facteurs tels que la nature du placement et le laps de temps pendant lequel la juste valeur est inférieure au coût. Une modification importante dans cette évaluation pourrait se traduire par la constatation dans le bénéfice net de pertes latentes. En 2011, la Société a revu son évaluation des titres disponibles à la vente et a constaté une perte de valeur en 2010. Pour plus de détails, veuillez consulter les rubriques « Situation financière consolidée », « Instruments financiers » et « Changements de méthodes comptables » du présent rapport de gestion, ainsi que les notes 5 et 23 des états financiers consolidés.

- *Goodwill et immobilisations incorporelles* – Le goodwill, les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée et les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont présentés à la note 11 des états financiers consolidés. La Société soumet la juste valeur du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée à un test de dépréciation au moins une fois par année et plus fréquemment si un événement ou des circonstances indiquent qu'un actif peut avoir subi une perte de valeur. Une perte de valeur est constatée si la valeur comptable de l'actif est supérieure à sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur de l'actif diminuée des frais de vente et la valeur d'utilité. Aux fins de l'évaluation de la perte de valeur, les actifs sont groupés aux niveaux les plus bas pour lesquels il existe des entrées de trésorerie identifiables séparément (unités génératrices de trésorerie). Les immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée sont soumises à un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances indiquent que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrable.

Ces tests exigent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses appropriées selon les circonstances. Aux fins d'évaluation de la valeur recouvrable, des modèles d'évaluation comprenant des flux de trésorerie actualisés, des acquisitions comparables et des multiples de transactions du secteur sont utilisés. Les modèles ont recours à des hypothèses comprenant des niveaux de croissance de l'actif géré découlant des ventes nettes et de l'évolution du marché, les variations de prix et de marges, les synergies réalisées à l'acquisition, les taux d'actualisation ainsi que les données observables pour des transactions comparables.

La Société a réalisé son test de dépréciation annuel du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée en fonction des données financières au 31 mars 2011 et elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur. Dans le contexte de la transition aux IFRS, la Société a aussi réalisé un test de dépréciation du goodwill et des immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée au 1^{er} janvier 2010; elle a déterminé que ces actifs n'avaient pas subi de baisse de valeur.

- *Impôt sur le résultat* – La charge d'impôt sur le résultat est calculée en fonction du traitement fiscal prévu des transactions comptabilisées dans les comptes consolidés de résultat. L'établissement de la charge d'impôt sur le résultat nécessite une interprétation de la législation fiscale dans un certain nombre de territoires. La planification fiscale peut permettre à la Société d'enregistrer un impôt sur le résultat moins élevé dans l'exercice considéré et, de plus, l'impôt sur le résultat des exercices antérieurs peut être ajusté dans l'exercice considéré afin de refléter les meilleures estimations de la direction quant à la suffisance de ses provisions. Tout avantage fiscal s'y rapportant et tout changement des meilleures estimations de la direction sont reflétés dans la charge d'impôt. La constatation des actifs d'impôt différé s'appuie sur l'hypothèse émise par la direction selon laquelle le résultat futur suffira pour réaliser l'avantage futur. Le montant des actifs ou passifs d'impôt différé comptabilisé repose sur les meilleures estimations de la direction quant au moment de la réalisation de l'actif ou du passif. Si l'interprétation de la législation fiscale de la Société diffère de celle des autorités fiscales ou que la reprise n'a pas lieu au moment prévu, la charge d'impôt sur le résultat pourrait augmenter ou diminuer au cours de périodes futures. Pour de plus amples renseignements sur l'impôt sur le résultat, se reporter au Sommaire des résultats opérationnels consolidés du présent rapport de gestion et à la note 15 des états financiers consolidés.
- *Commissions de vente différées* – Les commissions versées à la vente de certains produits de fonds communs de placement sont différées et amorties sur une période maximale de sept ans. La Société examine régulièrement la valeur comptable des commissions de vente différées à la lumière d'événements ou de circonstances qui laissent croire à une dépréciation. Pour évaluer la recouvrabilité, la Société a, entre autres, effectué le test visant à comparer les avantages économiques futurs tirés de l'actif lié aux commissions de vente différées par rapport à sa valeur comptable. Au 31 décembre 2011, les commissions de vente différées ne montraient aucun signe de dépréciation.
- *Provisions* – Une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, une estimation unique, la moyenne pondérée de tous les résultats possibles et la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles sont considérées. Un changement important dans l'évaluation de la probabilité ou de la meilleure estimation pourrait donner lieu à des ajustements supplémentaires du bénéfice net.
- *Avantages du personnel* – La Société offre plusieurs régimes d'avantages du personnel, dont un régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé accessible à tous les employés admissibles, des régimes complémentaires de retraite des cadres (les « RCRC ») non capitalisés pour certains cadres dirigeants, ainsi qu'un régime d'avantages complémentaires d'assurance maladie et d'assurance vie non capitalisé pour les retraités admissibles. Le régime de retraite à prestations définies enregistré capitalisé offre des pensions proportionnelles à la durée de l'emploi et à la rémunération moyenne finale. La date d'évaluation des actifs du régime à prestations définies de la Société et des obligations au titre des prestations constituées pour tous les régimes à prestations définies est le 31 décembre.
En raison de la nature à long terme de ces régimes, le calcul de la charge et de l'obligation au titre des prestations constituées repose sur diverses hypothèses incluant les taux d'actualisation, les taux de rendement prévu des actifs, les niveaux et les types d'avantages offerts, les taux tendanciels en matière de coûts des soins de santé, les augmentations salariales prévues, l'âge de la retraite ainsi que les taux de mortalité et de cessation d'emploi. Les hypothèses à l'égard des taux d'actualisation sont déterminées à partir d'une courbe de rendement de titres de créance de sociétés ayant une note AA. L'hypothèse relative au taux de rendement attendu de l'actif est établie en fonction de la charge au titre des avantages liés au régime de retraite à prestations définies capitalisé de la Société. Lors de l'établissement du taux de rendement à long terme attendu, la Société tient compte des rendements historiques et des attentes quant au rendement futur de chaque catégorie d'actifs, ainsi que de la politique de placement du régime. Toutes les autres hypothèses sont formulées par la direction et examinées par des actuaires indépendants qui calculent les charges de retraite, les autres charges au titre des prestations constituées futures et obligations au titre des prestations constituées futures. Tout écart entre les résultats réels et les hypothèses actuarielles donnera lieu à un écart actuariel, ainsi qu'à des modifications à la charge au titre des avantages. La Société a décidé de constater les écarts actuariels de tous ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du bénéfice global lors de la transition aux IFRS.
En 2011, le rendement des actifs du régime de retraite à prestations définies a subi l'incidence défavorable de la conjoncture économique incertaine. L'actif du régime de retraite a diminué pour atteindre 207,1 M\$ au 31 décembre 2011, par rapport à 226,6 M\$ au 31 décembre 2010. Une tranche de 15,8 M\$ de cette baisse des actifs du régime est attribuable au rendement défavorable du marché, comparativement à un rendement estimatif de 15,7 M\$ fondé sur l'hypothèse relative au taux de rendement à long terme attendu de la Société. La perte actuarielle de 31,5 M\$ qui en résulte a été constatée

dans les autres éléments du bénéfice global en 2011. Le rendement des obligations a diminué en 2011, ce qui a eu une incidence sur le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les diverses obligations au titre des prestations définies de la Société. Le taux d'actualisation utilisé pour évaluer les obligations au titre du régime à prestations définies au 31 décembre 2011 a diminué, passant de 5,60 % au 31 décembre 2010 à 5,35 %, et il a entraîné des pertes actuarielles de 10,2 M\$, qui ont été constatées dans les autres éléments du bénéfice global en 2011. L'obligation au titre des régimes totalisait 240,9 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à 213,8 M\$ au 31 décembre 2010. Par suite de ces changements, le régime à prestations définies a constaté un déficit de capitalisation de 33,8 M\$ au 31 décembre 2011, comparativement à un excédent de capitalisation de 12,8 M\$ à la fin de 2010. Les obligations au titre des prestations constituées relativement aux RCRC non capitalisés et aux autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi se sont chiffrés à 42,0 M\$ et à 34,6 M\$, respectivement, au 31 décembre 2011, comparativement à 36,2 M\$ et à 32,8 M\$ en 2010.

Une variation de 0,25 % du taux d'actualisation utilisé en 2011 entraînerait une variation de 10,5 M\$ de l'obligation au titre des prestations constituées, de 10,5 M\$ des autres éléments du bénéfice global et de 1,5 M\$ au titre de la charge de retraite. Une variation de 0,25 % du taux de rendement à long terme des actifs présumé pour 2011 entraînerait une variation de 0,6 M\$ des autres éléments du bénéfice global. Des renseignements additionnels concernant la comptabilisation par la Société des régimes de retraite et des avantages complémentaires de retraite sont présentés aux notes 2 et 14 des états financiers consolidés.

CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

Normes internationales d'information financière (« IFRS »)

La Société a adopté les IFRS au 1^{er} janvier 2011 et a préparé ses états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 en vertu des méthodes comptables conformes aux IFRS.

La note 28 des états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2011 décrit les choix initiaux de la Société au moment de l'adoption des IFRS et présente les différences et des rapprochements entre le référentiel comptable antérieur et les IFRS pour ce qui est des méthodes comptables.

La Société avait élaboré un projet de basculement aux IFRS qui abordait les éléments clés de la conversion aux IFRS et incluait une structure officielle de gouvernance du projet. Avec la publication des états financiers consolidés conformément aux IFRS, le projet est maintenant pratiquement achevé.

Changements de méthodes comptables

Les paragraphes suivants décrivent les méthodes comptables choisies en vertu des IFRS qui diffèrent des méthodes utilisées antérieurement par la Société.

DÉCOMPTABILISATION DES ACTIFS FINANCIERS

En vertu des IFRS, la décomptabilisation d'un actif financier repose sur le transfert des risques et des avantages inhérents à la propriété. Par conséquent, les transactions de titrisation par l'entremise des Programmes OHC et de PCAA sont comptabilisées à titre d'emprunts garantis plutôt que comme des ventes. Les profits à l'égard de ces programmes ne sont plus constatés lorsque les transactions ont lieu. La Société constate les transactions dans le cadre de ces programmes comme suit : i) les prêts hypothécaires et l'obligation correspondante sont comptabilisés au coût amorti; ii) les produits d'intérêts et les charges d'intérêts, établis au moyen de la méthode du taux d'intérêt effectif, sont constatés sur la durée des prêts hypothécaires.

COMMISSIONS DE VENTE DIFFÉRÉES

Les commissions versées à la vente de certaines parts de fonds communs de placement sont considérées comme des immobilisations incorporelles à durée de vie déterminée et sont amorties sur leur durée d'utilité. La norme IFRS relative aux immobilisations incorporelles traite plus particulièrement de la cession des immobilisations incorporelles. Lorsqu'un client des fonds communs de placement fait racheter des parts dans certains fonds communs de placement, les frais de rachat versés par le client sont constatés par la Société dans les produits. L'actif à l'égard des commissions de vente différées non amorti lié aux parts rachetées est inscrit à titre de cession.

PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

En vertu des IFRS, la méthode d'acquisition graduelle des droits est utilisée pour constater la charge de rémunération liée aux attributions dont les droits sont acquis par versements tout au long de la période d'acquisition des droits, par opposition à la méthode de comptabilisation linéaire auparavant appliquée par la Société. La charge de rémunération est constatée sur une base accélérée; par conséquent, une charge de rémunération plus élevée est constatée plus tôt au cours de la période d'amortissement du droit à un paiement fondé sur des actions.

AVANTAGES DU PERSONNEL

La Société a décidé de constater les écarts actuariels liés à ses régimes à prestations définies dans les autres éléments du bénéfice global plutôt que de les amortir dans le bénéfice net. Les coûts et crédits des services passés à l'égard desquels les droits sont acquis sont constatés immédiatement dans les charges au titre des avantages.

IMPÔT SUR LE RÉSULTAT DIFFÉRÉ

En vertu des IFRS, le coût des actifs acquis autrement que dans le cadre d'un regroupement d'entreprises n'est pas ajusté en fonction de l'incidence fiscale des différences entre le coût de comptabilisation et le coût fiscal au moment de l'acquisition.

TITRES DISPONIBLES À LA VENTE

En vertu des IFRS, les pertes de valeur doivent être constatées relativement aux titres disponibles à la vente lorsque les pertes sont importantes ou prolongées. Les IFRS précisent également qu'après la constatation d'une dépréciation initiale, toute dépréciation future du titre sera comptabilisée immédiatement dans le bénéfice net.

PROVISIONS

En vertu des IFRS, une provision est constatée lorsqu'il existe une obligation actuelle par suite d'une transaction ou d'un événement passé, qu'il est « probable » qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour régler l'obligation et que l'obligation peut faire l'objet d'une estimation fiable. Afin de déterminer la meilleure estimation pour une provision, les IFRS prévoient l'utilisation de la moyenne pondérée de tous les résultats possibles, ou de la valeur médiane d'un intervalle au sein duquel plusieurs résultats sont également possibles.

Contrôles internes

La Société a préparé et mis en œuvre des modifications à ses systèmes et processus d'information financière afin de se préparer à une transition efficace aux IFRS. De plus, les contrôles internes et les procédures comptables de la Société ont été modifiés, au besoin, en fonction de l'adoption des méthodes comptables conformes aux IFRS. Ces changements n'ont pas eu d'incidence significative sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

La Société continue de suivre les modifications potentielles proposées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB ») et d'analyser l'incidence que pourrait avoir tout changement sur les activités de la Société.

IFRS 7, Instruments financiers : informations à fournir

L'IASB a modifié IFRS 7 de façon à ce que les informations à fournir quant aux transferts d'actifs financiers (transactions de titrisation) soient plus exhaustives. Ces modifications n'auront aucune incidence sur les résultats opérationnels ou sur la situation financière de la Société, puisqu'elles ne concernent que la présentation. La norme est en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} juillet 2011.

IFRS 9, Instruments financiers

L'IASB a publié IFRS 9, qui modifie les critères de classement et d'évaluation des instruments financiers qui sont dans le champ d'application d'IAS 39. La norme est actuellement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2015.

IFRS 10, États financiers consolidés

L'IASB a publié IFRS 10, qui présente un modèle de consolidation unique pour toutes les entités. Cette norme porte sur le contrôle, y compris les droits détenus par un investisseur quant aux rendements variables liés à sa participation dans l'entreprise détenue et la capacité de l'investisseur d'influer sur ces rendements grâce au pouvoir qu'il exerce sur l'entreprise détenue. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 12, Informations à fournir sur les participations dans les autres entités

L'IASB a publié IFRS 12, qui intègre dans une seule norme toutes les dispositions relatives aux informations à fournir en ce qui concerne les participations dans des filiales, des accords conjoints, des entreprises associées et des entreprises structurées non consolidées. Les dispositions relatives aux informations à fournir donnent les renseignements nécessaires pour évaluer la nature de la participation d'une entité dans d'autres entités et les risques qui y sont liés, de même que l'incidence de ces participations sur les états financiers de l'entité. La norme est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IFRS 13, Évaluation de la juste valeur

L'IASB a publié IFRS 13 afin de réunir dans une seule norme toutes les directives relatives à l'information à fournir et à l'évaluation de la juste valeur. La juste valeur se définit comme le prix qui serait reçu à la vente d'un actif ou versé lors du transfert d'un passif dans le cadre d'une transaction volontaire entre des intervenants du marché. En vertu de cette norme, les informations à fournir dans les états financiers sont plus complètes. La norme est en vigueur de façon prospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

IAS 1, Présentation des états financiers

L'IASB a modifié IAS 1 en ce qui concerne la présentation des autres éléments du résultat global. Ces modifications ont pour principal effet d'obliger les entités à regrouper les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global selon qu'ils seront ou non reclassés ultérieurement dans le bénéfice net. Les modifications sont appliquées de manière rétrospective et entrent en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} juillet 2012.

IAS 19, Avantages du personnel

L'IASB a publié IAS 19, qui modifie les critères d'évaluation et de présentation des régimes à prestations définies. Au nombre des changements apportés figure ce qui suit :

- L'élimination de la méthode de la réduction du coût (l'approche du corridor) lors de la comptabilisation des écarts actuariels dans le bénéfice net. Les écarts actuariels peuvent être comptabilisés immédiatement dans le bénéfice net ou dans les autres éléments du résultat global. Les écarts actuariels comptabilisés dans les autres éléments du résultat global ne sont pas reclassés dans le bénéfice net au cours de périodes ultérieures.

- Des changements dans la comptabilisation des coûts des services passés. Les coûts des services passés découlant des changements ou des réductions des régimes sont comptabilisés au cours de la période pendant laquelle les changements ou les réductions sont survenus, sans égard à l'acquisition des droits.
- L'élimination du concept de rendement attendu des actifs. IAS 19 révisée exige le recours au taux d'actualisation plutôt qu'au rendement attendu des actifs pour déterminer la composante intérêts nets de la charge au titre des régimes de retraite.

Les informations à fournir dans les états financiers sont plus exhaustives en vertu de la norme modifiée. Cette norme est appliquée de façon rétrospective et elle est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013.

Autres

L'IASB entreprend actuellement plusieurs projets qui donneront lieu à des changements des normes IFRS existantes, lesquels pourraient avoir une incidence sur la Société :

Norme IFRS	Date d'émission prévue
Dépréciation	T2 2012 – Exposé-sondage
Contrats de location	T2 2012 – Exposé-sondage
Comptabilité de couverture – couvertures générales	T2 2012 – Norme définitive
Comptabilité de couverture – macro-couvertures	T3 2012 – Exposé-sondage
Comptabilisation des produits	T4 2012 – Norme définitive

Source : site Web de l'IASB, à l'adresse www.iasb.org

Contrôles et procédures de communication de l'information

En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2011, les coprésidents et chefs de la direction et le chef des services financiers ont conclu que les contrôles et les procédures de communication de l'information de la Société garantissent efficacement, selon une assurance raisonnable, a) que l'information importante relative à la Société est communiquée aux coprésidents et chefs de la direction ainsi qu'au chef des services financiers par d'autres personnes,

particulièrement pour la période au cours de laquelle les déclarations annuelles sont préparées et b) que l'information devant être présentée par la Société dans ses déclarations annuelles, ses déclarations intermédiaires ou dans d'autres rapports déposés ou présentés par celle-ci en vertu de la législation sur les valeurs mobilières est constatée, traitée, résumée et présentée dans les périodes de temps précisées par les lois sur les valeurs mobilières.

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

En fonction de leurs évaluations au 31 décembre 2011, les coprésidents et chefs de la direction et le chef des services financiers ont conclu que le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société est efficace pour fournir une assurance raisonnable face à la fiabilité de l'information financière et à la préparation des états financiers à des fins externes conformément aux IFRS.

Au cours du quatrième trimestre de 2011, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société ayant eu une incidence significative, ou étant raisonnablement susceptible d'avoir une incidence significative, sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Autres renseignements

TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

La Société financière IGM conclut des transactions avec la Great-West, la London Life, Compagnie d'Assurance-Vie (la « London Life ») et la Compagnie d'Assurance du Canada sur la Vie (la « Canada-Vie »), qui sont toutes des filiales d'une société affiliée, Lifeco. Ces transactions ont lieu dans le cours normal de ses activités et ont été inscrites aux montants d'échange convenus, comme il est décrit ci-dessous.

- La Société a fourni certains services administratifs à la Great-West et a reçu de cette même partie certains services administratifs, ce qui a permis aux deux organisations de profiter d'économies d'échelle et de domaines d'expertise.
- La Société a distribué des produits d'assurance en vertu d'une entente de distribution avec la Great-West et la Canada-Vie et a reçu un montant de 62,8 M\$ (55,6 M\$ en 2010) en honoraires de distribution. La Société a reçu un montant de 15,9 M\$ (14,5 M\$ en 2010) relativement à la prestation de services de sous-conseiller pour certains fonds communs de placement distincts de la Great-West, de la London Life et de la Canada-Vie. La Société a payé un montant de 52,2 M\$ (44,7 M\$ en 2010) à la London Life relativement à la distribution de certains fonds communs de placement de la Société.
- Afin de gérer sa situation globale en matière de liquidités, la Société est active, par le truchement de ses activités bancaires hypothécaires, dans le domaine de la titrisation, et vend également des prêts hypothécaires résidentiels à des tiers, les services relatifs à leur gestion étant entièrement inclus. En 2011, la Great-West et la London Life ont fait l'acquisition de prêts hypothécaires résidentiels de la Société totalisant 201,7 M\$, comparativement à 225,9 M\$ en 2010.

En février 2011, après avoir obtenu une décision fiscale anticipée, la Société a convenu d'une transaction de consolidation des pertes fiscales avec sa société mère, la Corporation Financière Power.

- Le 23 février 2011, la Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un total de 1,0 G\$. La Société a émis des débentures à vue garanties à 6,00 % totalisant 1,0 G\$ à l'intention

de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées. La Société possède le droit juridiquement exécutoire de régler ces instruments financiers sur une base nette et entend se prévaloir de ce droit. Par conséquent, les actions privilégiées et les débentures, ainsi que les produits de dividendes et les charges d'intérêts connexes, sont contrebalancés dans les états financiers consolidés de la Société. Les économies d'impôt tiennent à la déductibilité fiscale des charges d'intérêts.

- Le 30 décembre 2011, la Société a également acquis les actions d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, qui avait conclu une transaction semblable à celle qui a été décrite ci-dessus et qui a généré des pertes fiscales. Cette transaction a été dénouée immédiatement avant l'acquisition des actions par la Société. La Société a constaté l'avantage des pertes fiscales réalisées au 31 décembre 2011.
- Le 10 janvier 2012, la Société a acquis des actions privilégiées à 6,01 % d'une filiale en propriété exclusive de la Corporation Financière Power, pour un montant supplémentaire de 250 M\$. La Société a émis des débentures à vue garanties à 6,00 % totalisant 250 M\$ à l'intention de la Corporation Financière Power à titre de seule contrepartie pour les actions privilégiées.

Pour plus d'information sur les transactions entre parties liées, se reporter aux notes 9 et 26 des états financiers consolidés.

DONNÉES LIÉES AUX ACTIONS EN CIRCULATION

Au 31 décembre 2011, il y avait 256 658 488 actions ordinaires de la Société financière IGM en circulation. Au 8 février 2012, il y en avait 256 697 281.

SEDAR

D'autres renseignements concernant la Société financière IGM, notamment les plus récents états financiers et la plus récente notice annuelle de la Société, sont disponibles au www.sedar.com.